

January 31, 2024

1. The War in Ukraine

Page 2 : « Il nous faut augmenter considérablement la production et la livraison d'armes françaises » (Le Monde, Guest Essay)

Page 4 : Trouble at the top: The feud between Ukraine's president and army chief boils over (The Economist)

2. Middle East

Page 7 : Abolish the U.N.'s Palestinian Refugee Agency (NYT, Opinion)

Page 9 : Journey into the Realm of the Holy Dead: How Hezbollah Created a Cult around Its "Martyrs" (NZZ)

Page 13: The Intersection of Religion, Resistance Culture, and Colonial Occupation (Ahram online)

3. Europe in Trouble

Page 15 : What's the Matter With Europe? (NYT, Opinion)

2. French Politics

Page 18 : Discours de politique générale de Gabriel Attal : bienvenue dans l'ère de la droite Canada Dry (Atlantico, Interview)

3. French Illnesses: Egalitarianism – Taxes - Bureaucracy

Page 22 : Jean-Louis Harouel: «Sortons du dogme égalitaire» (Le Figaro, Interview)

Page 25 : Agnès Verdier-Molinié: «Électricité, carburant, logement : et si, pour aider les classes moyennes, on arrêtaït avec les taxes ?» (Le Figaro, Guest Essay)

Page 27 : Poids de l'Etat : Agriculture, santé, éducation... : la France, malade de ses coûts administratifs (Atlantico, Interview)

4. The Rise of Europe's Far Right

Page 32 : Germany Has Finally Woken Up (NYT, Guest Essay)

Page 34 : Danger from the right: where do we stand? (eurotopics)

5. Culture

Page 36 : Number of US female musicians reaches decade high, but is still far from parity (The Guardian)

Page 37 : Les films à l'affiche : « La Zone d'intérêt », « Les Lueurs d'Aden », « A Man », « La Ferme des Bertrand »... (Le Monde)

31 January (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/01/31/guerre-en-ukraine-il-nous-faut-augmenter-considerablement-la-production-et-la-livraison-d-armes-francaises_6214001_3232.html

Guerre en Ukraine : « Il nous faut augmenter considérablement la production et la livraison d'armes françaises »

[Tribune Collectif](#)

Un collectif de personnalités et de membres de l'association Pour l'Ukraine, pour leur liberté et la nôtre ! appelle, dans une tribune au « Monde », l'Europe à tourner son industrie de défense en priorité vers l'Ukraine.

Publié aujourd'hui à 08h00 Temps de Lecture 4 min.

La nation ukrainienne est en danger ! Nous devons lui fournir de toute urgence les armes et les munitions dont elle a besoin pour reconquérir l'intégralité de son territoire. Seule sa victoire, en rejetant la Russie hors d'Ukraine, assurera la paix, en accord avec le droit international. Un cessez-le-feu consacrant la mainmise russe sur le Donbass, la Crimée et leur population en échange d'illusoires garanties de sécurité est un leurre. La Russie, une fois ses arsenaux regarnis, serait en mesure de reprendre son offensive contre les démocraties européennes. Les risques vont de la guerre hybride, que Moscou pratique déjà (cyberattaques, désinformation, intrusion dans les processus électoraux), à l'engagement dans un conflit de haute intensité.

Depuis 2021, l'Ukraine fait face à une guerre d'agression menée par Vladimir Poutine, dont les troupes pratiquent à grande échelle les bombardements délibérés de civils, les viols, les tortures et les déportations d'enfants. Depuis 2021, à la surprise du monde entier, l'Ukraine démocratique et son armée ont réussi à repousser l'envahisseur et à libérer de nombreuses localités, malgré une infériorité en hommes et en matériel. Mais la Russie, appuyée par les livraisons d'armes des dictatures d'Iran et de Corée du Nord, peut aussi compter sur le soutien de la Chine.

La stratégie européenne a reposé d'abord sur les sanctions économiques qui devaient amener Poutine à la raison. Elles ont limité la capacité de la Russie à produire des armes, mais n'ont pas eu tous les effets escomptés : il faut les renforcer. Quant à l'aide militaire fournie à l'Ukraine par ses alliés, elle a été trop hésitante et modeste pour exploiter les victoires de l'été 2022, trop tardive et limitée pour percer les défenses russes durant l'été 2023. Elle commence même à faire défaut : bloquée aux Etats-Unis, [elle l'est aussi en Europe par le veto hongrois et l'hésitation de certains gouvernements européens](#).

Promesses

Sur le front, dans les régions occupées comme pour l'ensemble des villes et territoires ukrainiens bombardés quotidiennement, la situation est grave. L'Europe doit impérativement tourner son industrie de défense en priorité vers l'Ukraine. Et notre pays peut jouer un rôle moteur, car nous sommes la principale puissance militaire du continent, notre base industrielle et technologique de défense comptant plus de 4 000 entreprises.

La mise en œuvre d'un dispositif de solidarité économique et industrielle avec l'Ukraine permettrait d'agir rapidement dans cinq directions : augmenter la cession, la fabrication et les livraisons d'armes et de munitions ; donner des garanties aux industriels de l'armement ; se doter, avec nos partenaires européens, d'un organisme de contrôle pour assurer un embargo strict sur l'exportation des technologies duales ; encourager la mutualisation des outils de production, civils et militaires, au service de la défense ; mobiliser de nouvelles ressources financières en faveur de l'aide à l'Ukraine.

L'engagement de la France aux côtés de l'Ukraine est indéniable, mais il nous faut trouver les moyens d'augmenter considérablement la production et la livraison d'armes françaises qui ont fait leurs preuves. Notre président de la République a promis 78 canons Caesar et 40 missiles air-sol Scalp-EG : il nous faudra assurer intégralement le financement des premiers et céder ou fabriquer davantage de Scalp. Nous disposons aussi de Mirage 2000-D, [de batteries de défense antiaérienne SAMP/T](#) et Crotale, de missiles sol-air Mistral et de

missiles antinavires Exocet en nombre, de radars Ground Master 200 et de véhicules du génie, dont les robots de déminage SDZ.

Pour un « Livret d'aide à l'Ukraine »

En matière de production, trois priorités apparaissent : la fabrication d'obus de 155 mm – qui n'est pas à la hauteur du programme européen –, la livraison de drones de divers types et la fourniture d'équipements de guerre électroniques. Ajoutons que ces investissements bénéficieront à long terme à l'amélioration des capacités défensives de la France, face aux risques accrus de conflit de haute intensité.

Encore faudrait-il que les entreprises françaises puissent obtenir une garantie de cinq à dix ans sur le volume de leurs commandes, en fonction de leurs investissements. L'Ukraine n'est pas un client étranger comme les autres : elle est prioritaire parce que sa défense contribue à celle de notre pays.

L'effort budgétaire de la France pour l'Ukraine (environ 2 milliards d'euros prévus sur 2024-2025) devrait être au moins doublé, afin de rétablir la parité avec l'Allemagne, en proportion du produit intérieur brut. Cette augmentation devrait tenir compte : des commandes pour l'armée française (en plus de celles prévues par la loi de programmation militaire 2024-2030), en compensation des cessions d'armements sur ses stocks, soit 1 milliard d'euros ; de l'augmentation du fonds de soutien à l'Ukraine, qu'il faudrait porter à 800 millions d'euros en 2024 (au lieu des 200 millions prévus) et à 1 milliard d'euros en 2025 (au lieu de 200 millions si le budget était reconduit à l'identique).

Plusieurs sources, bancaires ou fiscales, pourraient être exploitées pour couvrir les dépenses d'armement, [comme l'indique le rapport d'information sur l'économie de guerre de la commission des finances de l'Assemblée nationale](#) présenté en novembre 2023. Une autre piste, plus mobilisatrice, serait de faire appel à l'épargne des Français. Afin d'éviter une hausse de l'endettement public extérieur, pourrait être lancé un emprunt national et créé un « Livret d'aide à l'Ukraine » (sur le mode du Livret de développement durable). Cela permettrait à nos concitoyens de s'impliquer dans le soutien à la démocratie ukrainienne.

La paix passe par le retrait complet de l'armée russe hors du territoire ukrainien. Aussi les moyens, qui ont manqué à l'Ukraine depuis deux ans, ne doivent-ils plus lui faire défaut. Et la France peut être la première au sein de l'Europe à donner l'exemple d'un engagement décisif. L'association Pour l'Ukraine, pour leur liberté et la nôtre ! et les signataires *[de cette tribune]* en appellent à la mobilisation de tous.

Parmi les signataires : Galia Ackerman, historienne ; **Guillaume Ancel**, ancien officier militaire et chroniqueur ; **Vincent Desportes**, général de l'armée de terre ; **Patrick Dutartre**, général de l'armée de l'air ; **Antoine Garapon**, magistrat ; **Jonathan Littell**, écrivain ; **Ariane Mnouchkine**, fondatrice du Théâtre du Soleil ; **Jean-Paul Perruche**, général de corps d'armée, enseignant-chercheur ; **Dominique Schnapper**, sociologue, ancienne membre du Conseil constitutionnel ; **Pierre Servent**, auteur, colonel de réserve ; **Nicolas Tenzer**, géopolitiste, enseignant à Sciences Po Paris ; **Xavier Tytelman**, consultant défense ; **Michel Yakovleff**, général de l'armée de terre.

31 January (The Economist)

[The feud between Ukraine's president and army chief boils over \(economist.com\)](https://www.economist.com)

Trouble at the top

The feud between Ukraine's president and army chief boils over

Is Valery Zaluzhny about to be fired?



image: getty images

Jan 30th 2024

Anxiety at the very top of Ukraine's wartime government has been laid bare, after rumours swept Kyiv on January 29th that the president, Volodymyr Zelensky, was about to fire his armed-forces commander, General Valery Zaluzhny, following weeks of reported tensions. To oust one of the most popular figures in Ukraine would be deeply controversial, and would mark a pivotal moment in Ukraine's conflict with Russia. So far, Mr Zelensky has not announced that the general is being replaced. But that does not mean that General Zaluzhny's job is safe. It may simply be that his replacement has not yet been lined up.

It was not the first time a plan to remove the general has been mooted, but it was the most convincing. A dramatic day began with leaks from MPs, who had been informed, possibly strategically, about a "set of documents" sent to a security committee for signing. Later, sources in the general staff and close to General Zaluzhny confirmed that a shake-up was in the works. The Economist has been able to confirm that an early-evening meeting took place at which the president informed his general that he had decided to dismiss him. Mr Zaluzhny was offered another role: secretary of the national security council. He turned it down.



image: the economist

News of the plan was soon leaked to local media. The defence ministry and presidential palace denied that the general had been dismissed, which was technically true. But the problems—the dysfunctional relationship between the president and his general, and suspicions in the president’s office that the general harbours political ambitions—have not gone away. Both men look damaged by the row, and the disputes between Ukraine’s political leadership and its military command are worrying Ukraine’s main allies.

Two generals are being mentioned as contenders for Mr Zaluzhny’s job: Oleksandr Syrsky, 58; and Kyrylo Budanov, 38. Both are considered to be close to the presidential team. [General Syrsky](#), one of the army’s most experienced officers, was the operational brain behind two of Ukraine’s most remarkable victories against Russia in 2022: around Kyiv and in the Kharkiv region. But his harsh approach to fighting has made him unpopular in parts of the military. Last year he sacrificed battle-hardened commanders in the arguably pointless defence of the small town of Bakhmut.

[General Budanov](#), Ukraine’s enigmatic and ambitious head of military intelligence, embraces a much more unconventional and untested approach to command. He has not led conventional armed forces before—or an organisation anything like the size of the Ukrainian army, which now employs approximately 1m people. Some have suggested he turned the job down at the last minute. A close colleague insists that General Budanov did not angle for General Zaluzhny’s position, but that he also had no right to turn a military position down. “It’s not you that makes these decisions,” the colleague adds.

The rumours come at a critical time. Ukraine’s summer counter-offensive failed, and it faces uncertainty over the degree of [foreign support](#) it can expect. The battle over General Zaluzhny’s future is unlikely to make renewed funding any more likely, as the commander is highly regarded in the West. Ukrainian troops on the front line are already complaining of a shortage of ammunition. Russian units are firing at least five times as many shells as their enemy, and making modest territorial gains in the east of the country.

Russian propagandists have gleefully poured scorn on Ukraine. “Whether Zaluzhny is fired or not, whether he is replaced by Budanov or Mudanov—chaos on their farm is useful. And it looks good,” wrote Margarita Simonyan, the boss of Russia Today, a Kremlin mouthpiece, on her Telegram channel.

The defence of Kyiv and north-east Ukraine at the start of the war made General Zaluzhny a cult figure. Polls repeatedly showed him more popular than his president; this created tension between the two men, whose relations were initially good. In particular, the general’s endorsement of a charitable foundation set up in his name in April 2022 was seen by some as too political. General Zaluzhny claimed to hold no political ambitions, but parted company with several advisers in the wake of the scandal.

Mr Zelensky is not the only person to have noted his general’s popularity. Prominent opposition figures, hitherto sidelined by the need for national unity, have started to align themselves with General Zaluzhny. That process accelerated in recent weeks as rumours of the general’s coming ouster intensified. The previous president, Petro Poroshenko, who harbours little love for his successor, was quick to take advantage of the disarray. “Firing Zaluzhny, if true, would hit at the heart of national unity,” he wrote.

A source in Ukrainian intelligence predicts that attempts to use General Zaluzhny would continue as long as Ukraine remains a democracy. “We get up in the morning and want to eat,” he says. “Other people get up in the morning and can only think about being president.”

It is not unusual for civilian leaders to [change commanders](#), even the top ones, in war. Sometimes that occurs because of insubordination, as with Harry Truman’s decision to relieve Douglas MacArthur of command during the Korean war after the general publicly undermined American policy and defied the president’s orders. In 2010 Barack Obama sacked Stanley McChrystal, his top commander in Afghanistan, after he and his staff made disparaging remarks about the president in a profile by Rolling Stone.

On other occasions generals are sacked for poor performance. Abraham Lincoln fired George McClellan during the American civil war for military misjudgments. Sir John French was fired as head of the British Expeditionary Force in 1915 after failing to adapt to the prevailing trench warfare. Mr Obama fired General

David McKiernan from the Afghanistan job after only 11 months, on the basis that he lacked the bold instincts required to turn the faltering war around.

Military history is also replete with cases where commanders are relieved for less noble reasons. Generals are often heroic and dashing figures, eclipsing their political masters either through battlefield success or self-publicity—or both, as in the case of Ariel Sharon, a young Israeli officer and future prime minister who gave interviews to the foreign press after his daring exploits in the Yom Kippur war.

That breeds envy and resentment. General MacArthur was considered to be a plausible candidate for the Republican presidential nomination in the 1940s. David Petraeus, General McChrystal's replacement and later the director of the CIA, attracted persistent rumours of political ambition, prompting Mr Obama's aides to seek assurances that the general would not run against the president in 2012.

A similar dynamic appears to have influenced Mr Zelensky's decision to dispense with General Zaluzhny. True, there have been differences of opinion on military matters. The general has publicly pressed Mr Zelensky to launch a large-scale mobilisation of men; the president has resisted this, knowing it would be unpopular. There were also fierce debates between the presidential palace and general staff over military strategy, including the argument over Bakhmut. But at the end of the day, it was probably General Zaluzhny's steadily growing political profile that piqued Mr Zelensky and those around him.

A president is entitled to change a commander in whom he no longer has confidence: the subordination of military to civilian leadership is a cornerstone of democracy. And if appointed, General Zaluzhny's replacement will doubtless serve effectively. But removing a man as popular with his soldiers and the public as the general carries political and military risks.

It is not clear how this story will end. But if Mr Zelensky keeps his top commander on, he will look weak. If he fires him, the clumsy way it has been handled will only damage confidence in the leadership. As so often in this conflict, there are no easy wins.■

31 January (NYT)

[Opinion | Abolish the U.N.'s Palestinian Refugee Agency - The New York Times \(nytimes.com\)](#)

OPINION

BRET STEPHENS

Abolish the U.N.'s Palestinian Refugee Agency

Jan. 30, 2024



Displaced Palestinians outside a school run by UNRWA in Gaza. Credit...Haitham Imad/EPA, via Shutterstock

By [Bret Stephens](#)

Opinion Columnist

United Nations agencies and officials are no strangers to scandal and infamy.

U.N. peacekeepers [caused a cholera epidemic](#) in Haiti and committed horrific [sexual abuses in the Democratic Republic of the Congo](#). The U.N.'s [oil-for-food program](#) for Iraq became a multibillion-dollar kickback scheme through which Saddam Hussein all but bribed his way out of international sanctions. In the 1980s, Kurt Waldheim, a former U.N. secretary general, was [unmasked as a former Nazi](#). He was the same secretary general who denounced Israel's 1976 rescue of Jewish hostages in Entebbe as "[a serious violation](#)" of Uganda's national sovereignty.

Now comes the latest scandal of the United Nations Relief and Works Agency for Palestinian Refugees, better known as UNRWA.

Last Friday, Israeli officials presented the U.S. government with an intelligence dossier detailing the involvement of 12 UNRWA employees, seven of them schoolteachers, in the massacre of Oct. 7. As reported by [The Times's Ronen Bergman and Patrick Kingsley](#), the charges range from kidnapping an Israeli woman to storing rocket-propelled grenades to murdering civilians in a kibbutz.

Awful enough — and the U.N. rightly [moved swiftly](#) to terminate the employment of nine of those identified by the dossier. But that may be the least of it. "Intelligence estimates shared with the U.S. conclude that around 1,200 of UNRWA's roughly 12,000 employees in Gaza have links to Hamas or Palestinian Islamic Jihad, and about half have close relatives who belong to the Islamist militant groups," [The Wall Street Journal reported on Monday](#).

The figures are worth bearing in mind the next time you weigh the credibility of information about Gaza sourced to the U.N. Also worth bearing in mind is that this has been going on for years. As Bassam Eid of the Palestinian Human Rights Monitoring Group [noted over a decade ago](#), "In order for UNRWA to survive, they accept [Hamas's] conditions because they want to continue their activities."

The new revelations were enough for the Biden administration to suspend its funding for the agency — worth [nearly \\$350 million](#) in 2022 — while it investigates the allegations. As of Tuesday, other major funders, including France, Germany and Japan, have followed suit.

That’s a start. But the fundamental problem with the agency isn’t that it appears to be infested with terrorists and their sympathizers, or that their salaries are paid by naïve foreign donors. It’s that UNRWA may be the only agency in the U.N. system whose central purpose is to perpetuate grievance and conflict. It should be abolished.

Think of it this way. The United Nations has two agencies dedicated to the plight of refugees. One, the [U.N. High Commissioner for Refugees](#), is responsible for the well-being of nearly all the world’s more than 30 million refugees, with a mandate to help them resettle in third countries if they can’t go home.

The other is UNRWA, which theoretically operates under the umbrella of the high commissioner but is really its own organization. No other group except for Palestinians gets its own permanent agency.

Why? In part, because neighboring Arab [countries like Lebanon](#) cruelly refused to fully absorb Palestinian refugees, refusing them not only citizenship but also, in many cases, the right to most forms of work. In 1991, Kuwait went further by expelling [hundreds of thousands of Palestinians in a matter of days](#), because the Palestinian leader Yasir Arafat had supported Saddam Hussein during the Persian Gulf war. Think of that the next time Arab governments profess solidarity with the Palestinian people.

As bad as the cruelty is the cynicism. The changing borders and independence movements of the postwar era produced millions of refugees: Germans, Indians, Pakistanis, Palestinians and Jews, including [some 800,000](#) Jews who were kicked out of Arab countries that [had been their homes for centuries](#). Nearly all found new lives in new countries — except for Palestinians. They have been kept as perpetual refugees as a means of both delegitimizing Israel and preserving the irredentist fantasy that someday their descendants will exercise what they believe is their “right of return,” effectively through the elimination of the Jewish state.

It’s upon that alleged right that efforts at a comprehensive Israeli-Palestinian peace deal [have foundered](#). It’s also the right that UNRWA’s very existence keeps alive. Palestinians should be citizens of the countries in which they live — just as some two million Arabs are in Israel. They should not be cudgels in a never-ending struggle, subsidized from one aggrieved generation to the next by international largess.

Defenders of UNRWA insist that without it, Palestinian civilians will suffer even more. But there is no reason other international agencies can’t shoulder the burden of the immediate relief effort for Gazans. In the meantime, the Biden administration and other governments need to ask hard questions of UNRWA’s senior officials, starting with Commissioner General Philippe Lazzarini.

To wit: If Lazzarini and his deputies didn’t know that UNRWA in Gaza was employing potentially hundreds of Hamas members or sympathizers, what sort of oversight were they exercising? And if they did know, are they not responsible? In either case — gross negligence or quiet complicity — they need to resign now.

The Israeli-Palestinian conflict should not be insoluble. But it can’t be solved so long as millions of Palestinians have been turned into the world’s only permanent refugees. By doing that, UNRWA makes itself an obstacle to peace — reason enough for it to finally go away.

Bret Stephens is an Opinion columnist for The Times, writing about foreign policy, domestic politics and cultural issues. [Facebook](#)

31 January (NZZ)

[Im Krieg gegen Israel zelebriert der Hizbullah seine Märtyrer \(nzz.ch\)](#)

Reise ins Reich der heiligen Toten: wie der Hizbullah einen Kult um seine «Märtyrer» geschaffen hat

Fast täglich trägt die libanesische Schiitenmiliz ihre Gefallenen aus dem Grenzkrieg mit Israel zu Grabe. Den Angehörigen wird versichert, die Opfer seien nicht umsonst gewesen. Dabei ist unklar, was der Hizbullah eigentlich erreichen will.

Journey into the Realm of the Holy Dead: How Hezbollah Created a Cult around Its "Martyrs"

Almost daily, the Lebanese Shiite militia buries its fallen from the border war with Israel. The families are assured that the sacrifices were not in vain. However, it remains unclear what Hezbollah actually aims to achieve.

Daniel Böhm, Nabatiye und Ain Kana

31.01.2024, 05.30 Uhr 6 min



Der gefallene Hizbullah-Kämpfer Fadel Ali Salman wird in Nabatiye in Südlibanon zu Grabe getragen. Daniel Böhm / NZZ

Die Sonne scheint, als Fadel Ali Salman Chaar zu Grabe getragen wird. Aus Lautsprechern plärren Kriegslieder. Finster aussehende Männer in Kapuzenpullis küssen sich gegenseitig auf die Wangen. Pfadfinder tragen überlebensgrosse Porträts von Irans Ayatollah Khomeiny und dem Hizbullah-Chef Hassan Nasrallah vor sich her. «Was für Männer seid ihr?», ruft ein Redner ins Mikrofon. «Richtet euch auf, ein neuer Märtyrer ist da.»

Dann wird der Sarg mit dem Toten emporgehoben. Bärtige Kämpfer salutieren. Wenig später ist es mit der militärisch anmutenden Disziplin allerdings vorbei. Kaum setzt sich der Trauerzug in Richtung Friedhof in Bewegung, bricht Ekstase aus. Männer umringen den Sarg und berühren ihn, als handle es sich dabei um eine Reliquie. Einer von ihnen wirft sich sogar auf ihn und küsst die leuchtend gelbe Fahne des Hizbullah, die ihn bedeckt.

Sie sterben in Tälern und auf Hügeln

Immer wieder erklingt lautes Wehklagen: «Mohammed, Ali, Mohammed!» oder «Labeika ya Hussein!» («Wir folgen dir, o Hussein!») Hussein, der Enkel des Propheten Mohammed, war in der Frühzeit des Islam in der Schlacht von Kerbala im Kampf gegen seine Widersacher gefallen. Er wurde somit zum ersten Märtyrer der Schiiten, die sich daraufhin von der Mehrheit der sunnitischen Muslime abspalteten.

Chaar, der heute in der Schiiten-Stadt Nabatiye in Südlibanon beerdigt wird, ist nun auch in die Riege der «Märtyrer» aufgestiegen. Der 31-Jährige war ein Kämpfer des Hizbullah – jener mächtigen, mit Iran

verbündeten Schiitenmiliz, die weite Teile Libanons beherrscht und im Süden des Landes einen blutigen Grenzkrieg gegen ihren Erzfeind Israel führt. Seit Oktober sind über 170 Männer der Truppe gefallen.

Sie starben auf Hügelkuppen und in Tälern, beim Abfeuern von Panzerfäusten in Richtung Israel und bei israelischen Angriffen auf ihre Stellungen. Chaar wurde von einer israelischen Drohne getötet, als er gemeinsam mit zwei weiteren Kämpfern in einem Auto unterwegs war. Als sein Sarg schliesslich ins Grab herabgelassen wird, vermeldet der Hizbullah bereits den nächsten Toten.

Der Kult der Toten begleitet den Hizbullah seit je

Die Gefallenen, deren Porträts in den schiitischen Gebieten Libanons überall in den Strassen hängen, spielen eine zentrale Rolle in der Ideologie der Miliz, welche die Selbstaufopferung in ihrer DNA trägt. Sie würden wie Heilige ins Paradies aufsteigen, heisst es. So wie das grosse Vorbild Hussein es einst vorgemacht hat. Dabei erfüllen sie ihre Familien mit Stolz – hinterlassen aber auch Angehörige voller Trauer und Schmerz.

Der Kult um die Toten begleitet den Hizbullah seit seiner Gründung in den achtziger Jahren, als er noch Selbstmordattentäter losschickte. Immer wieder finden in der von ihm beherrschten Vorstadt von Beirut deshalb Gedenkveranstaltungen für die Märtyrer statt. Inmitten von tristen Häuserschluchten treffen sich die Angehörigen dann in einer Halle zum Gebet. Auch Nami Dahdou ist da, dessen Neffe Daniel vor ein paar Wochen erst im Süden gefallen ist.

«Ich bin stolz, denn er hat die Heimat verteidigt», sagt der 65-Jährige, der aus dem umkämpften Grenzdorf Aita al-Chaab hergekommen ist. Wie alle hier fühlt er sich dem Hizbullah verpflichtet. Dieser habe den einst armen Schiiten Würde verliehen. Zudem sei es der Miliz im Jahr 2000 gelungen, die Israeli aus Südlibanon zu vertreiben. «Wir werden daher weiterhin Opfer bringen, bis wir den Sieg errungen haben», sagt Dahdou.

Viele Libanesen haben andere Sorgen

Doch was ist damit gemeint? Die Befreiung Libanons? Die Zerstörung Israels? Abgesehen von ein paar Flecken im Süden haben die Israeli Libanon längst geräumt. Der Hizbullah wiederum ist zu einer Art Ordnungsmacht geworden, trainiert verbündete Milizen und sitzt in Libanon in der Regierung. Den Krieg im Süden scheint er nur mit Unwillen zu führen. Denn in dem Abnutzungskampf verliert die Miliz Kämpfer, ohne dass ein Ende absehbar wäre.

Trotzdem fürchten viele, dass sich der Krieg ausweiten könnte. Israel verliert die Geduld mit dem Hizbullah und will seine Nordgrenze sichern. In Beirut machen Gerüchte über ein mögliches Abkommen die Runde, aber auch solche über eine bevorstehende Eskalation. Die meisten Libanesen – unter ihnen viele Schiiten – wollen keinen Krieg. Sie haben andere Sorgen als den Kampf der Hamas in Gaza, für den der Hizbullah im Oktober in den Krieg gezogen ist.

Der Hizbullah-Chef Nasrallah sieht sich offenbar gezwungen, den Angehörigen der Gefallenen immer wieder klarzumachen, dass ihre Opfer nicht umsonst waren: «Ich würde euch am liebsten auf die Stirn küssen», sagte der versteckt lebende Anführer kürzlich in einer Rede. Gleichzeitig hat die Miliz ihr Programm zur Unterstützung der Märtyrer-Familien ausgeweitet. «Unsere Führer wissen, was sie tun, ich vertraue ihnen», sagt Dahdou.



Amulette mit dem Bildnis des Hizbullah-Kämpfers Mohammed Ali Hassan. Er war 2015 in Syrien gefallen. Daniel Böhm / NZZ

«Ich fühle den Schmerz bis heute»

Der Krieg im Süden ist nicht der erste umstrittene Waffengang, den der Hizbullah führt. Zuletzt kämpfte die Miliz aufseiten des Asad-Regimes im syrischen Bürgerkrieg. Statt im Kampf gegen Israel fielen ihre Männer im Kampf gegen den Islamischen Staat und gegen die syrischen Rebellen. Es war ein schmutziger Krieg. Ein Bruderkampf, der den Hizbullah in der muslimischen Welt viel Ansehen gekostet hat.

Mohammed Ali Hassan ist einer der «Märtyrer» aus dem Syrien-Krieg. Er starb 2015 in Kuneitra, an der Grenze zu Israel. Sein Onkel Mohammed Abou Hassan ist ebenfalls zum Gedenktag nach Beirut gekommen. Er trägt das Porträt seines Neffen als Pin auf der Brust und einen gelben Hizbullah-Schal um den Hals. «Ich fühle den Schmerz bis heute», sagt der 56-Jährige. «Er war wie ein Sohn für mich.»

Ali stammte aus Ain Kana, einem idyllischen Dorf hoch oben in den Bergen Südlibanons. Jedes Jahr im Januar organisiert seine Familie in der Versammlungshalle im Ortskern ein Gebet für den Gefallenen. Alis Eltern können wegen einer medizinischen Behandlung diesmal nicht teilnehmen. Deshalb verteilt Abou Hassan, der Onkel, die Amulette mit dem Bild des Toten. Es zeigt einen jungen Mann im Tarnanzug. Seine Gesichtszüge sind freundlich und sanft.

Der Familie fällt es schwer, loszulassen

«Wir wussten nicht, was Ali tat. Wir wussten nur, dass er beim Widerstand war», sagt Abou Hassan. Ali sei früh von lokalen Kämpfern angeworben worden. «Er war gläubig, aber auch intelligent. Er hat in Beirut Fotografie studiert und war sogar verlobt.» Bis heute wissen die Angehörigen nicht, wie der damals 31-Jährige ums Leben kam. Die Sinnhaftigkeit seines Todes stellen sie trotzdem nicht infrage. «Es war seine Pflicht», sagt Abou Hassan.

Gleichzeitig fällt es der Familie offensichtlich schwer, loszulassen. In Alis Zimmer hängt eine Fotocollage mit Bildern aus seinem Leben: Ali mit der Waffe, Ali zu Hause und Ali gemeinsam mit Freunden. Darunter steht sein Bett, mitsamt einer gefalteten roten Decke. Eine Katze springt hoch und lässt sich darauf nieder. Das Tier erkenne den Geruch von Alis Mutter, sagt Abou Hassan. «Nach dem Tod ihres Sohnes hat sie hier monatelang geschlafen.»

Nach dem Gebet wird in der Versammlungshalle ein Video gezeigt. Man sieht Alis Gesicht, umhüllt von Wolken. Männer aus dem Dorf mit wettergegerbten Gesichtern sitzen auf Plastikstühlen. Jemand reicht Taschentücher, mit denen sich die Anwesenden die Tränen wegwischen. «Er war wie eine Kerze, die in der Nacht leuchtet», sagt ein Redner – nur um dann allen in Erinnerung zu rufen, worum es dem Hizbullah tatsächlich geht: «Dank den Märtyrern werden wir die Juden und die Ungläubigen besiegen.»



Mohammed Abou Hassan, der Onkel des 2015 gestorbenen Mohammed Ali Hassan. Daniel Böhm / NZZ

«Als Märtyrer komme ich ins Paradies»

Später treffen sich die Hinterbliebenen im Haus der Familie. Es gibt Kaffee und Poulet mit Reis. Die Frauen sitzen auf der Veranda, die Männer im Garten. Der Onkel Abou Hassan hat früher selbst als junger Mann gegen die israelische Armee gekämpft. Er hat dabei Freunde sterben sehen. Jahre später ist sein Neffe gefallen. Jetzt werden erneut junge Männer zu Grabe getragen. Der Tod wird von einer Generation zur nächsten weitergereicht.

Doch viele Schiiten in Libanon gehören nicht mehr zu den Ärmsten. Längst existiert eine Mittelschicht, deren Mitglieder andere Ziele im Leben haben als den Heldentod. «Die Zeiten haben sich geändert», sagt Abou Hassan. Manche Männer würden immer noch in den Kampf ziehen. Manche wählten aber auch einen anderen Weg. Kann er sich vorstellen, dass irgendwann einmal Frieden herrscht? Abou Hassan überlegt. «Warum nicht?», sagt er dann.

Vom Garten der Familie aus kann man das Meer sehen. Wie ein blaues Tuch liegt es weit unten, am Fuss der Berge. Die Männer reden jetzt über Alltägliches. Zwischen ihnen sitzt **Hussein, der 11-jährige Enkel von Abou Hassans Bruder. Der Bub spricht fließend Englisch. Auf die Frage, was er später einmal werden wolle, antwortet er: «Märtyrer. Oder vielleicht auch Arzt.» Als Arzt könne er zwar Leben retten, sagt er. «Aber als Märtyrer komme ich ins Paradies.»**

31 January (Ahrām online)

[The Intersection of Religion, Resistance Culture, and Colonial Occupation - Opinion - Ahrām Online](#)

The Intersection of Religion, Resistance Culture, and Colonial Occupation



Nabil Abdel Fattah

Thursday 18 Jan 2024

The historical phases of Western colonialism represent the nadir of exploitation and plundering of the wealth of subjugated peoples and communities in Africa, Asia, Latin America, and other groups of islands.

Economic exploitation was entwined with oppressive practices such as coercion, enslavement, murder, imprisonment, arrests, and exile as responses to any resistance efforts against the brutal colonizer. In certain cases, these efforts escalated to attempts at eradicating indigenous populations, as seen in the United States, Australia, and elsewhere. Consequently, colonial history stands as the darkest chapter in our world's history, shaping the collective memory of successive generations in these nations and contradicting Western claims and values of ethical modernity, human equality, justice, freedom, brotherhood, and their philosophical and political frameworks, including the Enlightenment.

Exploiting and looting the colonized people's wealth was integral to the struggle of Western capitalist processes to accumulate capital surplus to transfer it back to the colonial centres in Europe in Britain, France, Italy, Spain, Portugal, and others. This transference contributed to the economic development and hastened industrial processes that brought about qualitative changes in the colonial nations' political and economic capitalist systems, as well as their social, class, and cultural structures. This transformation led to individualism, the individual as a social and political actor, the liberal system, political pluralism, competition over conflicting social interests, and the emergence of the working class with industrial advancements.

From the surplus of colonial plunder, social foundations expanded to include education, scientific research, technological advancements, and the production of social sciences, philosophical schools, legal systems, and various media outlets. Some of these developments were the result of utilizing a portion of the accumulated plunder and exploiting colonized societies.

The resistance of the Western colonized was the counterface to the exploitation, enslavement, and oppression of colonial policies – be it indirect British rule, direct Western rule, and so on. The culture and policy of resistance adopted various references among some of the colonized peoples and communities in our world. Some were formed from within traditional social formations – tribal culture, extended family, ethnic and religious situational groups – clinging to their oral and written memory, inherited cultures, rituals, myths, and "popular" social narratives. Their system of food, drink, and clothing, as well as their collective memory and oral narratives, aimed to build their communal cohesion and solidarity in the face of the Western colonizer's ascendancy and its arrogant practices, rituals of forceful dominance, and brutality towards the colonized community/communities.

In the crucible of changing times and the juxtaposition of traditional religious teachings and Western modernity, some individuals from colonized communities embraced certain Western ideas about values such as freedom, dignity, equality, justice, and human brotherhood. This adoption served as a means of resistance against the cultural impositions of the colonizers, addressing cultural, religious, and ethnic specificities while focusing on the atrocities of colonial practices in their respective lands.

Historical resistance leaders strategically employed the discourse of freedom and national independence, shaping both armed and civil resistance movements. Notably, figures like Leopold Senghor in French-colonized Senegal engaged in parliamentary activities within the framework of direct French rule, providing a platform to articulate the quest for independence in their nations.

In Arab-occupied countries, the culture of resistance and movements for liberation and national independence drew upon a multi-sourced discourse. This included:

The discourse of traditional religious elites, like the scholars of Al-Azhar in Egypt, leveraging historical religious narratives to sharpen determination, religious pride, and opposition to the colonial culture.

Educated and intellectual elites amalgamated Egyptian history, cultural specificity, and Western political values to advocate for independence and constitutional governance within the evolving nationalistic movement.

Grand national uprisings, such as the notable 1919 Egyptian Revolution, echoed the demand for both independence and a constitution, encapsulating the spirit of national unity.

Parliamentary platforms were used to articulate the discourse of independence and constitutional adherence and negotiate for freedom against the British and colonial rulers.

In other Arab cases, resistance against colonization was deeply intertwined with armed struggle, Islamic culture, values, and creed, as observed in the Algerian national movement. The discourse of freedom and independence merged seamlessly within these liberation movements, incorporating cultural particularities into the narratives of national freedom.

The Israeli Zionist colonization of Palestine, founded on British colonialism and informed by Jewish ideology, saw the convergence of religious identity, armed might, and unbridled support from European nations and the United States. The resultant state and society, marked by ethnic and national diversity, thrived on the arrogance of power, ethnic cleansing, forced displacement, and systematic collective punishment.

The ongoing Israeli settlement policy, backed by American and European support and the continual defiance of international legitimacy, poses a significant challenge. The narrative of Israel's self-defence in the face of resistance overlooks the ongoing Israeli occupation, settler colonialism, and the collective punishment of Gaza. The discourse often negates the right of Palestinians to negotiate for a two-state solution and the establishment of an independent Palestinian state with East Jerusalem as its capital.

It is crucial to acknowledge the historical and cultural roots of Islamic resistance against colonization, with some dismissing it as terrorism. The complexities lie in distinguishing between Hamas as a governing authority that was elected through democratic processes and Hamas as a resistance movement against blockade, forced displacement, and genocide. Islam, intertwined with Eastern Christianity, remains a historical reference for the culture of resistance and Arab national independence movements.

31 January (NYT)

[Opinion | Is the European Union's Economy Really Worse Off Than America's? - The New York Times \(nytimes.com\)](#)

OPINION

PAUL KRUGMAN

What's the Matter With Europe?

Jan. 30, 2024



Credit...Illustration by Sam Whitney/The New York Times; images by Shana Novak and Zulkarnieiev Zulkarnieiev/Getty Images

By Paul Krugman

Opinion Columnist

In my [most recent column](#) I had a bit of fun with Kristi Noem, the governor of South Dakota, who has ominously warned that President Biden will turn us into Europe. I joked that this would mean adding five or six years to our [life expectancy](#). When I shared Noem's remarks on social media, some of my correspondents asked whether this meant that we're about to get good train service and better food.

A note to younger Americans: We already have better food. It's true that Bolognese remains infinitely better in Bologna than anything you can get here, even in New York, but you have no idea how bad American cuisine was in the 1970s.

But Noem's remarks were part of a long tradition among U.S. conservatives: insisting that Europe is already experiencing the disasters they claim will happen as a result of liberal policies here. Right now, the issue in question is immigration. In the past, however, the imagined European dystopia was supposed to be a result of high taxes and generous social benefits, which allegedly destroyed the incentive to work and innovate.

So it seems worth asking what problems Europe really has — that is, problems that are different from our own.

In discussing Europe-U.S. comparisons, I find it helpful to distinguish between developments before the Covid pandemic and developments since, as we have followed quite different policies in response to that upheaval.

So, how did Europe and America compare economically in 2019? Overall, they were surprisingly similar.

I fairly often encounter people who believe that Europe suffers from mass unemployment and has lagged far behind the United States technologically. But this view is decades out of date. At this point adults in their prime working years are actually somewhat [more likely](#) to be employed in major European nations than in America.

Europeans also know all about information technology, and [productivity](#) — gross domestic product per hour worked — is virtually the same in Europe as it is here.

It's true that [real G.D.P. per capita](#) is generally lower in Europe, but that's mainly because Europeans take much more vacation time than Americans — which is a choice, not a problem. Oh, and it should count for something that there's a growing gap between European and U.S. life expectancy, since the quality of life is generally higher if you aren't dead.

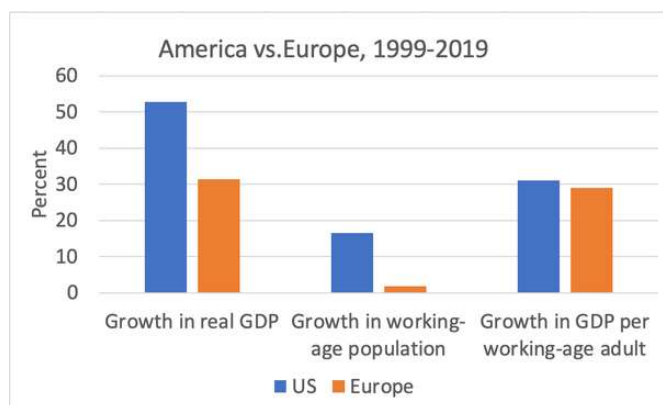
Just to be clear, Europe isn't utopia. There are many real problems, even in nations with social safety nets that American progressives can only dream of. Sweden has a problem with [gang violence](#). Denmark is one of the [happiest nations](#) on the planet, but there are nonetheless a significant number of melancholy Danes, and the country has experienced a rise in [right-wing populism](#).

Nonetheless, Europe is in astonishingly good shape, economically and socially, compared with almost any other part of the world.

All that being said, most people have the sense that Europe is in relative decline and that its economy has grown more slowly than America's over the past few decades. And this sense is correct. But the explanation may surprise you: It's essentially all about demography.

Here's a chart comparing growth in the United States and the euro area from 1999, the year the euro came into existence, until 2019, the eve of the pandemic:

Image



Credit...OECD, World Bank

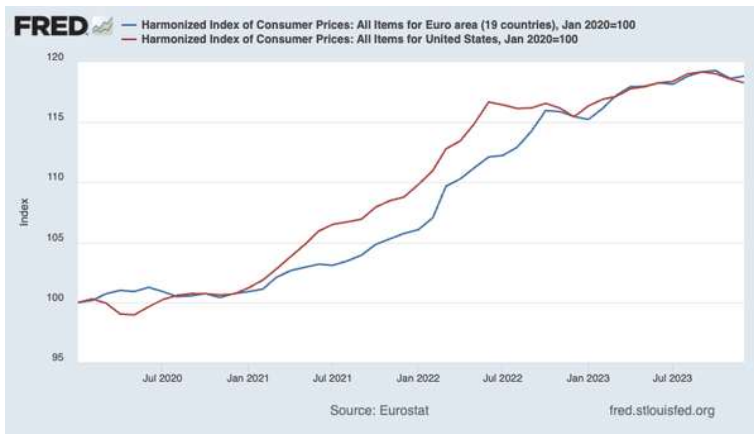
In real terms, the U.S. economy grew a lot more over those two decades — 53 percent versus 31 percent. But almost all of that difference is explained by the fact that the U.S. working-age population (conventionally, if somewhat unfortunately, defined as adults 15 to 64) grew a lot, while Europe's hardly grew at all (and has been declining in recent years). Real G.D.P. per working-age adult rose 31 percent in the United States and 29 percent — basically inside the margin of error — in the euro area.

Is Europe's stagnant population a problem? It does raise fiscal concerns: Can a shrinking work force support a growing number of retirees? (This problem would be alleviated if Europe were to accept more, um, immigrants.) But it's hard to look at these numbers and see them as a picture of economic crisis.

But that's a portrait as of 2019, before the pandemic. What about developments since then?

In Europe, as in the United States, disruptions created by Covid and then by Russia's invasion of Ukraine led to inflation. In fact, if you use comparable price indexes, cumulative inflation since early 2020 has been almost the same on the two sides of the Atlantic:

Image



Credit...FRED

This similarity, by the way, casts doubt on claims that Biden administration policies, as opposed to pandemic-related disruptions that affected the whole world, are to blame for U.S. inflation.

The United States has, however, had a [much stronger economic recovery](#) than Europe — more than can be accounted for by differences in population growth. And this probably does in part reflect Biden policies: America did much more to stimulate recovery with government spending.

Furthermore, while inflation has been [plunging in Europe](#) in much the same way it has in the United States, officials at the European Central Bank at least sound much more reluctant than their U.S. counterparts to reverse recent rate hikes, so Europe is running a much bigger risk of recession.

So what's the matter with Europe? No, the continent hasn't been overrun by immigrants. No, strong welfare states haven't stifled the incentives to work and innovate. But Europe does suffer from policymakers who are excessively conservative, not in the left-right political sense, but in the sense of being too worried about inflation and debt, and too hesitant about promoting economic recovery.

Paul Krugman has been an Opinion columnist since 2000 and is also a distinguished professor at the City University of New York Graduate Center. He won the 2008 Nobel Memorial Prize in Economic Sciences for his work on international trade and economic geography. [@PaulKrugman](#)

[31 January \(Atlantico\)](#)

[Discours de Gabriel Attal : bienvenue dans l'ère de la droite Canada Dry | Atlantico.fr](#)

DISCOURS DE POLITIQUE GÉNÉRALE

Discours de Gabriel Attal : bienvenue dans l'ère de la droite Canada Dry

Gabriel Attal a prononcé ce mardi son discours de politique générale, lors duquel il a dévoilé son cap et ses chantiers prioritaires.



Gabriel Attal a prononcé ce mardi son discours de politique générale, lors duquel il a dévoilé son cap et ses chantiers prioritaires.

[Maxime Tandonnet](#) et [Christophe Bouillaud](#)

Atlantico : Gabriel Attal a prononcé ce mardi son discours de politique générale, lors duquel il a dévoilé son cap et ses chantiers prioritaires. Avec ses annonces sur les travaux éducatifs pour les délinquants, le SMIC, le RSA, la “fierté française”, les mesures sur le chômage, Gabriel Attal met-il vraiment le cap à droite toute ? Au regard des mesures annoncées et de ce discours, Gabriel Attal est-il vraiment autant de droite que la plupart des commentaires le disent ou est-ce un trompe-l'oeil partiel ?

Maxime Tandonnet : « La droitisation » qui s’exprime dans le discours de politique générale de M. Attal doit s’analyser au regard du contexte politique. Le parti présidentiel est engagé dans une course avec le RN en vue des élections européennes de juin prochain. Pour le Premier ministre, comme pour la macronie en général, l’enjeu essentiel est de coller le plus possible à la « droitisation » de la société française, sa demande d’ordre et de sécurité pour limiter les dégâts face au RN.

Et puis, la macronie caresse l’objectif d’absorber entièrement la droite classique (Les Républicains) dont elle prendrait la place. Le rêve macronien est de recomposer la vie politique française autour d’une force centrale – le macronisme – entouré de deux extrêmes, à droite lepénisée et à gauche mélenchonisée, ce qui lui permettrait de se perpétuer indéfiniment.

Alors oui, les appels du pied à l’électorat de droite jalonnent le discours de politique générale. On n’a jamais autant entendu, de la part d’un Premier ministre venu de la gauche les mots souveraineté nationale, autorité et identité. Cette droitisation n’est même pas une main tendue à la droite libérale mais plutôt sur certains points à une droite autoritaire. Le retour d’un service national universel – ersatz du service national – comme de l’uniforme à l’école, reprennent des éléments du programme de Mme le Pen en 2017 par exemple.

Ce sont des mesures totalement illusoire et horriblement coûteuses si elles étaient mises en œuvre mais peu importe : elles servent de leurre pour faire croire à un retour à l’ordre. D’autres annonces sont aussi des appels du pied à l’électorat de droite. Il en est ainsi pour les travaux d’intérêt éducatifs qui doivent sanctionner la délinquance des mineurs – un projet tout aussi flou et illusoire – ou sur l’affirmation du droit des Etats à maîtriser leur immigration.

En parallèle, M. Attal fidèle au « en même temps » qui est la marque de fabrique du macronisme, donne des gages sérieux à la gauche : la semaine de 4 jours dans la fonction publique est un clin d'œil appuyé à la gauche de la gauche qui en a fait un thème politique fort, comme la confirmation de l'inscription de l'IVG dans la Constitution.

Christophe Bouillaud : Il est difficile de nier que Gabriel Attal reprend toute une série d'idées ou de propositions typiques de la vision la plus libérale du marché du travail. Idéalement, pour certains libéraux, il ne devrait pas y avoir de salaire minimum, et encore moins un salaire minimum indexé sur l'inflation, afin de permettre à tous les prétendants au salariat de trouver un employeur, y compris au prix le plus bas. Il ne devrait pas y avoir d'indemnisation du chômage, en dehors de quelques mois pour un montant très bas, et un dispositif comme le RSA ne se comprend que comme devant être extrêmement punitif pour ceux qui y sont soumis. En bonne logique de pur marché, en réalité, sous cette forme d'encadrement obligatoire des allocataires du RSA pendant 15 heures par semaine telle que Gabriel Attal se propose de la mettre en place à compter du 1er janvier 2025, il n'aurait même pas lieu d'être. En effet, si l'on l'envisage à la Milton Friedman, il s'agit juste d'un revenu différentiel permettant aux individus les moins productifs de ne pas mourir de faim, l'Etat ne s'encombrerait pas d'autre chose que d'un service fiscal pour le calculer et le verser.

En fait, sur cet exemple du RSA où l'on ne fait pas vraiment confiance aux forces du marché pour mettre ou non certaines personnes au travail, on voit pointer le côté, si j'ose dire, « populiste » ou « punitif » du virage actuel du macronisme. Les personnes au RSA et les chômeurs en général sont considérés comme des coupables qu'il faut punir de plus en plus pour leurs défauts (paresse, etc.), en niant totalement que, en réalité, c'est avant tout le contexte économique qui fait le chômeur. De fait, c'est surtout l'idée générale d'encadrement de la population qui me semble ressortir de ce discours. C'est particulièrement net sur la jeunesse, qui se voit gratifier d'une généralisation à terme du SNU et d'une probable imposition de l'uniforme dans le cadre scolaire. Du point de vue de la socialisation de la jeunesse et de la performance scolaire, je ne prends pas grand risque, prenant appui sur le savoir sociologique, à affirmer que ces deux innovations n'auront aucun effet. C'est là, comme on dit, pisser dans un violon. Si l'on admet que la droite libérale connaît le souci de ne pas dépenser à tort et à travers l'argent du contribuable, on dispose là de deux magnifiques exemples d'une belle gabegie en cours et à venir. La volonté de séduire un électorat, sans doute âgé et de droite, à travers des mesures tout de même bien couteuses qui symbolisent le retour de l'autorité, mais qui ne s'appliquent pas à lui en plus, est-ce de droite ? En tout cas, ce genre de mesures font partie plutôt de la tradition « légitimiste » de la droite, celle qui considère l'ordre social comme immuable et hiérarchique. Quand on se rappelle que Gabriel Attal a commencé sa carrière de professionnel de la politique dans les eaux socialistes, le voir jouer avec tous les poncifs d'une sorte de « pétainisme » de caricature pour son discours de politique générale, avec tout son passage sur la France qui sera toujours une puissance, il y a de quoi sourire. Croit-il même lui-même à toutes ces billevesées patriotardes qui ne correspondent à aucune stratégie réelle de puissance de la part de la macronie depuis 2017 ?

De nombreuses personnalités à gauche comme Mathilde Panot et Jean-Luc Mélenchon ont estimé que le discours de Gabriel Attal était “le plus réactionnaire depuis un siècle”. Le discours de politique générale du Premier ministre était-il si marqué à droite ? Comment expliquer que l'opposition, à gauche, soit si véhémement ?

Maxime Tandonnet : Plus que jamais, on baigne dans le double langage. Le discours de M. Attal est une sorte d'apothéose macronisme que nous connaissons depuis sept ans. Il martèle « souveraineté nationale » mais « en même temps » fait le panégyrique de l'intégration européenne et en appelle à son renforcement. Il ne semble pas voir qu'en transférant des compétences à Bruxelles, à la Commission, au Parlement européen et à la cour de Justice, dans le cadre de la majorité qualifiée qui prive les Etats du droit de veto, il en dépossède la démocratie nationale – donc affaiblit la souveraineté nationale. Mais cette contradiction, tellement flagrante, est loin de l'arrêter...

De même il est parfaitement contradictoire de fustiger les normes européennes sur l'environnement et l'agriculture, qui sont en cœur de la révolte du monde agricole, et de prôner davantage de « souveraineté européenne ».

Le macronisme se caractérise par la déconnexion entre la sphère du discours, de la communication, de l'apparence, et celle des réalités. Le discours de M. Attal était un formidable numéro d'autosatisfaction sur la

politique macroniste depuis sept ans. Mais enfin, le décalage entre la droitisation du discours et la réalité est vertigineux. En matière d'immigration, l'année 2023 fut celle de tous les records d'accueil en France des migrants avec 323 000 premiers titres de séjour accordés et 140 000 demandeurs d'asile. Le déficit public atteint 4,9% du PIB et la dette publique bat tous les records avec 3000 milliards, elle s'est accrue de 800 milliards depuis l'arrivée au pouvoir de M. Macron. En matière de sécurité les chiffres de 2022 sont désastreux : homicides (+8%) ; coups et blessures volontaires sur personnes de 15 ans ou plus (+15%) ; les violences sexuelles (+11%). La politique de nivellement par le bas, incarnée par les réformes Blanquer poursuit ses ravages dans l'Education nationale avec l'effondrement du niveau en mathématique et en orthographe, attestés par les études internationales ou nationales, ou la destruction systématique du peu de crédibilité qui restait au baccalauréat avec le contrôle continu.

Est-ce bien cela, une politique de droite ? Le macronisme, à travers M. Attal, se livre à une course éperdue à la droitisation du discours tandis que dans les faits, il accentue fortement les travers de la politique qui était déjà à l'œuvre sous le quinquennat de François Hollande. Alors en effet, la gauche a beau jeu de dénoncer la droitisation du discours macroniste. Elle prend appui sur ce discours pour tenter de se reprendre des couleurs. Mais ce faisant, elle s'attaque à l'écume des choses. Au fond la mystification est totale : par un tour de baguette magique invraisemblable, l'échec du macronisme, dans la bouche de la gauche, devient un échec d'une politique de droite. En vérité, cet échec est celui d'une très mauvaise politique de gauche déguisée en politique de droite.

Christophe Bouillaud : Un siècle, cela fait beaucoup tout de même. Ces personnes en viennent à oublier le régime du Maréchal Pétain. En tout cas, je comprends que ces personnalités de gauche puissent voir dans ce discours une forte régression des droits sociaux, en particulier sur l'indemnisation du chômage ou sur la remise en cause du SMIC. Le pouvoir macroniste leur semble totalement aveugle aux difficultés actuelles du salariat.

Surtout, sur le fond des équilibres politiques, ce discours de Gabriel Attal marque la volonté de séduire exclusivement ceux qu'Emmanuel Macron pense être l'électorat qu'il doit séduire, les électeurs de la droite républicaine, voire ceux de l'extrême-droite. Or, en 2022, Emmanuel Macron a tout de même été réélu grâce à l'apport de voix venus de la gauche. Si c'est pour en 2023 faire une politique, au moins dans certains domaines, qui ressemble à du sous-Zemmour ou du mauvais-Le Pen de comptoir, il y a de quoi tout de même être quelque peu irrité à gauche, et il y a une logique à le faire savoir le plus fort possible aux électeurs. En effet, en se positionnant aussi à droite, qu'il le fait, ne serait-ce que symboliquement, E. Macron peut certes étouffer la droite LR, mais surtout il ouvre un large front dégarni à sa gauche. Il se pourrait donc que, même si comme il s'en félicite Gabriel Attal est le premier homosexuel assumé Premier Ministre, des électeurs venus par la gauche à Emmanuel Macron finissent enfin par revenir au bercail. Il y a un moment où l'électeur de centre-gauche va trouver le « en même temps » bien saumâtre à son goût.

Quid de l'avenir de Gabriel Attal et de sa future politique au regard de son discours de politique générale ? Peut-il capter l'électorat de la droite ? Aura-t-il les moyens d'appliquer les priorités, le cap fixé et les mesures énoncées ? Cela laisse-t-il planer aussi un espoir pour la candidature de Gabriel Attal à l'Élysée en 2027 ?

Christophe Bouillaud : Il faudrait regarder mesure par mesure ce qui a été annoncé. Quand j'ai vu que Gabriel Attal se propose de réviser une nouvelle fois le DPE (Diagnostic de performance énergétique) et Ma Prim'Renov, je me suis demandé s'il s'agissait juste d'annoncer que l'on allait mettre en œuvre la dernière révision en date, qui date de 2023, ou qu'on en ferait encore une autre, juste pour compliquer encore la vie des acteurs de terrain. De même, quand j'ai entendu l'annonce d'une nouvelle réforme de la formation des enseignants, j'ai compris que l'incapacité à prendre le temps de la réflexion et de consulter les personnes concernées allait continuer. De fait, on peut se demander comment un pouvoir aux affaires depuis 2017 pourrait changer sa façon de procéder en 2023. Il ne faut pas se bercer d'illusion, rien ne changera.

De même, j'ai l'impression que Gabriel Attal et son mentor élyséen sont partis du principe que l'économie française va continuer à aller relativement bien en 2024 et au-delà, d'où le discours très punitif à l'encontre des chômeurs. Si la situation économique se renverse vraiment et que le chômage augmente, voire explose, G. Attal se verra facilement reprocher de n'avoir rien vu venir. Plus généralement, le Ministre de l'économie Bruno Le Maire selon lequel tout va toujours très bien depuis 2017 peut finir par se heurter au mur de la réalité économique du pays. On dispose quand même de quelques signaux alarmants. Dans cette hypothèse, Gabriel Attal sera bien grillé d'ici 2027, auprès de tous les électeurs, de droite, de centre et de gauche.

Plus généralement, je vois très difficilement comme n'importe quel candidat sortant, qui ne se différencie pas fortement de la vie et de l'œuvre d'Emmanuel Macron, pourra avoir une chance de l'emporter en 2027. Vu l'état du pays en 2023, sauf miracle lié à une révolution dans la révolution macroniste, je doute qu'Attal puisse prétendre à quoi que ce soit. Il y a tout de même un moment où les conséquences de toutes les erreurs du macronisme vont finir par être trop évidentes pour être occultées par l'activisme d'Emmanuel Macron. On devrait déjà voir le résultat des prochaines européennes de l'opération Attal.

Maxime Tandonnet : La vraie question est de savoir si cette mystification – celle d'une très mauvaise politique de gauche déguisée en politique de droite – réussira ou si elle échouera. Dans quelle mesure l'électorat se laissera-t-il ainsi duper ? La politique devient de plus en plus une affaire d'émotion, de sensation, et d'influences. M. Attal bénéficie d'une relative popularité. Il se présente sur bien des points comme un clone du président Macron mais jusqu'à présent sans le jupitérisme ou l'image d'arrogance qui dessert ce dernier. Les sondages le trouvent « sympathique ». Mais cela suffira-t-il ? Existe-t-il, dans ce pays, des ressources d'esprit critique ou d'intelligence politique pour opérer une distinction entre l'affectif, l'émotionnel, la manipulation médiatique et la réalité d'une politique et ses résultats ? A voir...

La stratégie qui consiste à asphyxier la droite classique pour prendre sa place, au moyen d'une pseudo droitisation et du débauchage de personnalités emblématiques fonctionne plutôt bien en définitive. Dès lors, l'objectif macroniste d'incarner seul le camp du bien ou de la raison contre une gauche radicalisée ou mélenchonisée et la droite lepéniste, pourrait bien réussir. Alors, il pourrait s'incarner dans une candidature à la présidentielle de M. Attal à travers lequel se prolongerait le macronisme.

Tout cela est possible évidemment, mais pas du tout certain. En trois ans, beaucoup de choses peuvent se passer. Le pays peut se réveiller. L'exaspération envers le macronisme, déjà considérable peut prendre encore plus d'ampleur dans les années qui viennent et forcément entraîner comme un boulet l'image encore plutôt favorable de M. Attal aujourd'hui (jusqu'à quand ?). 2027 pourrait bien être un gigantesque défouloir contre le souvenir de 10 ou 15 années maudites. Dès lors selon ce scénario toutes les possibilités sont à envisager. L'émergence d'une candidature crédible de gauche n'est pas à exclure. Mais la clé de l'avenir tient surtout dans la survie et le retour au-devant de la scène de la droite classique. Si elle parvient à rompre avec la fatalité de son absorption par la macronie, si elle parvient à déjouer cette mystification, à faire émerger un projet cohérent, de nouvelles équipes et un leader charismatique, à retrouver la confiance de l'opinion en s'adressant à une immense majorité de Français rongée par l'écœurement, elle peut aussi avoir son mot à dire.

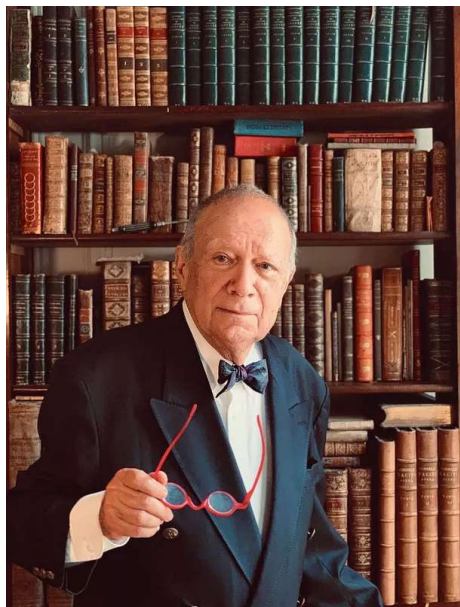
31 January (Le Figaro)

[Jean-Louis Harouel: «Sortons du dogme égalitaire» \(lefigaro.fr\)](#)

Jean-Louis Harouel: «Sortons du dogme égalitaire»

Par [Paul-François Paoli](#)

Publié hier à 07:00, mis à jour hier à 17:36



Jean-Louis Harouel. Editions Artilleur/ Toucan

ENTRETIEN - Le professeur d'université et essayiste déplore les progrès de ce qui est devenu une forme de religiosité sécularisée en Occident.

Le culte de l'égalité, dont [le wokisme](#) est le dernier avatar, est-il devenu mortifère dans nos sociétés occidentales? C'est la question qu'ose poser Jean-Louis Harouel dans *Les Mensonges de l'égalité*. Ce mal qui ronge la France et l'Occident (*L'Artilleur*). Agrégé de droit, professeur émérite de l'université Panthéon-Assas (Paris 2), [Jean-Louis Harouel](#) a publié de nombreux essais dont *Les Droits de l'homme contre le peuple*, chez Desclée de Brouwer.

LE FIGARO. - «L'inégalité, c'est le Mal, l'égalité, c'est le Bien. Ce théorème simpliste constitue l'article de foi sur lequel vit le monde occidental», écrivez-vous en introduction de votre livre. L'égalité est-elle devenue une religion?

Jean-Louis HAROUEL. - Il s'agit de ce qu'on appelle une religion politique, ou [une «religion séculière»](#) (Raymond Aron). Le recul des croyances chrétiennes a provoqué le déplacement du sacré vers des formes de religiosité sécularisées. Il en est résulté une religion de l'humanité, dont les principales figures ont été le socialisme, notamment dans sa version communiste, et le droits-de-l'hommisme qui a pris sa suite, en étroite association avec le wokisme. L'objectif restant l'émancipation de l'humanité par la parfaite égalité.

Pourquoi la France est-elle à ce point marquée par l'idéologie égalitaire?

C'est pendant la Révolution que, pour la première fois, l'égalité a été une religion politique au pouvoir. L'objectif était d'«égaliser les têtes», selon la formule du girondin Brissot. La destruction de la noblesse reste présentée comme un des titres de gloire de la Révolution alors que, pour Tocqueville, «on a fait à la liberté une blessure qui ne guérira jamais».

Dans les universités, le wokisme a pour méthodes l'intimidation, la culpabilisation, le lynchage moral et parfois l'agression physique

Jean-Louis Harouel

Selon certains, le message évangélique serait à l'origine de l'idée d'égalité. Vous expliquez que ce n'est pas si simple...

Le christianisme n'est pas une promesse sociale mais une religion du salut. L'Église n'est pas fondée à se transformer en une ONG. L'égale sollicitude de Dieu pour chaque être humain s'inscrit avant tout dans une perspective céleste. Ce n'est pas dans le message évangélique qu'on peut trouver l'origine de la frénésie d'égalité qui règne dans le monde occidental, mais dans les hérésies - millénarisme et gnose - dont va sortir la religion de l'humanité dans ses deux dimensions: sociale et sociétale.

Vous affirmez que le wokisme est le dernier avatar de la religion égalitaire. Comment se manifeste-t-il à l'université?

Le wokisme situe sa revendication d'égalité parfaite entre catégories antagonistes, avec pour résultat une guerre des races et des sexes qui vise à la destruction du monde occidental. Dans les universités, le wokisme a pour méthodes l'intimidation, la culpabilisation, le lynchage moral et parfois l'agression physique.

Vous attribuez une responsabilité écrasante à l'idéologie égalitaire dans l'effondrement de notre système éducatif. N'est-ce pas excessif?

C'est une évidence. Le dogme égalitaire imposant pour tous un parcours scolaire uniforme ne pouvait qu'entraîner l'effondrement du niveau. On a sacrifié la qualité de l'enseignement sur l'autel de l'égalité des résultats scolaires de tous les enfants. Dans une école devenue garderie, la transmission du savoir est passée au second plan. Dès 1981, le grand mathématicien Laurent Schwartz nous avait prévenus que l'égalitarisme scolaire nous préparait un avenir de pays sous-développé.

Vous semblez penser que l'immigration extraeuropéenne a un impact négatif sur le niveau des performances scolaires. Qu'est-ce qui vous permet de le dire?

Même si cette immigration n'est pas la cause première de l'effondrement du niveau scolaire, elle aggrave le problème et rend plus improbables les chances d'un redressement. Des performances scolaires correctes exigent une bonne maîtrise de la langue, ce qui suppose une certaine adhésion à la nation d'accueil, une volonté d'assimilation ou du moins d'intégration. Or elle n'est pas toujours présente dans ces populations, qui, du fait même de leur poids démographique, peuvent être tentées de former des contre-sociétés plus ou moins hostiles aux Européens et à leur civilisation. En revanche, l'immigration d'origine asiatique, peu nombreuse, est porteuse de valeurs de discipline et de travail génératrices de succès scolaire, comme l'a observé l'universitaire américain Glenn Loury.

Au cours des dernières décennies, le libre-échangisme a réduit au chômage ou à l'inactivité une bonne part de la population active des pays occidentaux, pour avoir mis à égalité tous les travailleurs du monde devant la concurrence en matière de production, sans tenir compte de la différence des niveaux de vie et donc des coûts de production. Le libre-échange est un outil qu'il faut savoir utiliser à bon escient, et non pas un dogme religieux auquel on doit se soumettre aveuglément. Adam Smith lui-même, l'un des pères fondateurs du libéralisme économique, admettait dans certains cas la nécessité et les bienfaits du protectionnisme douanier.

À l'encontre de Thomas Piketty, vous soutenez que les disparités sociales sont sans rapport avec l'appauvrissement de la société française...

Le grand économiste Jean Fourastié, auquel les Trente Glorieuses doivent leur nom, a démontré que la pauvreté n'était pas la conséquence de l'inégalité. La suppression de celle-ci est impuissante à enrichir une population, puisque le revenu moyen n'augmente pas. L'appauvrissement de la société française vient de ce qu'elle ne produit plus assez: la grosse majorité des biens qu'elle consomme sont produits à l'étranger.

Quelles sont les mesures qu'il faudrait prendre pour rompre avec cette idéologie mortifère, notamment dans le domaine éducatif?

Il s'agit de reconstruire la transmission des savoirs et la méritocratie. Dans l'école des IIIe et IVe Républiques, qui était l'une des meilleures du monde, le maître mot était le mérite. C'est parce qu'ils sont restés fidèles à ce

modèle que les pays asiatiques ont les meilleures performances scolaires. Tandis que le système français a rejoint celui des États-Unis, pays victime d'un égalitarisme né d'une sécularisation du puritanisme américain.

Selon cette idéologie, le rôle de l'école est moins de transmettre un savoir que de préparer la marche de l'humanité vers le bonheur dans un esprit interdisant, comme s'en est étonnée Hannah Arendt, qu'on fasse une distinction tranchée entre bons et mauvais élèves, ni entre enfants et adultes. Or c'est à cela qu'il faut revenir pour reconstruire l'école.

31 January (Le Figaro)

[Agnès Verdier-Molinié: «Électricité, carburant, logement : et si, pour aider les classes moyennes, on arrêta avec les taxes ?» \(lefigaro.fr\)](#)

Agnès Verdier-Molinié: «Électricité, carburant, logement : et si, pour aider les classes moyennes, on arrêta avec les taxes ?»

Par [Agnès Verdier-Molinié](#)

Publié hier à 19:05, mis à jour hier à 21:07



Agnès Verdier-Molinié. *Fabien Clairefond*

TRIBUNE - Alors qu'Emmanuel Macron a annoncé une baisse d'impôt de 2 milliards d'euros pour les classes moyennes, la multiplication des taxes dans divers domaines pourrait nuire davantage au pouvoir d'achat des Français, analyse la directrice de l'iFrap.

**Agnès Verdier-Molinié est directrice de la Fondation iFrap (think-tank libéral). Dernier livre paru : Où va notre argent ? (L'Observatoire, 2023).*

C'est toujours la même histoire qui se répète. On annonce des économies. On crie haut et fort que les dépenses sans compter, c'est fini, que la France va se ranger et dépenser moins. Exit le « quoi qu'il en coûte » ! Et, en définitive, que se passe-t-il ? On augmente encore et toujours les impôts et les taxes. La France s'est de nouveau imposée en 2022 comme la championne des impôts en Europe, avec un taux de prélèvements obligatoires supérieur de 6,1 points à la moyenne de ses voisins, contre 4,8 points un an plus tôt.

Et, si l'on en croit les dernières évaluations de la Commission européenne, ça va continuer de monter. Le total des prélèvements obligatoires en France devrait atteindre 46,7 % du PIB en 2024 après 46,6 % en 2023. Et encore plus en 2025 avec 46,8 %. Devant la Belgique (46,1 %) et le Danemark (43,2 % du PIB) qui pourtant sont réputés pour taxer lourdement.

Impératif écologique

La crise actuelle des « gilets verts », nos agriculteurs qui n'en peuvent plus du poids des normes et des hausses fiscales sectorielles (dont le GNR, le gazole non routier), a montré que le gouvernement n'avait rien appris de la crise des « gilets jaunes ». Il était pourtant facile d'anticiper que la suppression programmée de la niche GNR ne passerait pas. Heureusement, le gouvernement a réagi, cette fois-ci, plus vite et en a annoncé l'abandon immédiat.

En 2018, il s'agissait de la hausse sectorielle de la taxe TICPE sur les carburants au nom de l'impératif écologique. Cette hausse s'était conjuguée avec la hausse des prix du pétrole en un cocktail explosif. Avait suivi le blocage des ronds-points puis l'envahissement hebdomadaire des Champs Élysées pendant pratiquement une année et une ambiance de quasi-guerre civile. Tout cela car les technos de Bercy n'avaient pas passé le message que la hausse de la TICPE supplantait largement la baisse de la taxe d'habitation... Les hausses se voyaient tous les jours à la pompe, la baisse une fois par an...

Quand on fait l'addition, les hausses affichées tutoient les 8 milliards d'euros et dépassent largement les baisses annoncées.

Agnès Verdier-Molinié

On a refait le film avec le gazole non routier qui bénéficie d'allègements fiscaux sur la TICPE au profit des exploitants agricoles. Une niche dont la réduction partielle de 600 millions d'euros cette année était dérisoire par rapport aux milliards de déficit de nos finances publiques. Mais, comme personne n'est capable de faire baisser les dépenses de fonctionnement de nos administrations, de supprimer les doublons entre État et collectivités locales et de décentraliser, il fallait bien, au nom de l'environnement, montrer que l'on fait quelque chose et cela est tombé sur les agriculteurs...

De manière inique, cette chasse aux recettes fiscales supplémentaires est maquillée en « *économies sur les dépenses fiscales* » pour ne pas dire augmentations d'impôts et taxes. Or, faut-il encore le rappeler ? Quand on rabote une niche, on augmente le poids des prélèvements obligatoires ! C'est mécanique.

Faute de baisser les dépenses et pour tenir l'objectif de déficit public de - 4,4 % du PIB en 2024, le gouvernement semble avoir décidé (tout en communiquant sur les baisses d'impôts) de faire feu de tout bois sur le plan fiscal : hausse des tarifs de l'électricité de près de 10 % (à cause de la modulation à la hausse des baisses fiscales consenties sur le prix de l'électricité durant la crise énergétique 2022-2023) pour 6 milliards d'euros cette année (en attendant une nouvelle hausse en février 2025 !), revalorisation des bases locatives de la taxe foncière à hauteur de 3,9 % (soit + 1,3 milliard d'euros), etc. Quand on fait l'addition, les hausses affichées tutoient les 8 milliards d'euros et dépassent largement les baisses annoncées.

Une baisse ridicule

En face, la fameuse promesse présidentielle d'une mesure fiscale de 2 milliards d'euros en faveur des classes moyennes ne fait pas le poids. Suivant que la baisse fiscale pour les ménages ne concerne que les actifs ou tous les contribuables, les pouvoirs publics se réservent la possibilité d'en passer par une baisse de l'IR ou par une nouvelle baisse des cotisations sociales des salariés. Mais cela reste au stade flou. Bref, on connaît bien les projets de hausses de prélèvements et mal les projets de baisses !

Au niveau macroéconomique, si l'on ne regarde en valeur que l'évolution des prélèvements strictement fiscaux (hors cotisations sociales), ces derniers sont attendus pour 2024 à hauteur de 882,7 milliards d'euros (pour un total de prélèvements obligatoires de 1 370,4 milliards). Soit une augmentation de 41,1 milliards d'euros entre 2023 et 2024. De leur côté, les recettes de cotisations sociales augmenteraient de 18,1 milliards d'euros. La baisse de 2 milliards d'euros envisagée pour les « classes moyennes » semble ainsi bien ridicule.

Saurons-nous baisser vraiment les dépenses de 16 milliards d'euros par an comme l'annonce Bruno Le Maire en 2024 puis de 12 milliards/an dont 6 milliards sur la dépense sociale jusqu'en 2027 ? On voit poindre l'hypocrisie de ceux qui, parmi nos parlementaires (rapport Guedj, rapport Mattei...) proposent toujours de taxer plus via l'IFI ou d'augmenter la fiscalité sur l'assurance-vie, d'augmenter la taxation des transmissions d'entreprises, de créer un impôt mondial sur le patrimoine, voire de supprimer des allègements de charges entre 2,5 et 3,5 smic au prétexte que ce serait un effet d'aubaine.

Cette fuite en avant fiscale est particulièrement choquante lorsqu'elle frappe les très petites, petites, moyennes et grandes entreprises et les investisseurs qui ont choisi de développer en France, sur le long terme, des entreprises, de créer des emplois et de la richesse. Qu'on tape sur les agriculteurs, sur les ménages, sur l'industrie ou sur les services, l'effet est le même : dissuader de créer de la richesse en France. Avec seulement 69,6 % de valeur ajoutée marchande dans la richesse nationale, la France se classe très mal face à nos voisins européens et est sans surprise à la première place pour la valeur ajoutée non marchande dans le PIB. Quand nos dirigeants et nos administrations comprendront-ils que la solution n'est pas de continuer dans la « taxomania » à la française ? Mais dans le dépenser moins pour taxer moins ?

31 January (Atlantico)

[Agriculture, santé, éducation... : la France, malade de ses coûts administratifs | Atlantico.fr](#)

POIDS DE L'ETAT

Agriculture, santé, éducation... : la France, malade de ses coûts administratifs

Malgré des dépenses publiques pharamineuses, nos capacités en matière de santé, d'éducation ou d'agriculture laissent très largement à désirer.



La dépense publique, en France, représente plus de 58% du PIB.

[Denis Payre](#) et [Marc de Basquiat](#)

Atlantico : La dépense publique, en France, représente plus de 58% du PIB. Le déficit public français est d'ailleurs estimé à 4,9% de notre PIB et la dette de la nation s'élève à plus de 3 000 milliards d'euros. Pourtant, nos capacités en matière de santé, d'éducation ou d'agriculture laissent très largement à désirer, en témoignent plusieurs crises récentes. Comment expliquer cette situation ?

Denis Payre : La France affiche une dépense publique très élevée ainsi que des prélèvements obligatoires extrêmement hauts. En la matière, nous détenons d'ailleurs le record mondial, puisque ces derniers s'élèvent à plus de 45 points de PIB. L'Hexagone, d'une façon générale, est régulièrement en tête du podium mondial du côté de la dépense publique et des prélèvements obligatoires. Et pourtant, cela ne suffit pas à couvrir l'intégralité des frais de l'Etat, ce qui implique donc que nous faisons face à un déficit récurrent dont nous allons bientôt fêter les 50 ans.

Malgré toutes ces dépenses, il apparaît évident que notre service public n'est pas au niveau. C'est un phénomène que l'on observe en détail depuis peu, sauf dans l'éducation où l'on connaît le caractère médiocre du service depuis longtemps déjà. Du reste, nous manquons d'arguments pour quantifier l'ampleur du problème dans les autres services publics, quand bien même certains (dont je fais partie) ont pu critiquer et dénoncer la surimposition et la sur-administration depuis des années. Désormais, il devient difficile de nier que cela touche tous les domaines, y compris le régalién, en témoigne le très faible taux de réalisation des OQTF en France, comparativement à l'argent investi dedans et à nos voisins européens. Dans les bonnes années, la France met à exécution 10% de ses OQTF, quand l'Allemagne ou l'Espagne arrive à 40 ou à 50%.

Nous avons, c'est certain, un problème d'efficacité de la dépense. Il se manifeste dans tous les domaines, de l'éducation au régalién en passant par la santé, notamment. Il est de plus en plus documenté et, dans certains cas, les statistiques sont inquiétantes. La mortalité infantile, par exemple, est un taux surveillé par les économistes, notamment parce qu'il s'agit de l'indice numéro 1 pour identifier la progression des pays en développement. En France, on assiste à une hausse de la mortalité infantile. Dans un pays, rappelons-le, qui a l'une des dépenses de santé les plus élevées du monde. Onze points de PIB sont dédiés, en France, ainsi qu'en Allemagne, aux dépenses de santé. Pourtant, 25% des services d'urgence étaient fermés à Noël et la presse relatait récemment les témoignages de soignants confrontés à la mort de patients parce que personne ne les a pris en charge.

Ce n'est pas un problème de moyen. C'est essentiel de le dire et de le répéter. Longtemps, les syndicats et les personnels concernés ont affirmé que ce n'était qu'un problème de moyens. C'est faux, indéniablement, à l'exception peut-être du secteur de la Justice dans lequel la France est en retard par rapport au reste des nations de l'Union européenne. Dans tous les autres domaines, nous faisons partie de ceux qui dépensent le plus quand nous ne sommes pas simplement les plus dépensiers.

C'est donc un problème de gestion de ces moyens, de management de la dépense publique et de management des équipes.

Marc de Basquiat : Tout gestionnaire – public ou privé – lit ces chiffres avec effarement. Aucune entreprise ne subsisterait en perdant 3% à 5% de son chiffre d'affaires pendant des décennies, sauf à attirer des investisseurs (plus ou moins avisés) pariant avec optimisme sur l'avenir. Ceux-ci confient leur épargne à des entrepreneurs dont ils pensent que leur projet leur servira un jour de juteux dividendes ou l'opportunité de céder leurs parts avec une belle plus-value.

De tels raisonnements n'ont évidemment pas cours dans le secteur public. Les 1.258 milliards d'euros collectés par les impôts, les taxes et diverses cotisations ne parviennent pas à financer une dépense publique qui a encore dépassé en 2022 le niveau astronomique de 1.536 milliards d'euros (58% du PIB).

On s'est tellement habitué à entendre ces chiffres, pudiquement formulés en pourcentages, qu'il est nécessaire de mettre en regard la masse des salaires nets du secteur privé : environ 700 milliards d'euros, seulement, moins de la moitié de la dépense publique ! Réalisons-nous à quel point l'économie française est massivement administrée ?

Vous me demandez pourquoi une telle masse financière ne parvient pas à fournir des services publics de qualité. Par expérience et par analyse, on peut répondre facilement : parce que la performance d'une organisation résulte plus des efforts qu'elle développe pour répondre à ses marchés et dépasser ses concurrents que de la masse de milliards qui lui sont accordés. Il semble bien, c'est la thèse centrale des théoriciens ordolibéraux qui ont rendu possible le miracle économique allemand d'après-guerre (Eucken, Röpke, Rüstow...), que la concurrence soit une condition indispensable à la performance de toute organisation.

Je ne connais pas d'expérience qui me fasse douter de la justesse de ce principe. Le spectacle affligeant des services publics « à la française » nous offre plutôt une amère confirmation de la folie qui nous fait persévérer dans des erreurs aussi funestes.

Peut-on dire de la France qu'elle est malade de ses coûts administratifs ? Quelles sont les conséquences concrètes pour le contribuable et les Français de façon générale ?

Marc de Basquiat : Dans la plupart des entreprises, il est logique de fermer des activités devenues non performantes, non rentables, dépassées par la concurrence. Le secteur public français tient ses missions (monopolistiques) de droit quasi divin. Lorsqu'une structure privée s'avise de le concurrencer, la modestie et la discrétion sont préconisées, ce que ne semblait pas avoir totalement compris notre ministre de l'éducation nationalisée. Le système ne manque pas de parades pour dissimuler ses lacunes et de moyens coercitifs pour remettre les fortes têtes dans le rang.

Le niveau des prélèvements obligatoires est totalement déraisonnable, c'est une évidence. Mais ce n'est malheureusement que la conséquence d'une performance médiocre due essentiellement à la non-concurrence et à l'absence de choix alternatifs pour les citoyens-consommateurs.

Denis Payre : Indéniablement, la France est malade de ses coûts administratifs. On observe aujourd'hui, et de façon assez évidente, que les domaines dans lesquels il y a le plus de divergence avec les autres pays ce sont les « back-office » et, d'une façon générale, les systèmes centraux administratifs. L'OCDE dévoilait à ce sujet des statistiques particulièrement remarquables : dans les hôpitaux, par exemple, on a 34 personnes sur 100 qui ne traitent pas les malades. Dans le reste des pays de l'OCDE, la moyenne s'établit à 24%. On fait donc face à un écart de 10 points. C'est conséquent, d'autant qu'il faut bien réaliser que ce chiffre ne correspond qu'à une moyenne. Dès lors, il est mécanique que dans certains établissements français, plus de 34% du personnel ne s'occupe pas des patients. Notons également qu'il existe des hôpitaux publics comme il existe des hôpitaux

privés et que les deux sont gérés selon des principes très différents, notamment en matière de management. Ce qui est certain, ce que l'on observe une hyperinflation des coûts administratifs dans le secteur de la santé... comme dans tous les autres. Ces services administratifs pléthoriques créent des normes excessives qui démotivent tout le monde à commencer par les salariés en première ligne dans les hôpitaux publics et dans tous les services publics. Ils sont souvent remarquables de dévouement malgré tout et tiennent souvent à bout de bras ces services publics.

Il y a quelques années, le think tank Thomas More comparait les coûts administratifs de la France et de l'Allemagne, notamment du côté de l'éducation. On apprenait alors que le salaire des enseignants représentait 83% des dépenses allemandes, tandis que le back-office – les structures administratives – représentait 17%. En France, ce qui n'a jamais été démenti par l'Education nationale ensuite, l'étude révélait que ces chiffres s'élevaient respectivement à 41,5% pour le salaire de nos enseignants et donc 58,5% pour les autres dépenses. La majorité des moyens engagés ne concernaient donc pas directement l'éducation. Ils estimaient que les coûts de structure en Allemagne représentaient 19,9 milliards d'euros de plus qu'en France.

Il y a clairement un problème de coûts administratifs, lequel est de toute évidence lié à des principes de management très particuliers. L'efficacité n'est pas là, les coûts explosent et impactent l'efficacité des équipes et leur motivation. On constate une incapacité à attirer. Il est devenu très difficile de recruter et de fidéliser des enseignants, des infirmiers, des sages-femmes, les premières lignes donc.

Comment sont contrôlés les coûts, par exemple dans le secteur de la santé ? Partons sur le cas des consommables, qui constituent un vrai problème en raison du coulage auquel sont confrontés tous les hôpitaux. Dans le secteur privé, il y a généralement un chef de service, qui sera la personne la plus proche de l'action et qui est responsable de la gestion des dits-consommables. Il ou elle choisira alors de responsabiliser quelqu'un dans son équipe, qui devra donc surveiller l'accès au consommable et lui donnera peut-être une prime si l'objectif est bien rempli. Dans le public, ce n'est pas du tout la même approche : le contrôleur est un individu issu des ARS, qui travaille à des kilomètres du problème qu'il lui faut théoriquement gérer et qui est donc dans l'incapacité absolue de s'assurer de l'efficacité des procédures. Il n'y existe pas de processus de subsidiarité, notamment parce que celui-ci est très mal perçu. C'est de là, d'ailleurs, que naît l'inflation administrative. Le secteur public doit composer avec des équipes ARS qui ne font preuve d'aucune efficacité dans le contrôle de la dépense et des responsables de services qui n'ont en réalité pas de responsabilité. C'est l'exact inverse de ce qu'il faudrait faire.

Au final, tout le monde y perd et tout le monde est mécontent : le citoyen est mécontent parce que le service est de plus en plus mauvais. Le contribuable, lui, tire la tête parce que le tout coûte de plus en plus cher. L'employé, de son côté, est mécontent parce qu'il est maltraité, mal payé et finit donc par s'en aller. Il est nécessaire de réinventer le management de la fonction publique, et tout particulièrement des grands services publics que sont la santé ou l'éducation.

Où va l'argent investi, tant dans les soins que dans l'éducation ou l'agriculture par exemple ? Que peut-on dire du coût des back-office de ces secteurs et comment, éventuellement, renverser la vapeur ?

Denis Payre : Nous avons eu l'occasion de parler des services administratifs pléthoriques. D'une façon générale, je soulignerais cependant que, parmi les causes des grandes inefficacités dans dépense publique, figure un profond manque d'exigence assez généralisé. On a beaucoup de droits pour nettement moins de devoirs et cela commence à se voir. Heureusement, cela commence aussi à changer ; en témoigne l'exemple récent de l'attribution du RSA avec désormais des contreparties, notamment. On commence aussi à regarder la situation d'individus qui touchent des retraites alors qu'ils sont décédés depuis longtemps... Mais il reste beaucoup à faire dans ce domaine aussi...

Force est de constater que, des années durant, on a estimé que la dépense sociale relevait de l'ordre du sacré, qu'il était inenvisageable d'en discuter, de chercher à l'optimiser et plus encore de la réduire. Le sujet a été sanctuarisé sans que l'on puisse se préoccuper une seule seconde des légitimes problématiques d'efficacité. C'est précisément pour cela que la France présente la dépense sociale la plus élevée du monde, en plus de sa dépense publique elle aussi record. Saviez-vous que la dépense sociale représente 32 points de PIB, en France ? C'est cinq à six points de plus que la plupart de nos voisins de l'eurozone, dont le modèle n'est pourtant pas si

différent du nôtre. Il faut arrêter de penser qu'il s'agit nécessairement d'enfers sociaux : nous dépensons (bien) davantage pour des résultats objectivement moins bons. Dès lors, il est clair qu'il faut effectivement se demander où va l'argent. Fort heureusement, c'est un débat que l'on commence à ouvrir.

Pour ce qui est de renverser la vapeur, je pense qu'il faut commencer par parler de ces questions et ne plus rester dans le déni. Il est important que ce sujet devienne un des thèmes du débat public, de rappeler les chiffres et de pointer du doigt les vérités incontestables de ces sujets. En somme, il faut pousser à la réflexion et montrer qu'il ne s'agit pas, rappelons-le, d'un problème de moyens. A cet égard, je suis assez optimiste : le personnel de ces administrations réalisent bien qu'ils ne parviennent plus à recruter parce que ces emplois ne sont plus attractifs et pas uniquement pour des questions de rémunération mais aussi d'organisation et de management. Je suis certain qu'ils comprennent bien, également, que cela ne peut durer de la sorte, au risque sinon de mal se terminer. Nous risquons des réactions violentes de la population comme avec la révolte des agriculteurs, mais aussi la mise sous tutelle des finances du pays, laquelle s'accompagnera alors par l'exigence d'une baisse radicale de la dépense, qui peut s'avérer très violente comme cela a été le cas en Grèce. Or, pour en côtoyer un certain nombre, j'ai toutes les raisons de penser que nos fonctionnaires et nos acteurs publics, sont habités par un réel sens de l'Etat et qu'ils sont prêts à bouger face à des vérités incontestables. Il nous faudra alors imaginer des solutions ensemble dans le dialogue en faisant remonter les solutions du terrain le plus près possible de l'action, avec une approche de type cercles de qualité et en remettant de la liberté mais aussi de la responsabilité au plus près de l'action. Le cas de la gestion de la ville de Cannes, dont David Lisnard est le maire, pourrait servir d'exemple à suivre.

Marc de Basquiat : En l'absence de concurrence, la sanction de la non-performance ne peut être qu'un acte managérial, ce qui nécessite discernement et courage. Ces deux qualités coûtent cher : soit elles existent dans une organisation, avec des agents et des équipes qui assument ces rôles, soit elles sont absentes et la dégradation est continue.

La concurrence a une vertu pédagogique inégalable. Quelle erreur de s'en priver ! La France présente une opportunité de progrès considérable dans un vaste programme de privatisation de ses services publics.

Que dire du poids des prélèvements obligatoires en France ? Quel rôle jouent-ils dans le déficit de qualité de nos services publics ?

Denis Payre : Le rôle des prélèvements obligatoires dans le déficit de qualité de nos services publics n'est pas nécessairement direct. En revanche, ils pèsent très clairement sur la performance de notre économie et constituent indéniablement l'une des raisons de l'effondrement de notre système agricole, nos coûts sont justes plus élevés, on y retrouve tous nos surcoûts administratifs et notre suradministration. Le poids des réglementations est aussi à prendre en compte, en la matière. Le cas des produits agricoles est très parlant : nous poussons l'exigence de qualité très loin, ce qui veut dire qu'elles sont chères à produire, mais une fois sur le marché il est difficile de les différencier des autres produits concurrents. Nous n'avons pas choisi de promouvoir ce facteur différenciant en développant par exemple un label France à l'international ; alors même que nos produits répondent à des gages de qualité supérieurs à ceux de tout ou partie du reste de l'Europe. En France, nous n'autorisons que 309 substances actives, quand l'Union européenne en valide 454, par exemple. Nos agriculteurs ont donc moins d'outils en matière de productivité, ce qui rend leur production moins compétitive... sauf à la vendre comme un produit de meilleure gamme, ce qui n'est pas fait. L'autre solution est bien sûr est aussi de cesser enfin réellement les surtranspositions de directives Européennes en matière agricole.

Quid, pour finir, de l'idéologie qui gouverne à tout ou partie des choix qui nous ont amené là ? Particulièrement quand l'on sait que d'aucuns affirment que les industriels et les supermarchés se gavent, du côté de l'agriculture notamment, alors que le problème vient bien davantage de l'Etat ?

Denis Payre : Je pense effectivement que la France est confrontée à la conviction que l'Etat doit s'occuper de tout, un étatisme culturel. En tout cas, il y a clairement un déni presque complet sur l'essentiel des points que nous venons d'aborder, alors même qu'il s'agit d'éléments parfaitement factuels. Il n'est pas très compliqué de vérifier le montant des prélèvements obligatoires en France, le poids de la dépense publique associée à la santé et celui des services administratifs dans les comparaisons internationales... : ce sont des données chiffrées, quantifiées, objectives.

L'Etat, c'est vrai, détruit une partie du pays de part sa sur-administration et sa surfiscalité. Cela ne veut pas dire que les dirigeants de partis politiques, les journalistes et tous ceux qui défendent le contraire ne soient pas convaincus que l'Etat est la solution, que tout doit passer par lui. Ils ne veulent pas remettre en question son fonctionnement et, souvent, rejettent catégoriquement toute solution qui permettrait d'évoluer, de sortir du borbier. Une solution, pour améliorer la qualité des services publics et leur coût, c'est faire appel à davantage d'acteurs du privé. Ce n'est pas une solution miracle, bien évidemment, mais nous avons déjà un service de santé qui repose en partie sur des acteurs privés, avec d'un côté des hôpitaux à but lucratif et d'autres à but non lucratif. Dans les hôpitaux privés, le service est plutôt meilleur, sinon nettement meilleur, que dans les établissements publics.

Soyons clairs : il ne s'agit pas de dire que le privé est la solution absolue. Il faut aussi que l'Etat sache bien acheter, ce qui n'est pas simple. Il doit aussi pouvoir contrôler avec une très grande exigence sur la qualité du service rendu, ce qu'il ne fait pas toujours avec efficacité du côté des Ehpad, par exemple.

Si nous voulons nous en sortir, il faut davantage de subsidiarité dans les services qui resteront du ressort de l'Etat et s'éloigner des solutions qui consistent systématiquement à engager davantage de dépense qui ne résolvent rien dans la durée. Il faudra organiser un grand débat national sur ces sujets, réinventer le management public et accepter de revenir sur un certain nombre de tabous paralysant en ayant un seul objectif en tête, l'efficacité du service rendu au meilleur coût pour la collectivité. Pour mettre en œuvre la subsidiarité, il faut envisager des salaires au mérite par exemple à tous les niveaux des services publics et une progression au mérite. Il faut cesser de considérer que le secteur privé c'est forcément le mal absolu. Sans ce débat, rien de tout cela ne peut avoir lieu.

Marc de Basquiat : L'idéologie dominante est bien connue. Elle fustige les profits privés et célèbre le mythe d'une propriété collective parée de toutes les vertus. La faillite française provient de cet égalitarisme qui a peu d'équivalents dans le monde. Le ressentiment en est le ressort : on préfère la médiocrité commune au déshonneur d'une position inférieure.

Les agriculteurs se plaignent de l'avalanche de normes qui les contraignent au quotidien. Tant que des dizaines voire des centaines d'agences publiques occuperont leur journée à inventer des dispositifs, obligations et contrôles, les acteurs de terrain auront le sentiment amer d'une dépossession de leur métier. Les coopératives agricoles privées ont été créées tout au long du vingtième siècle pour aider les producteurs à rentabiliser leurs investissements et négocier ensemble leurs débouchés. Les systèmes d'aides financés par l'Europe ont en partie pris le pas sur ces arrangements locaux. Tout ceci contribue à fragiliser la position économique de nombreux exploitants.

31 January (NYT)

[Opinion | Germany Has Finally Woken Up - The New York Times \(nytimes.com\)](#)

GUEST ESSAY

Germany Has Finally Woken Up

Jan. 31, 2024, 1:00 a.m. ET



Credit...Alexander Anufriev

By Anna Sauerbrey

Ms. Sauerbrey is a German journalist who writes about Germany’s politics, society and culture. She wrote from Berlin.

The ground was icy as my partner, my son and I made our way to the center of Berlin two Sundays ago. Still, as we joined about 100,000 others who had gathered there to protest [right-wing extremism](#), it felt cozy — both in a literal and in a metaphorical sense. The mass of human bodies created a microclimate that made it bearable to be outside in the frosty Berlin dark for a couple of hours. And it was also warming to see this many people turn out to defend our democracy.

We were there because on Jan. 10, the media platform [Correctiv](#) published a remarkable account of a far-right meeting in Potsdam last November. According to the report, participants — drawn from several far-right groups and including several politicians from the far-right party [Alternative for Germany](#), or AfD — discussed plans for the mass deportation of millions of foreigners and Germans from migrant families. Horrified, over two million people have since taken to the streets. The protests, some of the country’s largest in decades, emerged everywhere: not just in liberal cities like Berlin, Hamburg and Munich but also in many cities in eastern Germany, where the far right is particularly strong.

The strange thing was that the Correctiv report told us nothing we couldn’t have guessed already. The far right, we know, is built on racist fantasies of ethnic homogeneity, and the AfD has long been deemed extreme. Yet for years, many Germans viewed the rise of the far right with something like wary detachment: Even as the [AfD climbed](#) to around 20 percent in the polls, there remained some complacency about the threat it posed. Not anymore. Germany, at last, has woken up.

German democracy is not well. The problem is not just the rise of the AfD, which has become strong enough in some regions to aspire to positions of power or at least to seriously disrupt the process of forming stable governments. It’s that in many parts of the country, a general sense of discontent has tipped over into disdain. People now reject not just the current government but the whole political system.

Since the beginning of the pandemic, this feeling has built up in Germany. And it is true that Germans have had to deal with a lot: the war in Ukraine, an energy crisis, inflation and, most recently, the [painful fallout](#) from war in Gaza. Even though immigration is [rising](#), we still lack skilled labor — teachers, plumbers, I.T. specialists —

and public infrastructure is crumbling. Add in an ambitious government green transition agenda hamstrung by brutal infighting and you get a grim picture. Everything, it seems, is changing — and not for the better.

In recent months, this dissatisfied feeling has thickened to contempt. Anecdotally, it seems like everybody knows someone who has dropped out of the mainstream, vowing to vote for the AfD or talking about emigrating. The collapse of support for all three parties of government — the most popular among them, the Social Democrats, stands at around [15 percent](#) in the polls — is eloquent of widespread antipathy. And that fundamental rejection is beginning to show in public.

This month, farmers took to the streets in several cities. The protests, ostensibly against cuts to subsidies, soon turned into dark [anti-government](#) demonstrations: Some protesters even erected gallows. The threat was not just symbolic. When [Robert Habeck](#), the economy minister and the face of the government's green transition agenda, returned from holiday at the start of the year he was met by an [angry mob](#). This act of intimidation, [reporting later showed](#), was orchestrated by individuals with ties to the far right.

There is no way to know all the motivations of the millions who've turned out these past few weeks. Judging from what protesters told reporters, the wide range of groups organizing the protests and the varied signs on display, I suspect that it would be hard for everybody to agree to a common manifesto. Many came because they are from migrant families or have friends and family who are, or simply because they reject racism. Some were protesting the AfD; others were there to blame the political class for fostering extremism. A new political movement, to be sure, has not been born. But there is a common denominator: a new sense of urgency.

What has started to dawn on us in recent months, and what the meeting in Potsdam laid bare, is that the far right is not about having horrific ideas — it is about enacting horrific ideas. Germany's far-right adherents really mean it. With funding, support and a very real chance of winning federal states this year, they are closer to power than they have ever been in the nearly 75-year history of post-Nazi Germany.

In his recent book “Triggerpunkte,” or “Trigger Points,” Steffen Mau, a sociologist at Humboldt University in Berlin, rejects the notion that German society is polarized neatly in two. In Germany, he argues, divisions instead run through several areas such as climate, migration and social justice. You can be moved by some issues, indifferent to others. In recent months, those motivated by their opposition to migration or climate policies were the most vocal and visible. Now those who care about democracy, minority rights and the rule of law have reached their trigger point, too.

Where this will lead is uncertain. The protests may well die down once the shock has been absorbed and as people return to their everyday lives. “But this was an important moment of self-realization,” Mr. Mau told me. “The center has seen it is many.” The protests are also an important reminder to mainstream parties not to mimic the AfD's messaging, he said, since it's clear that a majority of Germans do not support extreme positions.

Perhaps most important, protesters have sent a message to the far right itself: We stand ready to protect our fellow citizens and our democracy. So don't get too cozy. Soon, it might be you out in the cold.

Anna Sauerbrey ([@annakatrein](#)) is an editor and writer at the German weekly Die Zeit.

[31 January \(eurotopics\)](#)

[Danger from the right: where do we stand? | eurotopics.net](#)

30 January 2024

Danger from the right: where do we stand?

Several countries in Europe are facing a surge of far right movements and parties. In Germany, for example, [hundreds of thousands](#) have taken to the streets to show their concern about the future of democracy. Commentators are also alarmed and seek the causes for the shift towards the right.



[DER STANDARD \(AT\) / 26 January 2024](#)

Nazis socially acceptable once more

Winner of the Nobel Prize in Literature Elfriede Jelinek criticises in Der Standard that the democratic constitution is being eroded:

“The widely popular constitutional arch is being hollowed out more and more; men and women are sitting there with chisels and hammers and chipping away to ensure that more and more enter this arch and old and new Nazis become socially accepted once more. The rest can go or be removed. The foreigners should get out - a decades-old slogan - and the nationals should knuckle under. ... The agreement between the past generations, who learned their history lesson but are now gradually dying out, and our generation is slowly but surely losing its validity.”

[Elfriede Jelinek](#)

[□ Original article](#)

[DE VOLKSKRANT \(NL\) / 26 January 2024](#)

Democracy: summum bonum or one-day wonder?

In view of [Trump's](#) success in the primaries, De Volkskrant columnist Jarl van der Ploeg worries about the future of democracy:

“Sometimes I wonder how historians will judge the centuries after the French Revolution. Will they see the rise of anti-constitutional movements like fascism as an anomaly in the course of an otherwise orderly, democratic history, with a few more convulsions at the beginning of the 21st century? Or will they see the birth of these movements as the pivotal moment when a new phase began? Will our modern democracy be the culmination of thousands of years of history or a one-day wonder in their eyes? And is that day now coming to an end?”

[Jarl van der Ploeg](#)

[MLADINA \(SI\) / 26 January 2024](#)

The end of a formula for success

Mladina is alarmed:

“In this [super election year](#) in the EU and elsewhere in the world, the rise of far-right populist parties is one of the riskiest and most dangerous global social processes. The West's successful formula of combining liberal democracy and the free market, the welfare state and global capitalism is clearly no longer working. Since the turn of the 21st century authoritarian regimes have been gaining strength and neoliberal capitalism has become embroiled in a series of global crises. The situation in Europe today increasingly resembles that in the 1930s. The fundamental ideas of the European far right are increasingly reminiscent of the rise of European fascism.”

[Bogomir Dr. Kovač](#)

[□ Original article](#)

[PÚBLICO \(PT\) / 28 January 2024](#)

Europe's fundamental values in jeopardy

The two major political camps on whose convictions European integration is based are losing control, Público observes with concern:

“The nationalist and populist forces want to extend the decision-making freedom of national governments in various areas, from agriculture and industry to international trade (they tend to be protectionist) and immigration and asylum policy - their main battle horse. ... Post-war reconstruction and European integration were the achievements of two major camps, the centre-right and centre-left, which share the same fundamental values. Can the EU survive their weakening? This is no longer a rhetorical question.”

[Teresa de Sousa](#)

[□ Original article](#)

[TIMES OF MALTA \(MT\) / 29 January 2024](#)

Common denominator is fear of crisis

Anger and insecurity works in favour of right-wing populists, the Times of Malta comments:

“Far-right parties have broadened their voter base and are forging coalitions of voters with very different concerns. In many countries, the battle horse of [populist parties](#) used to be almost exclusively the immigration question. It still is, but cultural concerns now account for only a minority of their electorate. Populists now have a more diversified agenda. They capitalise on a whole range of voter insecurities. During Covid, populists raged against forced lockdowns and compulsory vaccination. Now, they discuss cultural issues, including gender, history, symbols of national identity and the climate crisis. Others are vociferous about the cost of living crisis and Russia's war on Ukraine.”

31 January (The Guardian)

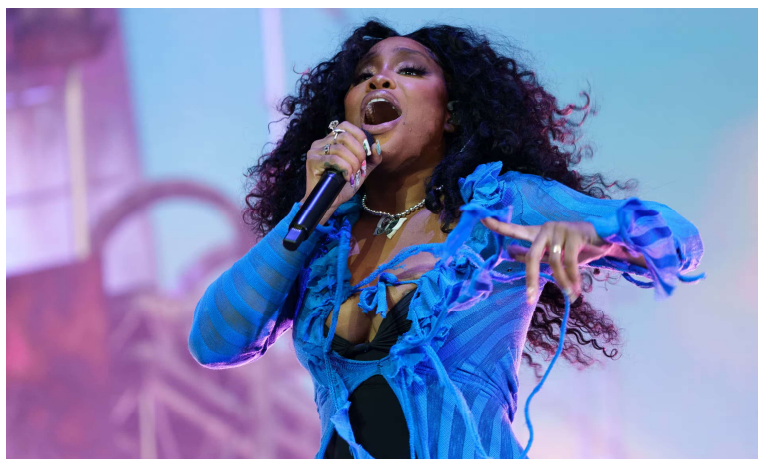
[Number of US female musicians reaches decade high, but is still far from parity | Music | The Guardian](#)

Number of US female musicians reaches decade high, but is still far from parity

The proportion of female artists included in the biggest US hits of 2023 reached 35%, according to a new report

[Benjamin Lee](#)

Tue 30 Jan 2024 19.47 CET



SZA performing in London. Photograph: Scott Garfitt/Rex/Shutterstock

The share of female artists involved in last year's biggest chart hits in the US has increased to 35%, according to a new study.

[Inclusion in the Recording Studio?](#) is the University of Southern California's Annenberg Inclusion Initiative annual report, assessing women's involvement in music. In 2023, the number reached the highest it has been for any year going back to 2012.

"For the second year in a row, the percentage of women artists on the popular charts has increased," Stacy L Smith, the study's lead author, said in a statement. "This is a notable milestone and worthy of celebration. However, it is still important to recognize that there is room to grow. [Women](#) filled less than one-quarter of artist roles across all 12 years examined, and these figures are still far from representing the 50 percent of women in the population and the music audience."

In 2023, 40.6% of chart spots were occupied by individual female artists, an improvement from 34.8% in 2022. Female songwriters increased from 14.1% to 19.5%. There was also an increase for women of colour, with 55 receiving a songwriting credit in 2023 up from 33 the year prior.

Smith credits the rise to "the work of numerous groups working to support women in music", adding that "advocacy and activism is propelling change in the industry".

The study comes before this weekend's Grammys, which feature [a female-dominated list of nominations](#), led by SZA, Victoria Monét and Phoebe Bridgers. Only one man, Jon Batiste, is featured in both the song and record of the year categories. The study also examined the nominations in full, noting a significant increase in the main categories, but pointing out that not a single woman was up for producer of the year.

"There is still too little recognition for women producers and songwriters in those categories, and there are too few women of color nominated for their work," Smith added. "For music industry honors to truly reflect the creative workforce and the audience they serve, there must be a place for women and particularly women of color in these awards."

31 January (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/cinema/article/2024/01/31/les-films-a-l-affiche-la-zone-d-interet-les-lueurs-d-aden-a-man-la-ferme-des-bertrand_6213936_3476.html

Les films à l'affiche : « La Zone d'intérêt », « Les Lueurs d'Aden », « A Man », « La Ferme des Bertrand »...

Chaque mercredi dans « La Matinale », les journalistes cinéma du « Monde » livrent leurs critiques des films à découvrir en salle. Cette semaine, la solitude et l'absence n'auront pas le dernier mot.

Par [Véronique Cauhapé](#), [Maroussia Dubreuil](#), [Clarisse Fabre](#), [Murielle Joudet](#), [Mathieu Macheret](#) et [Jacques Mandelbaum](#)

Publié aujourd'hui à 00h30

Les sorties cinéma du jour sondent les gouffres de la nature humaine ou se confrontent à l'indicible. Dans *La Zone d'intérêt*, Jonathan Glazer cerne l'ombre d'Auschwitz-Birkenau dans l'angle mort de la vie de famille de son administrateur en chef, Rudolf Höss. *Les Lueurs d'Aden* emboîte le pas d'un couple dont la femme cherche à avorter et qui fonce tête baissée dans un tabou majeur de la société yéménite. Enfin, *A Man*, du Japonais Kei Ishikawa, retrace la vie d'un anonyme disparu sous une fausse identité, gisant dans les limbes de l'état civil.

Chef-d'œuvre

« La Zone d'intérêt » : la maison aveugle

D'abord, trois minutes d'écran noir déchiré par les notes distordues de la compositrice Mica Levi. Dès l'ouverture, le parti pris formel de Jonathan Glazer est posé pour conduire son quatrième long-métrage. Film glaçant et magistral qui vient ajouter un chef-d'œuvre à la filmographie, aussi rare que passionnante, du cinéaste britannique. L'ordinaire qui nous est donné d'observer ici n'est pas celui de n'importe quelle famille. Rudolf Höss (Christian Friedel) est le commandant historique d'Auschwitz-Birkenau, et un ingénieur hors pair. A ses côtés, sa femme Hedwig (Sandra Hüller) – désignée « *reine d'Auschwitz* » par son époux – dirige la maison et son personnel de main de maître. Un mur surmonté de barbelés sépare leur habitation propre comme un sou neuf du camp d'extermination attenant.

Chez les Höss, l'organisation et la discipline, plus qu'un art de vivre, fondent un mode de pensée dont la mise en scène se fait l'écho. Cadres d'une rigueur maniaque, composition géométrique, fixité des plans, découpage au scalpel. Le dispositif mis en place par Glazer – dix caméras fixes postées à plusieurs endroits – place sous contrôle chacune des pièces de la maison et ce qui s'y joue. **V. Cau.**

Film britannique, polonais, américain de Jonathan Glazer. Avec Sandra Hüller, Christian Friedel, Ralph Herforth, Max Beck (1 h 45).

A ne pas manquer

« Les Lueurs d'Aden » : embryon de guerre civile

Un film en provenance d'Aden, vieux port du Yémen situé à la pointe sud-ouest de la péninsule Arabique, est en soi un miracle, dans un pays où la plupart des cinémas et des théâtres ont été fermés par les islamistes à la suite de la réunification opérée en 1990.

Pour le réalisateur yéménite et sudiste Amr Gamal, tout juste 40 ans, la caméra remplit un besoin urgent de documenter. Son deuxième long-métrage, sélectionné à la Berlinale en 2023 (section Panorama), est un fascinant portrait d'une ville en état de déliquescence.

Journaliste à la télévision publique, Ahmed (Khaled Hamdan), père de trois enfants, n'a pas été payé depuis deux mois et fait le chauffeur de taxi en attendant. Sa femme, Isra'a (Abeer Mohammed), est enceinte d'un quatrième, et pour eux c'est la catastrophe. Ne pouvant plus payer leur loyer, ils s'appêtent à déménager dans un appartement miteux. Ahmed et Isra'a n'ont plus qu'une idée fixe : mettre fin à cette grossesse non désirée. Le film questionne les croyances et le tabou de l'avortement, dans un pays où celui-ci est interdit. **Cl. F.**

Film yéménite, soudanais, saoudien d'Amr Gamal. Avec Khaled Hamdan, Abeer Mohammed, Samah Alamrani (1 h 31)

A voir

« A Man » : trouble identitaire

N'existerait-il pas entre individus modernes un caractère fondamentalement interchangeable, propre à renvoyer toute identité fixe au statut de pure fiction ? C'est sur cette angoisse diffuse que repose le quatrième long-métrage de Kei Ishikawa, cinéaste japonais né en 1977.

Dans la lointaine préfecture de Miyazaki, à la pointe sud du Japon, une femme remariée découvre à la mort de son époux que celui-ci vivait sous une fausse identité. L'inconnu avait, en effet, usurpé l'état civil d'un autre homme porté disparu, ce qui laisse soupçonner un possible motif de meurtre. La veuve charge son avocat de mener l'enquête et de sonder la place vacante laissée par son mari. Qui était-il ? *A Man*, selon le titre anglais, soit « un homme » indéfini, oscillant entre quelqu'un et n'importe qui.

Pour filmer cette enquête intérieure, Ishikawa fait le choix d'une forme non pas baroque, mais au contraire contenue, sans effusion, presque « à l'étouffée ». L'expression s'y fait en creux, comme un discret travail de fourmi. A force de s'effacer derrière son sujet, refusant la moindre saillie formelle, la mise en scène s'expose à une certaine platitude neurasthénique. **Ma. Mt.**

Film japonais de Kei Ishikawa. Avec Satoshi Tsumabuki, Sakura Ando, Masataka Kubota, Akira Emoto (2 h 01).

« Le bonheur est pour demain » : derrière les barreaux

Les braqueurs ont manqué de chance. Quelques minutes après avoir attaqué une banque, ils ont tué un homme pour une histoire d'attaché-case. Parmi eux, Claude (Damien Bonnard) est condamné à une lourde peine de prison. C'est d'autant plus rageant qu'il vient de tomber amoureux de Sophie (Laetitia Casta), responsable d'un vidéoclub – nous sommes dans les années 1990.

Dès lors, le récit échappe aux ornières du film de gangster classique pour raconter une romance à travers les barreaux, du point de vue de Sophie, déterminée dans son béguin. Il y a l'attente des procès, les kilomètres à parcourir, les fouilles au parloir, toute la gestion d'un quotidien calé sur les jours de visite... Rien de tout cela ne décourage la jeune femme si tant est que « *le bonheur est pour demain* ».

Malgré un sujet difficile, on entre dans le film comme dans une maison conviviale où ça va et vient toute la journée... C'est sans doute le petit secret de la réalisatrice Brigitte Sy qui, pour avoir bien connu le milieu carcéral et ses implications, sait en révéler la part la plus touchante. **M. Dl.**

Film français de Brigitte Sy. Avec Laetitia Casta, Damien Bonnard et Béatrice Dalle (1 h 39).

« Sous le vent des marquises » : la chanson de Jacky

On sait à quel point, en matière de film dans le film, trouver le bon montage est la grande affaire. Dans le cas présent, Pierre Godeau joue habilement sur une trame en miroir, qui renvoie un acteur de cinéma au personnage qu'il interprète.

Son quatrième long-métrage s'ouvre sur le tournage d'un biopic qui retrace les dernières années de Jacques Brel. Dans le rôle du Jacky vieillissant, Alain (François Damiens), vedette au « plat pays »... Seulement, ce dernier, pris de panique, n'arrive plus à simuler et quitte le tournage au volant de la DS du chanteur, emportant la fiction dans la réalité et son dentier XXL dans la boîte à gants. Souffrant lui-même d'un cancer qu'il faut opérer rapidement, il décide de renouer avec sa fille.

Mais Lou (Salomé Dewaels) vit avec sa mère sur une île dans le golfe du Morbihan où elle se passionne pour l'élevage des huîtres... S'ensuit bon an mal an un road trip filial en « déesse », de Vannes au CHU de Bruxelles, où il faut s'approprier, rattraper les silences et convaincre le malade d'aller se faire soigner. **M. D.**

Film belge et français de Pierre Godeau. Avec François Damiens, Salomé Dewaels, Roman Kolinka (1 h 31).

« La Ferme des Bertrand » : mémoire paysanne

Reblochon blues. Ici, dans *La Ferme des Bertrand*, documentaire de Gilles Perret, point de colère, mais plutôt une douce mélancolie. Le réalisateur engagé était bien placé pour filmer cette famille d'exploitants agricoles qui ont consacré leur vie à nourrir les bêtes, puisqu'il les connaît depuis son enfance dans la vallée du Giffre. Ils ont été filmés en 1972 dans un film de Marcel Trillat sur le monde rural, destiné à la télévision.

Vingt-cinq ans plus tard, en 1997, Gilles Perret avait ouvert un nouveau chapitre, en couleurs (*Trois frères pour une vie*), en retrouvant les trois hommes aux cheveux blanchis, sur le point de passer la main à d'autres membres de la famille, Hélène et Patrick. Il ne fallait pas rater 2022, le moment où Hélène allait prendre sa retraite, et voilà chose faite : *La Ferme des Bertrand* vient boucler la boucle dans un film de montage mêlant des extraits des films précédents à un dernier opus à l'image numérique un peu trop lisse pour ne pas jurer avec le grain de la pellicule. **Cl. F.**

Documentaire français de Gilles Perret (1 h 29).

« They Shot the Piano Player » : à la recherche du musicien perdu

Le mystère a longtemps plané sur la disparition de Francisco Tenorio Jr, pianiste brésilien virtuose, né en 1941, qui s'est évaporé une nuit, en mars 1976, à Buenos Aires, à la veille du coup d'Etat en Argentine. *They Shot the Piano Player*, film d'animation de Fernando Trueba et Javier Mariscal, met en scène une enquête virevoltante, alors que la scène bossa-nova prend son essor au début des années 1960, et que plane déjà l'ombre des dictatures naissantes dans plusieurs pays d'Amérique latine.

Figure du cinéma espagnol, et père de Jonas Trueba, le réalisateur d'*Eva en août* (2019), Fernando Trueba a découvert l'existence de Francisco Tenorio Jr. en écoutant un disque de jazz, en 2005. Intrigué par cette tragédie, il a réalisé une multitude d'entretiens, avec des musiciens et des proches du pianiste brésilien, afin de reconstituer le fil des événements – un militaire argentin, présent lors de son arrestation, a raconté comment le compositeur avait été torturé et assassiné. Les couleurs sont chaudes, les musiques merveilleuses, l'animation redonne vie aux bars du Rio de Janeiro des années 1960, ainsi qu'aux heures noires de la dictature. **Cl. F.**

Film d'animation espagnol, anglais, portugais de Fernando Trueba et Javier Mariscal (1 h 44).

Pourquoi pas

« Amelia's Children » : train-train fantôme

On n'attendait pas de sitôt Gabriel Abrantes, figure du jeune cinéma d'auteur portugais, aux commandes d'une production horrifique pur jus, en l'occurrence un film de maison hantée, Prix du jury (ex aequo) au Festival de Gérardmer. Production portugaise parlant l'anglais international, le film carbure à l'angoisse œdipienne des origines. Edward (Carlotto Cotta), New-Yorkais orphelin tourmenté par sa filiation, se découvre un frère jumeau au Portugal. Il s'y rend avec sa petite amie, Riley (Brigitte Lundy-Paine), pour un séjour dans le luxueux palais de famille, habité par la vieille mère, Amelia (Anabela Moreira).

Dès leur installation, les visiteurs sont assaillis de visions cauchemardesques. Autour de l'inquiétante châtelaine botoxée se noue la fable vampirique d'une classe dominante s'accaparant une jeunesse éternelle en immolant sa propre progéniture. Sympathique programme qui, malheureusement, accuse les insuffisances d'une mise en scène laborieuse. **Ma. Mt.**

Film portugais de Gabriel Abrantes. Avec Carlotto Cotta, Brigitte Lundy-Paine, Anabela Moreira, Alba Baptista, Rita Blanco (1 h 32).

« Ma part de Gaulois » : mère stratège

Ce film est adapté d'un roman homonyme autobiographique de Magyd Cherfi, le chanteur du groupe Zebda, paru en 2016, qui évoquait l'adolescence d'un jeune beur en quête d'émancipation dans les quartiers nord de Toulouse au début des années 1980. Appartenant à la même génération, Malik Chibane en était lui aussi sorti par le haut, signant en 1994 un premier long-métrage remarqué, *Hexagone*, qui mettait les pieds dans le plat de la banlieue avec une rude et déconcertante fraîcheur.

On retrouve dans son nouveau film cette manière de déconcerter le naturalisme par la distanciation romanesque. Au centre des débats, la relation d'une mère passionnée à son fils, Mourad, qui mettra tout en œuvre, et au-delà, pour qu'il décroche son bac. Environnement coloré, changements de décors à vue, magie du récit : l'effet de distanciation est ici assumé, au risque de la désuétude. **J. Ma.**

Film français de Malik Chibane. Avec Marwan Amesker, Jean-Baptiste Artigas, Adila Bendimerad (1 h 31).

« L'Etoile filante » : machine à imbroglio

Burlesque et lunaire, comme toujours avec le duo belge, *L'Etoile filante* met en scène un barman solitaire, ancien activiste de la lutte armée qui mène une vie discrète. Jusqu'au jour où un client menaçant le reconnaît. La machine à imbroglio se met en route, avec les codes du film noir. Comme par hasard, les amis du barman repèrent son sosie, prénommé Dom : ils l'enlèvent, le « transforment » en pantin docile, afin qu'il prenne la place du patron au zinc.

Pas de chance, la femme de Dom est détective... Deux mondes à la marge se croisent, mais l'ensemble est un peu mièvre ou cherche trop à nous tirer les larmes. Restent quelques belles images, par exemple lorsqu'une femme s'enfonce dans un pouf jusqu'à disparaître. **Cl. F.**

Film belge et français de et avec Dominique Abel et Fiona Gordon (1 h 38).

On peut éviter

« Argylle » : espionnage en abyme

« Pop » serait le mot qui qualifierait le mieux le cinéma de Matthew Vaughn, artisan de blockbusters ludiques et criards tels que sa trilogie [Kingsman](#), hommage bruyant à la pop culture british. *Argylle* opte pour les mêmes

ingrédients en adaptant un roman d'espionnage d'Elly Conway. C'est justement elle qui, sous les traits de l'actrice Bryce Dallas Howard, se trouve être l'héroïne du film : atteinte d'amnésie, la romancière ignore qu'elle ne se limite pas à écrire des histoires d'espionnage.

Dans une vie antérieure, elle fut une brillante agente secrète qui va d'ailleurs devoir démanteler un réseau d'espions international. Matthew Vaughn semble ne pas concevoir la fiction autrement que comme un grand parc d'attractions où s'enchaînent à un rythme exténuant retournements pétéradants, métarécit mal fichu et grandes scènes d'action moches. Autant de contorsions qui débouchent sur la seule chose que nous inspire son cinéma et qu'il voulait pourtant éviter : l'ennui. **M. Jo.**

Film américain et britannique de Matthew Vaughn. Avec Sofia Boutella, Henry Cavill, Dua Lipa (2 h 18).

January 30, 2024

1. Agriculture – The French Farmer Rebellion

Page 2 : Agriculture : les écueils d'une nécessaire adaptation (Le Monde, Editorial)

Page 3 : «Souveraineté alimentaire» ou «concurrence déloyale», faut-il en finir avec les traités de libre-échange? (Le Figaro, Interview)

Page 6 : Jordan Bardella profite de la colère des agriculteurs pour lancer une offensive contre l'« écologie punitive » (Le Monde)

Page 9 : Poids de l'Etat : Agriculture, santé, éducation... : la France, malade de ses coûts administratifs (Atlantico, Interview)

Page 14 : Les Verts montrés du doigt. Agriculture/Environnement : le match perdant-perdant de l'écologie politique (Atlantico, Interview)

2. The War in Gaza

Page 18 : The United Nations and Gaza: Is UNRWA complicit or unlucky? (The Economist)

Page 20 : Die UNRWA bleibt Teil des Problems im Nahen Osten – sie gehört ersetzt (NZZ, Opinion)

Page 22 : Are Palestinians holding anti-Hamas protests across the Gaza Strip? (The Jerusalem Post, Analysis)

Page 24 : Viral is better than true in war – how Social Media becomes a decisive battleground in Gaza (NZZ, Guest Essay)

3. Populism vs Democracy

Page 27 : From Germany to Israel, it's 'the will of the people' v the rule of law. Which will win? (The Guardian, Guest Essay)

4. Economics: Welfare State – Energy supply of CEOs – Buying Local – Retirement

Page 30 : The Demotivated Society: Nearly three-quarters of the population believe that the basic income, at its current level, discourages many recipients from seeking employment (FAZ, Survey)

Page 35 : Jürgen Klopp and the importance of energy (The Economist)

Page 37 : The Promises and Problems of Buying Local (NYT, Opinion)

Page 39 : Why you should never retire (The Economist, Column)

5. Culture - Sylvain Tesson: Censorship in France?

Page 41 : "Icône réactionnaire" ? On vous résume la polémique autour de Sylvain Tesson (France Culture)

Page 43 : « Dans l'affaire Sylvain Tesson, le censeur d'aujourd'hui pourrait devenir la victime de demain, et l'extrême droite n'attend que cela » (Le Monde, Opinion)

Page 45 : "Quel est mon crime et qui sont les juges": Sylvain Tesson répond à la polémique du Printemps des poètes (BFM.TV)

Page 47 : « Avec les fées » : Sylvain Tesson cherche le Graal (Le Figaro, Book Review)

30 January (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/01/25/agriculture-les-ecueils-d-une-necessaire-adaptation_6212892_3232.html

Agriculture : les écueils d'une nécessaire adaptation

Éditorial

Les mouvements de protestation d'agriculteurs dans plusieurs pays d'Europe, dont la France, traduisent la difficulté à faire vivre un nouveau modèle conciliant la défense de l'environnement avec le maintien d'une agriculture diversifiée.

Publié le 25 janvier 2024 à 09h52, modifié le 25 janvier 2024 à 10h22

Cinq mois avant les élections européennes de juin, la colère des agriculteurs met plusieurs gouvernements sous pression. Le mouvement de protestation s'exprime en Allemagne, en Pologne, en Espagne, aux Pays-Bas, en Roumanie, et en France où il a pris un caractère particulièrement dramatique [après la mort d'une éleveuse et de sa fille](#), percutées le 23 janvier par une voiture sur un barrage d'agriculteurs en Ariège.

Les griefs ne sont pas toujours les mêmes, mais ils traduisent la même difficulté à faire vivre le Pacte vert européen, ce nouveau modèle agricole censé concilier la défense de l'environnement et de la biodiversité avec le maintien d'une agriculture diversifiée capable d'assurer la sécurité alimentaire de 500 millions d'Européens.

Alors que la crise énergétique et la guerre en Ukraine ont renchéri les coûts de production, une partie des agriculteurs redoutent de perdre des revenus en s'engageant dans une mutation de leur mode de production. Le malaise est aussi existentiel : ces paysans ont l'impression que la transition en cours décourage les vocations et les marginalise de plus en plus.

En France, le conflit prend l'allure d'un baptême du feu pour le nouveau premier ministre, Gabriel Attal, qui n'a pas encore prononcé sa déclaration de politique générale et doit gérer sa première urgence sociale. Parti d'Occitanie, le mouvement, qui s'est étendu depuis, exprime le ras-le-bol d'exploitants qui fustigent l'inflation des normes environnementales, les tracasseries administratives, la faiblesse des revenus, la hausse des charges ou encore le manque de soutien public.

Les contradictions de la transition écologique

Face à ces revendications protéiformes, Gabriel Attal a beaucoup consulté, témoigné de sa considération pour une profession en plein désarroi et promis des ajustements aux niveaux national et européen. Le principal engagement consiste à alléger drastiquement les normes et à compenser au plus près des demandes [le relèvement progressif de la fiscalité sur le gazole non routier](#).

La crise est particulièrement difficile à résoudre car elle renvoie aux contradictions de la transition écologique. En dépit des déclarations d'intention, inciter à produire différemment sans décourager le producteur ni grever la facture du consommateur ne va pas de soi, a fortiori dans un modèle ouvert où les importations en provenance de pays tiers ne sont pas soumises aux mêmes normes.

L'absence totale de consensus sur le sujet n'incite guère à l'apaisement. La guerre ouverte entre les écologistes et les agriculteurs autour des retenues collinaires ou de l'utilisation des produits phytosanitaires, la volonté non moins ouverte du Rassemblement national de récupérer la colère agricole pour contester le Pacte vert et plus généralement la politique européenne contribuent à polariser le débat. C'est d'autant plus dangereux que l'extrême droite a le vent en poupe dans de nombreux pays de l'Union européenne.

Dans ce contexte, la riposte passe d'abord par une pleine reconnaissance de la place des agriculteurs dans le nouveau modèle de développement : reconnaissance du rôle essentiel qu'ils y jouent et ajustements pragmatiques dans l'application du Pacte vert. Elle passe aussi par une meilleure pédagogie autour du projet que l'Europe défend : un modèle écologiquement plus vertueux, mais qui reste ouvert sur le reste du monde, à rebours du projet lepéniste marqué à la fois par le déni du choc climatique et le repli sur soi.

30 January (Le Figaro)

[«Souveraineté alimentaire» ou «concurrence déloyale», faut-il en finir avec les traités de libre-échange? \(lefigaro.fr\)](#)

«Souveraineté alimentaire» ou «concurrence déloyale», faut-il en finir avec les traités de libre-échange?

Par [Martin Bernier](#)



«Les agriculteurs français et européens s'estiment lésés par une concurrence déloyale due au fait que les agriculteurs étrangers utiliseraient des produits phytosanitaires et autres antibiotiques favorisant leur viande alors même que toutes ces technologies sont interdites en France.» *CHRISTOPHE ARCHAMBAULT / AFP*

ENTRETIEN - Depuis le début des manifestations, les accords commerciaux internationaux sont accusés de fragiliser l'agriculture. Mais à l'heure où l'on évoque la «souveraineté alimentaire», l'Europe est une des seules régions du monde à ne pas adopter de mesures protectionnistes, explique Ali Laïdi.

Ali Laïdi est chercheur à l'École de pensée sur la guerre économique (EPGE). Il a notamment publié Histoire globale du protectionnisme (Passés composés, 2022) et La Chine ou le réveil du guerrier économique (Actes sud, 2023).

LE FIGARO. – Dans les manifestations des agriculteurs, on peut lire sur certaines pancartes «non à la concurrence déloyale» ou encore «on nous interdit de produire ce qu'on importe». Les accords de libre-échange sont-ils si asymétriques que cela? Nuisent-ils à l'agriculture française?

Ali LAÏDI. – Aucune étude d'impact sérieuse n'a été réalisée sur les conséquences des traités de libre-échange pour le secteur agricole. Il y a eu des tentatives pour le Ceta avec le Canada, mais il faudrait un travail académique d'ampleur, et en particulier sur le secteur de la viande, domaine qui pose de loin le plus de problèmes. Les agriculteurs français et européens s'estiment lésés par une concurrence déloyale due au fait que les agriculteurs étrangers utiliseraient des produits phytosanitaires et autres antibiotiques favorisant leur viande alors même que toutes ces technologies sont interdites en France – car on est un pays à la pointe sur ce sujet. Il serait temps que la Commission européenne s'attelle enfin à cette question. Il ne faut pas omettre de mentionner que les traités comportent en théorie des «clauses miroir», qui visent précisément à empêcher toute concurrence déloyale liée à l'utilisation asymétrique de certains produits. Mais les agriculteurs considèrent que ces clauses n'ont jamais été appliquées et que les responsables français et européens fuient les résultats que pourraient donner des études sur l'application de ces clauses.

Les mêmes inquiétudes ont surgi au moment du Tafta avec les États-Unis, du Ceta avec le Canada ; aujourd'hui ce sont les traités de libre-échange de l'Union européenne avec la Nouvelle-Zélande et avec le Mercosur qui sont sous le feu des critiques. Pourquoi continue-t-on de signer de nouveaux accords malgré ces craintes?

Le traité de libre-échange avec le Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay...) inquiète beaucoup car les importations brésiliennes et argentines pourraient avoir des répercussions importantes sur le marché de la viande. Les critiques ne datent pas d'hier, et ce en dépit des alertes des agriculteurs sur les possibles

conséquences néfastes pour l'agriculture européenne, française, polonaise, néerlandaise... M'étant rendu assez souvent à Bruxelles, j'ai toujours posé la même question aux décideurs européens : quel est l'intérêt des traités de libre-échange si on sent monter la colère des agriculteurs et des consommateurs? À chaque fois, c'était la même réponse : «*il est nécessaire de faire du commerce*». Il n'y a aucune réflexion globale et politique au sens profond de ce terme à Bruxelles sur l'intérêt d'accroître les échanges commerciaux. Il n'y a toujours pas de réponse politiquement forte pour asseoir la légitimité de cette course insensée vers les traités de libre-échange. Et ce au moment où notre modèle de croissance doit opérer un virage radical pour éviter le cataclysme climatique.

Dès que la situation mondiale se tend, le retour au protectionnisme se fait prioritairement sur les questions agricoles. On voit les enjeux vitaux, de sécurité alimentaire, sur lesquels ces décisions se fondent.

Ali Laïdi

Le ministère de l'Agriculture en France a été rebaptisé «... et de la Souveraineté alimentaire». Y a-t-il une vraie volonté de retour à un certain protectionnisme dans le domaine agricole?

Il y a clairement un retour à la souveraineté et au protectionnisme sur le secteur agricole. Les premières résurgences d'un certain protectionnisme datent de la crise financière de 2008 mais la tendance s'est accentuée au moment du Covid et des crises qui ont suivi. Il y a eu un resserrement des exportations et des importations : une enquête de l'International Food Policy Research Institute d'avril 2022 a montré que, quelques mois après le début de la guerre en Ukraine, près de 17% des calories mondiales avaient été touchées par les mesures de protection de l'économie dans un certain nombre de pays.

Dès que la situation mondiale se tend, le retour au protectionnisme se fait prioritairement sur les questions agricoles. On voit les enjeux vitaux, de sécurité alimentaire, sur lesquels ces décisions se fondent. L'exemple typique, c'est l'Inde, grand producteur mondial de céréales qui avait promis d'exporter plusieurs millions de tonnes de blé et a finalement renoncé. Elle a également récemment stoppé ses exportations de riz, ce qui aura des conséquences sur la sécurité alimentaire de l'Afrique. Le Burkina Faso, la Turquie, l'Égypte ou encore la Côte d'Ivoire avaient pris dès le lendemain de l'attaque russe des mesures de restriction des exportations agricoles.

Aucune mesure protectionniste n'a en revanche été adoptée en France. Nous sommes de gros exportateurs de céréales et une partie de l'Afrique compte sur notre blé et notre farine. Il n'y a pas eu non plus de mesure forte prise en Europe pour protéger les exportations et les importations du secteur agricole. Bruxelles aurait pu prendre prétexte de tous ces bouleversements géopolitiques pour repenser toute sa politique commerciale, de libre-échange, mais l'Union européenne a continué à ne s'intéresser qu'à la signature de traités de libre-échange sans apporter de preuve fondamentale de l'utilité de ces derniers. Il y a une absence de réflexion sur l'état de l'agriculture européenne aujourd'hui, sur ses atouts, ses faiblesses, ses besoins pour fournir une alimentation saine, durable et cohérente avec les objectifs de transition écologique et énergétique. Il est grand temps de faire l'état de ce dont nous disposons avant de repartir à la conquête de nouveaux traités de libre-échange.

L'Union européenne avait évoqué une forme de protectionnisme écologique avec sa taxe carbone...

Oui mais elle n'avance pas. Elle se trouve en phase de test depuis octobre 2023 et ne devrait pas concerner directement l'agriculture. De plus, elle déclenche des protestations des partenaires de l'Europe mais aussi des inquiétudes de la part des industriels européens qui craignent de payer plus cher leurs importations.

L'agriculture a pu faire depuis longtemps l'objet de mesures protectionnistes, on pense aux lois Méline notamment. Est-ce un secteur qui doit échapper dans une certaine mesure au libre-échange?

C'est historiquement le secteur qui a été le plus protégé depuis l'Antiquité : les Grecs et les Romains avaient des institutions pour réguler le marché des grains et des blés. Et, à l'inverse, le libre-échangisme britannique est né à partir de l'abolition des fameuses Corn laws, les lois qui protégeaient le marché des céréales au XIXe siècle. Dans l'histoire longue, l'agriculture est le secteur le plus protégé et également le plus soutenu. Dans toutes les études de l'OCDE et du FMI, on constate que c'est le secteur qui reçoit le plus de subventions de la part des États.

La question agricole révèle tous les défauts du système parce qu'elle revêt un enjeu vital : on ne parle pas d'accès aux derniers smartphones, on parle de la condition de subsistance des êtres humains.

Ali Laïdi

Et en même temps cela ne suffit pas pour que les agriculteurs vivent de leur travail... Diriez-vous que l'agriculture, fondamentalement, ne peut pas être soumise aux règles du marché «libre et non faussé»? Tant aux États-Unis qu'en Europe, l'interventionnisme dans le domaine agricole est très important. Car les *Farm bills* américaines – lois très protectrices – ressemblent à la politique agricole commune mise en œuvre à partir de 1962 en Europe. Ce système existe depuis des décennies et on en revient toujours à la même question d'un revenu décent pour les agriculteurs. Cela montre qu'il y a un souci sur l'ensemble de notre modèle économique, et pas seulement le modèle économique agricole. Il n'est pas normal qu'un secteur entier ne vive que de subventions. Pour que l'agriculture fonctionne selon les lois du marché, il faudrait que le prix des produits soit fixé selon l'offre et la demande et selon le coût de revient pour l'agriculteur. Mais cela impliquerait que le consommateur achète au vrai prix. Or tout est faussé à cause des subventions.

Il faut donc se demander, de façon plus globale, pourquoi le consommateur n'a pas un pouvoir d'achat qui lui permettrait d'acheter des produits au juste prix pour le producteur. Les agriculteurs le disent : ils n'arrivent pas à vendre leurs bons produits parce que les gens achètent de mauvais produits, dont la plupart sont importés. Il faut donc revenir à l'essentiel : de vrais salaires qui permettent aux gens d'acheter des produits agricoles au vrai prix. Il faut se poser cette question, autrement nous sommes condamnés à tourner en rond. La question agricole révèle tous les défauts du système parce qu'elle revêt un enjeu vital : on ne parle pas d'accès aux derniers smartphones, on parle de la condition de subsistance des êtres humains.

30 January (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/politique/article/2024/01/30/jordan-bardella-profite-de-la-colere-des-agriculteurs-pour-lancer-une-offensive-contre-l-ecologie-punitiv_6213835_823448.html

Jordan Bardella profite de la colère des agriculteurs pour lancer une offensive contre l'« écologie punitive »

La tête de liste Rassemblement national aux élections européennes du 9 juin affiche un soutien indéfectible aux agriculteurs. Une manière de mobiliser sa base sur deux clivages porteurs : les élites contre le peuple, les urbains contre les ruraux.

Par [Clément Guillou](#) et [Corentin Lesueur](#)

Publié aujourd'hui à 09h08, modifié à 09h55



Jordan Bardella, le président du Rassemblement national, visite une exploitation bovine en compagnie de son propriétaire, à Queyrac (Gironde), le 20 janvier 2024. UGO AMEZ POUR « LE MONDE »

« Les gens qui écrivent ces textes ne vous ont jamais vus, ils ne sont jamais allés sur un chalutier ! », s'exclame [Jordan Bardella](#). Lui n'a jamais écrit de normes, mais il est là, mardi 23 janvier, au [port de pêche de Lorient-Keroman](#) (Morbihan), devant un fileyeur interdit de mer durant un mois : le Conseil d'Etat, saisi par des organisations de défense de l'environnement, a ordonné le maintien à quai de la moitié des bateaux lorientais pour réduire les captures accidentelles de cétacés. Le gouvernement les indemniserait, mais les virements se font souvent attendre.

Une profession en détresse à trois heures de TGV : le président du Rassemblement national (RN), accueilli par une trentaine de pêcheurs et le double de manifestants antifascistes, boit du petit-lait. « Ici, vous avez toute la panoplie : la tyrannie des ONG, le gouvernement des juges et l'Europe [qui n'est pas intervenue dans cette décision] ! » Jordan Bardella opine du chef à toutes ces colères et désigne les responsables. Les organisations non gouvernementales, « ces emmerdeurs professionnels », et « ils ». « Ils », ce sont les gouvernants, à Paris et à Bruxelles.

« On a le sentiment qu'[ils ne veulent plus de pêche et d'agriculture](#). Tout est fait contre la souveraineté alimentaire. Vous vous battez contre les mêmes ! », insiste Jordan Bardella sur le pont d'un chalutier et devant un mur de micros. Intarissable sur l'agriculture, le président du RN est moins loquace sur les difficultés de la pêche et n'avance aucune solution, comme l'admet David Le Quintrec, son guide sur le port de Lorient, un électeur libre que les instances représentatives tiennent à distance. Mais beaucoup de pêcheurs constatent qu'il a été le seul responsable politique d'envergure à venir les voir, quand le gouvernement n'a plus de secrétaire d'Etat à la mer.

Viticulteurs jusqu'au-boutistes

Trois jours plus tôt, le président du RN avait chaussé des bottes immaculées pour blâmer les mêmes élites dans une ferme du Médoc. Ces derniers jours, beaucoup de députés Rassemblement national se sont pressés sur les barrages établis par les agriculteurs, [affichant un soutien indéfectible](#). Et les trois députés RN de l'Aude se sont gardés de condamner les violences commises par les viticulteurs locaux, connus pour leur jusqu'au-boutisme, et ont fièrement posé devant une pancarte insultante et misogyne posée sur un tracteur.

Dimanche 28 janvier, Marine Le Pen s'est finalement rendue dans une exploitation de Radinghem-en-Weppes (Nord) pour dénoncer à son tour les accords de libre-échange signés par l'Union européenne, et les normes environnementales.

Pour le parti d'extrême droite, le mouvement de colère des agriculteurs constitue une rampe de lancement idéale pour la campagne [des élections européennes du 9 juin](#). Depuis plusieurs mois, Jordan Bardella a l'intention de faire de l'« [écologie punitive](#) », comme il désigne les normes restrictives adoptées en France et en Europe pour restaurer la biodiversité et réduire les émissions de CO2, un axe central de sa campagne. Pour l'accompagner, le groupe RN à l'Assemblée nationale envisage de demander la création d'une commission d'enquête sur les normes environnementales, dans le but avoué de prouver que « ces mesures ne luttent pas contre le réchauffement climatique ni [pour] la biodiversité, et ont un impact terrible sur l'économie », comme le formule son directeur de campagne, le député de Moselle Alexandre Loubet.

Avec ce thème, la tête de liste lepéniste, nettement premier dans les sondages, pense pouvoir intéresser les Français aux enjeux européens, attiser la colère qui mobilise sa base et associer deux clivages porteurs : les élites contre le peuple, les urbains contre les ruraux. « La paysannerie sous-entend trois dimensions, cadre Nicolas Lebourg, historien à l'université de Montpellier. L'espace de la ruralité, secteur essentiel de progression de l'extrême droite ; l'imaginaire d'une "France d'avant", qui serait "la vraie" et aurait été détruite par la modernité ; et un imaginaire du travail, celui qui a structuré le sarkozysme dont on se dispute l'héritage. » En remettant en question le savoir écologique, en dénonçant les experts, le RN se conforme à la tradition national-populiste, pour qui « les élites sont parasites et le pays doit être mené par un dialogue direct entre le chef et le peuple ».

« Effacer nos agriculteurs »

L'argumentaire lepéniste s'accompagne parfois de sous-entendus complotistes, telle cette sortie de Sébastien Chenu, vice-président RN de l'Assemblée nationale, dimanche 28 janvier dans « Le Grand Jury » sur RTL : « On veut effacer nos agriculteurs, et derrière eux la ruralité. (...) Ceux qui embêtent une certaine société. » Voudrait-on sciemment les faire disparaître ? Oui, répond-il, car « cela ne correspond pas à leur modèle de société qui ne se satisfait pas de gens qui sont indépendants et enracinés ».

Le député du Pas-de-Calais connaît pourtant la complexité des mécanismes qui, s'additionnant les uns aux autres, ont conduit à la colère agricole : il était chef de cabinet adjoint de Christine Lagarde entre 2005 et 2007, lorsque celle-ci, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, négociait au nom de la France à l'Organisation mondiale du commerce. Paris visait un meilleur accès aux pays développés et émergents pour son industrie et ses services, en échange d'une baisse de ses droits de douane... sur les produits agricoles.

A la différence de ses alliés au Parlement européen, le RN s'est opposé avec constance aux accords de libre-échange, qu'il désigne comme les principaux responsables des ennuis des agriculteurs, avec les normes environnementales. Interrogé sur le bénéfice que plusieurs filières agricoles françaises tirent des accords de libre-échange, le député européen RN Gilles Lebreton répond qu'il « n'est pas du tout évident que la France y gagne tant que ça : les vins et spiritueux, on les vendra toujours grâce à leur qualité, les céréales également, car ce sont des produits de première nécessité. En revanche, les fruits et légumes et les viandes sont des filières perdantes, qui sont déjà en difficulté et dont on aggrave le cas ».

« Décroissance agricole »

La stratégie européenne [« De la ferme à la fourchette »](#), pas encore mise en application, est aussi tenue pour responsable. Ce texte, qui vise notamment à réduire l'utilisation de pesticides, de fertilisants et d'antibiotiques

dans l'élevage, dans un souci de protection de la santé et de l'environnement, fait courir le risque d'une baisse des rendements agricoles. S'appuyant sur l'interprétation par le lobby de l'agro-industrie européenne de deux études d'impact, le RN assure que la production agricole du continent baissera de 10 % à 20 % d'ici à 2030. Cette possible conséquence – contestée par d'autres lectures de ces études – est présentée par l'extrême droite comme un objectif de la Commission. « C'est une décroissance agricole assumée », déclare Gilles Lebreton.

Le parti, à l'exception de son député Jean-Philippe Tanguy, est très discret, en revanche, sur le partage de la valeur et la responsabilité des industriels de l'agroalimentaire et de la grande distribution, dans un moment où il tente de se rapprocher des cercles économiques. Dans une lettre aux agriculteurs publiée lundi 29 janvier, Jordan Bardella n'aborde jamais cette question, pourtant jugée cruciale, par les éleveurs notamment. Nulle mention, non plus, des conséquences du changement climatique sur l'activité des agriculteurs.

Signe que la complexité des sujets agricoles n'est plus forcément prioritaire au RN, l'expert maison en la matière, Gilles Lebreton, n'a pas été reconduit sur la liste des prochaines élections européennes et n'est pas sollicité par le parti dans la crise actuelle. En privé, Jordan Bardella juge ce professeur d'université trop « ennuyeux ».

30 January (Atlantico)

[Agriculture, santé, éducation... : la France, malade de ses coûts administratifs | Atlantico.fr](#)

POIDS DE L'ETAT

Agriculture, santé, éducation... : la France, malade de ses coûts administratifs

Malgré des dépenses publiques pharamineuses, nos capacités en matière de santé, d'éducation ou d'agriculture laissent très largement à désirer.



La dépense publique, en France, représente plus de 58% du PIB.

[Denis Payre](#) et [Marc de Basquiat](#)

Atlantico : La dépense publique, en France, représente plus de 58% du PIB. Le déficit public français est d'ailleurs estimé à 4,9% de notre PIB et la dette de la nation s'élève à plus de 3 000 milliards d'euros. Pourtant, nos capacités en matière de santé, d'éducation ou d'agriculture laissent très largement à désirer, en témoignent plusieurs crises récentes. Comment expliquer cette situation ?

Denis Payre : La France affiche une dépense publique très élevée ainsi que des prélèvements obligatoires extrêmement hauts. En la matière, nous détenons d'ailleurs le record mondial, puisque ces derniers s'élèvent à plus de 45 points de PIB. L'Hexagone, d'une façon générale, est régulièrement en tête du podium mondial du côté de la dépense publique et des prélèvements obligatoires. Et pourtant, cela ne suffit pas à couvrir l'intégralité des frais de l'Etat, ce qui implique donc que nous faisons face à un déficit récurrent dont nous allons bientôt fêter les 50 ans.

Malgré toutes ces dépenses, il apparaît évident que notre service public n'est pas au niveau. C'est un phénomène que l'on observe en détail depuis peu, sauf dans l'éducation où l'on connaît le caractère médiocre du service depuis longtemps déjà. Du reste, nous manquons d'arguments pour quantifier l'ampleur du problème dans les autres services publics, quand bien même certains (dont je fais partie) ont pu critiquer et dénoncer la surimposition et la sur-administration depuis des années. Désormais, il devient difficile de nier que cela touche tous les domaines, y compris le régalién, en témoigne le très faible taux de réalisation des OQTF en France, comparativement à l'argent investi dedans et à nos voisins européens. Dans les bonnes années, la France met à exécution 10% de ses OQTF, quand l'Allemagne ou l'Espagne arrive à 40 ou à 50%.

Nous avons, c'est certain, un problème d'efficacité de la dépense. Il se manifeste dans tous les domaines, de l'éducation au régalién en passant par la santé, notamment. Il est de plus en plus documenté et, dans certains cas, les statistiques sont inquiétantes. La mortalité infantile, par exemple, est un taux surveillé par les économistes, notamment parce qu'il s'agit de l'indice numéro 1 pour identifier la progression des pays en développement. En France, on assiste à une hausse de la mortalité infantile. Dans un pays, rappelons-le, qui a l'une des dépenses de santé les plus élevées du monde. Onze points de PIB sont dédiés, en France, ainsi qu'en Allemagne, aux dépenses de santé. Pourtant, 25% des services d'urgence étaient fermés à Noël et la presse relatait récemment les témoignages de soignants confrontés à la mort de patients parce que personne ne les a pris en charge.

Ce n'est pas un problème de moyen. C'est essentiel de le dire et de le répéter. Longtemps, les syndicats et les personnels concernés ont affirmé que ce n'était qu'un problème de moyens. C'est faux, indéniablement, à l'exception peut-être du secteur de la Justice dans lequel la France est en retard par rapport au reste des nations de l'Union européenne. Dans tous les autres domaines, nous faisons partie de ceux qui dépensent le plus quand nous ne sommes pas simplement les plus dépensiers.

C'est donc un problème de gestion de ces moyens, de management de la dépense publique et de management des équipes.

Marc de Basquiat : Tout gestionnaire – public ou privé – lit ces chiffres avec effarement. Aucune entreprise ne subsisterait en perdant 3% à 5% de son chiffre d'affaires pendant des décennies, sauf à attirer des investisseurs (plus ou moins avisés) pariant avec optimisme sur l'avenir. Ceux-ci confient leur épargne à des entrepreneurs dont ils pensent que leur projet leur servira un jour de juteux dividendes ou l'opportunité de céder leurs parts avec une belle plus-value.

De tels raisonnements n'ont évidemment pas cours dans le secteur public. Les 1.258 milliards d'euros collectés par les impôts, les taxes et diverses cotisations ne parviennent pas à financer une dépense publique qui a encore dépassé en 2022 le niveau astronomique de 1.536 milliards d'euros (58% du PIB).

On s'est tellement habitué à entendre ces chiffres, pudiquement formulés en pourcentages, qu'il est nécessaire de mettre en regard la masse des salaires nets du secteur privé : environ 700 milliards d'euros, seulement, moins de la moitié de la dépense publique ! Réalisons-nous à quel point l'économie française est massivement administrée ?

Vous me demandez pourquoi une telle masse financière ne parvient pas à fournir des services publics de qualité. Par expérience et par analyse, on peut répondre facilement : parce que la performance d'une organisation résulte plus des efforts qu'elle développe pour répondre à ses marchés et dépasser ses concurrents que de la masse de milliards qui lui sont accordés. Il semble bien, c'est la thèse centrale des théoriciens ordolibéraux qui ont rendu possible le miracle économique allemand d'après-guerre (Eucken, Röpke, Rüstow...), que la concurrence soit une condition indispensable à la performance de toute organisation.

Je ne connais pas d'expérience qui me fasse douter de la justesse de ce principe. Le spectacle affligeant des services publics « à la française » nous offre plutôt une amère confirmation de la folie qui nous fait persévérer dans des erreurs aussi funestes.

Peut-on dire de la France qu'elle est malade de ses coûts administratifs ? Quelles sont les conséquences concrètes pour le contribuable et les Français de façon générale ?

Marc de Basquiat : Dans la plupart des entreprises, il est logique de fermer des activités devenues non performantes, non rentables, dépassées par la concurrence. Le secteur public français tient ses missions (monopolistiques) de droit quasi divin. Lorsqu'une structure privée s'avise de le concurrencer, la modestie et la discrétion sont préconisées, ce que ne semblait pas avoir totalement compris notre ministre de l'éducation nationalisée. Le système ne manque pas de parades pour dissimuler ses lacunes et de moyens coercitifs pour remettre les fortes têtes dans le rang.

Le niveau des prélèvements obligatoires est totalement déraisonnable, c'est une évidence. Mais ce n'est malheureusement que la conséquence d'une performance médiocre due essentiellement à la non-concurrence et à l'absence de choix alternatifs pour les citoyens-consommateurs.

Denis Payre : Indéniablement, la France est malade de ses coûts administratifs. On observe aujourd'hui, et de façon assez évidente, que les domaines dans lesquels il y a le plus de divergence avec les autres pays ce sont les « back-office » et, d'une façon générale, les systèmes centraux administratifs. L'OCDE dévoilait à ce sujet des statistiques particulièrement remarquables : dans les hôpitaux, par exemple, on a 34 personnes sur 100 qui ne traitent pas les malades. Dans le reste des pays de l'OCDE, la moyenne s'établit à 24%. On fait donc face à un écart de 10 points. C'est conséquent, d'autant qu'il faut bien réaliser que ce chiffre ne correspond qu'à une moyenne. Dès lors, il est mécanique que dans certains établissements français, plus de 34% du personnel ne s'occupe pas des patients. Notons également qu'il existe des hôpitaux publics comme il existe des hôpitaux

privés et que les deux sont gérés selon des principes très différents, notamment en matière de management. Ce qui est certain, ce que l'on observe une hyperinflation des coûts administratifs dans le secteur de la santé... comme dans tous les autres. Ces services administratifs pléthoriques créent des normes excessives qui démotivent tout le monde à commencer par les salariés en première ligne dans les hôpitaux publics et dans tous les services publics. Ils sont souvent remarquables de dévouement malgré tout et tiennent souvent à bout de bras ces services publics.

Il y a quelques années, le think tank Thomas More comparait les coûts administratifs de la France et de l'Allemagne, notamment du côté de l'éducation. On apprenait alors que le salaire des enseignants représentait 83% des dépenses allemandes, tandis que le back-office – les structures administratives – représentait 17%. En France, ce qui n'a jamais été démenti par l'Education nationale ensuite, l'étude révélait que ces chiffres s'élevaient respectivement à 41,5% pour le salaire de nos enseignants et donc 58,5% pour les autres dépenses. La majorité des moyens engagés ne concernaient donc pas directement l'éducation. Ils estimaient que les coûts de structure en Allemagne représentaient 19,9 milliards d'euros de plus qu'en France.

Il y a clairement un problème de coûts administratifs, lequel est de toute évidence lié à des principes de management très particuliers. L'efficacité n'est pas là, les coûts explosent et impactent l'efficacité des équipes et leur motivation. On constate une incapacité à attirer. Il est devenu très difficile de recruter et de fidéliser des enseignants, des infirmiers, des sages-femmes, les premières lignes donc.

Comment sont contrôlés les coûts, par exemple dans le secteur de la santé ? Partons sur le cas des consommables, qui constituent un vrai problème en raison du coulage auquel sont confrontés tous les hôpitaux. Dans le secteur privé, il y a généralement un chef de service, qui sera la personne la plus proche de l'action et qui est responsable de la gestion des dits-consommables. Il ou elle choisira alors de responsabiliser quelqu'un dans son équipe, qui devra donc surveiller l'accès au consommable et lui donnera peut-être une prime si l'objectif est bien rempli. Dans le public, ce n'est pas du tout la même approche : le contrôleur est un individu issu des ARS, qui travaille à des kilomètres du problème qu'il lui faut théoriquement gérer et qui est donc dans l'incapacité absolue de s'assurer de l'efficacité des procédures. Il n'y existe pas de processus de subsidiarité, notamment parce que celui-ci est très mal perçu. C'est de là, d'ailleurs, que naît l'inflation administrative. Le secteur public doit composer avec des équipes ARS qui ne font preuve d'aucune efficacité dans le contrôle de la dépense et des responsables de services qui n'ont en réalité pas de responsabilité. C'est l'exact inverse de ce qu'il faudrait faire.

Au final, tout le monde y perd et tout le monde est mécontent : le citoyen est mécontent parce que le service est de plus en plus mauvais. Le contribuable, lui, tire la tête parce que le tout coûte de plus en plus cher. L'employé, de son côté, est mécontent parce qu'il est maltraité, mal payé et finit donc par s'en aller. Il est nécessaire de réinventer le management de la fonction publique, et tout particulièrement des grands services publics que sont la santé ou l'éducation.

Où va l'argent investi, tant dans les soins que dans l'éducation ou l'agriculture par exemple ? Que peut-on dire du coût des back-office de ces secteurs et comment, éventuellement, renverser la vapeur ?

Denis Payre : Nous avons eu l'occasion de parler des services administratifs pléthoriques. D'une façon générale, je soulignerais cependant que, parmi les causes des grandes inefficacités dans dépense publique, figure un profond manque d'exigence assez généralisé. On a beaucoup de droits pour nettement moins de devoirs et cela commence à se voir. Heureusement, cela commence aussi à changer ; en témoigne l'exemple récent de l'attribution du RSA avec désormais des contreparties, notamment. On commence aussi à regarder la situation d'individus qui touchent des retraites alors qu'ils sont décédés depuis longtemps... Mais il reste beaucoup à faire dans ce domaine aussi...

Force est de constater que, des années durant, on a estimé que la dépense sociale relevait de l'ordre du sacré, qu'il était inenvisageable d'en discuter, de chercher à l'optimiser et plus encore de la réduire. Le sujet a été sanctuarisé sans que l'on puisse se préoccuper une seule seconde des légitimes problématiques d'efficacité. C'est précisément pour cela que la France présente la dépense sociale la plus élevée du monde, en plus de sa dépense publique elle aussi record. Saviez-vous que la dépense sociale représente 32 points de PIB, en France ? C'est cinq à six points de plus que la plupart de nos voisins de l'eurozone, dont le modèle n'est pourtant pas si

différent du nôtre. Il faut arrêter de penser qu'il s'agit nécessairement d'enfers sociaux : nous dépensons (bien) davantage pour des résultats objectivement moins bons. Dès lors, il est clair qu'il faut effectivement se demander où va l'argent. Fort heureusement, c'est un débat que l'on commence à ouvrir.

Pour ce qui est de renverser la vapeur, je pense qu'il faut commencer par parler de ces questions et ne plus rester dans le déni. Il est important que ce sujet devienne un des thèmes du débat public, de rappeler les chiffres et de pointer du doigt les vérités incontestables de ces sujets. En somme, il faut pousser à la réflexion et montrer qu'il ne s'agit pas, rappelons-le, d'un problème de moyens. A cet égard, je suis assez optimiste : le personnel de ces administrations réalisent bien qu'ils ne parviennent plus à recruter parce que ces emplois ne sont plus attractifs et pas uniquement pour des questions de rémunération mais aussi d'organisation et de management. Je suis certain qu'ils comprennent bien, également, que cela ne peut durer de la sorte, au risque sinon de mal se terminer. Nous risquons des réactions violentes de la population comme avec la révolte des agriculteurs, mais aussi la mise sous tutelle des finances du pays, laquelle s'accompagnera alors par l'exigence d'une baisse radicale de la dépense, qui peut s'avérer très violente comme cela a été le cas en Grèce. Or, pour en côtoyer un certain nombre, j'ai toutes les raisons de penser que nos fonctionnaires et nos acteurs publics, sont habités par un réel sens de l'Etat et qu'ils sont prêts à bouger face à des vérités incontestables. Il nous faudra alors imaginer des solutions ensemble dans le dialogue en faisant remonter les solutions du terrain le plus près possible de l'action, avec une approche de type cercles de qualité et en remettant de la liberté mais aussi de la responsabilité au plus près de l'action. Le cas de la gestion de la ville de Cannes, dont David Lisnard est le maire, pourrait servir d'exemple à suivre.

Marc de Basquiat : En l'absence de concurrence, la sanction de la non-performance ne peut être qu'un acte managérial, ce qui nécessite discernement et courage. Ces deux qualités coûtent cher : soit elles existent dans une organisation, avec des agents et des équipes qui assument ces rôles, soit elles sont absentes et la dégradation est continue.

La concurrence a une vertu pédagogique inégalable. Quelle erreur de s'en priver ! La France présente une opportunité de progrès considérable dans un vaste programme de privatisation de ses services publics.

Que dire du poids des prélèvements obligatoires en France ? Quel rôle jouent-ils dans le déficit de qualité de nos services publics ?

Denis Payre : Le rôle des prélèvements obligatoires dans le déficit de qualité de nos services publics n'est pas nécessairement direct. En revanche, ils pèsent très clairement sur la performance de notre économie et constituent indéniablement l'une des raisons de l'effondrement de notre système agricole, nos coûts sont justes plus élevés, on y retrouve tous nos surcoûts administratifs et notre suradministration. Le poids des réglementations est aussi à prendre en compte, en la matière. Le cas des produits agricoles est très parlant : nous poussons l'exigence de qualité très loin, ce qui veut dire qu'elles sont chères à produire, mais une fois sur le marché il est difficile de les différencier des autres produits concurrents. Nous n'avons pas choisi de promouvoir ce facteur différenciant en développant par exemple un label France à l'international ; alors même que nos produits répondent à des gages de qualité supérieurs à ceux de tout ou partie du reste de l'Europe. En France, nous n'autorisons que 309 substances actives, quand l'Union européenne en valide 454, par exemple. Nos agriculteurs ont donc moins d'outils en matière de productivité, ce qui rend leur production moins compétitive... sauf à la vendre comme un produit de meilleure gamme, ce qui n'est pas fait. L'autre solution est bien sûr est aussi de cesser enfin réellement les surtranspositions de directives Européennes en matière agricole.

Quid, pour finir, de l'idéologie qui gouverne à tout ou partie des choix qui nous ont amené là ? Particulièrement quand l'on sait que d'aucuns affirment que les industriels et les supermarchés se gavent, du côté de l'agriculture notamment, alors que le problème vient bien davantage de l'Etat ?

Denis Payre : Je pense effectivement que la France est confrontée à la conviction que l'Etat doit s'occuper de tout, un étatisme culturel. En tout cas, il y a clairement un déni presque complet sur l'essentiel des points que nous venons d'aborder, alors même qu'il s'agit d'éléments parfaitement factuels. Il n'est pas très compliqué de vérifier le montant des prélèvements obligatoires en France, le poids de la dépense publique associée à la santé et celui des services administratifs dans les comparaisons internationales... : ce sont des données chiffrées, quantifiées, objectives.

L'Etat, c'est vrai, détruit une partie du pays de part sa sur-administration et sa surfiscalité. Cela ne veut pas dire que les dirigeants de partis politiques, les journalistes et tous ceux qui défendent le contraire ne soient pas convaincus que l'Etat est la solution, que tout doit passer par lui. Ils ne veulent pas remettre en question son fonctionnement et, souvent, rejettent catégoriquement toute solution qui permettrait d'évoluer, de sortir du borbier. Une solution, pour améliorer la qualité des services publics et leur coût, c'est faire appel à davantage d'acteurs du privé. Ce n'est pas une solution miracle, bien évidemment, mais nous avons déjà un service de santé qui repose en partie sur des acteurs privés, avec d'un côté des hôpitaux à but lucratif et d'autres à but non lucratif. Dans les hôpitaux privés, le service est plutôt meilleur, sinon nettement meilleur, que dans les établissements publics.

Soyons clairs : il ne s'agit pas de dire que le privé est la solution absolue. Il faut aussi que l'Etat sache bien acheter, ce qui n'est pas simple. Il doit aussi pouvoir contrôler avec une très grande exigence sur la qualité du service rendu, ce qu'il ne fait pas toujours avec efficacité du côté des Ehpad, par exemple.

Si nous voulons nous en sortir, il faut davantage de subsidiarité dans les services qui resteront du ressort de l'Etat et s'éloigner des solutions qui consistent systématiquement à engager davantage de dépense qui ne résolvent rien dans la durée. Il faudra organiser un grand débat national sur ces sujets, réinventer le management public et accepter de revenir sur un certain nombre de tabous paralysant en ayant un seul objectif en tête, l'efficacité du service rendu au meilleur coût pour la collectivité. Pour mettre en œuvre la subsidiarité, il faut envisager des salaires au mérite par exemple à tous les niveaux des services publics et une progression au mérite. Il faut cesser de considérer que le secteur privé c'est forcément le mal absolu. Sans ce débat, rien de tout cela ne peut avoir lieu.

Marc de Basquiat : L'idéologie dominante est bien connue. Elle fustige les profits privés et célèbre le mythe d'une propriété collective parée de toutes les vertus. La faillite française provient de cet égalitarisme qui a peu d'équivalents dans le monde. Le ressentiment en est le ressort : on préfère la médiocrité commune au déshonneur d'une position inférieure.

Les agriculteurs se plaignent de l'avalanche de normes qui les contraignent au quotidien. Tant que des dizaines voire des centaines d'agences publiques occuperont leur journée à inventer des dispositifs, obligations et contrôles, les acteurs de terrain auront le sentiment amer d'une dépossession de leur métier. Les coopératives agricoles privées ont été créées tout au long du vingtième siècle pour aider les producteurs à rentabiliser leurs investissements et négocier ensemble leurs débouchés. Les systèmes d'aides financés par l'Europe ont en partie pris le pas sur ces arrangements locaux. Tout ceci contribue à fragiliser la position économique de nombreux exploitants.

30 January (Atlantico)

[Agriculture/Environnement : le match perdant-perdant de l'écologie politique | Atlantico.fr](#)

LES VERTS MONTRÉS DU DOIGT

Agriculture/Environnement : le match perdant-perdant de l'écologie politique

L'écologie politique est en train de fragiliser bon nombre de secteurs, à commencer par celui de l'agriculture.



L'écologie politique vise-t-elle à détruire l'économie européenne ? ©Bertrand GUAY / AFP

[Samuel Furfari](#), [Alexandre Baumann](#) et [Fabien Bouglé](#)

Atlantico : N'assiste-t-on pas avec la crise de l'agriculture et au regard des arguments des militants écologistes à l'impasse de [l'écologisme politique](#) ?

Samuel Furfari : Le plan vert à l'échelle de l'Europe a été une erreur, une grave erreur. Je regrette que les médias fassent croire que la crise des agriculteurs est liée à quelques centimes d'euros en plus sur le prix du lait ou sur la taxation du diesel. La réalité est que tout cela arrive à cause du pacte vert pour l'Europe.

L'écologie punitive que nous avons prédite est là pour de bon. Si nous voulons sauver l'Union européenne, nous devons d'urgence abandonner l'écologisme et revenir à la protection de l'environnement, qui sont deux choses différentes. L'écologisme ce n'est pas la protection de l'environnement, c'est le contrôle de la vie au travers des émissions de CO2.

Quelles ont été les politiques et réglementations prises en France comme en Europe sous l'influence des écologistes et les principaux problèmes que cela a généré ?

Samuel Furfari : Le pacte vert pour l'Europe a en réalité été influencé par l'idéologie de Greenpeace. Au sein de la Commission européenne, le chef de cabinet de Frans Timmermans, l'ancien Commissaire européen à l'Action pour le climat, est un membre de Greenpeace. L'écologie politique est donc au cœur du plan vert européen. Ce pacte vert commence à détruire tout ce qui amenait de la prospérité au sein de l'Europe : la prospérité alimentaire, la prospérité économique (via l'automobile, l'industrie chimique) et la prospérité énergétique. Sans ces prospérités il n'y a tout simplement plus de prospérité sociétale.

Pour mettre en œuvre le Pacte vert, il faut légiférer, imposer des normes. 14 réglementations pour planter et tailler des haies. Les députés européens aiment les normes, car cela leur donne du travail. Tout, absolument tout, est contrôlé. Ils imposent aux agriculteurs les dates des semis ! Ils ont créé l'Union soviétique de Bruxelles-Strasbourg.

Alexandre Baumann : Le grand échec de l'écologie politique a été le sabordage du nucléaire, non seulement en France, mais surtout en Allemagne, en Belgique et aussi en Autriche. Cela a entraîné des conséquences dramatiques. Le recul du nucléaire en Europe est le drame principal qui a fait le plus de morts car avec moins

de nucléaire, cela entraîne un recours plus grand au charbon. Il y a vraiment une forte équivalence à ce niveau-là.

Parmi les erreurs de l'écologie politique figure aussi le rejet des OGM. Plusieurs études ont mis en évidence le fait que les OGM ont un intérêt important pour la production de nourriture. De nombreuses études montrent que les agriculteurs, même de pays comme l'Inde, gagnent plus d'argent, produisent plus en utilisant moins de pesticides en utilisant des OGM BT [qui produisent un insecticide naturel]. On peut aussi penser au riz doré, qui sauverait la vie de milliers d'enfants chaque année. Le refus des OGM est aussi un échec sanitaire et environnemental terrible.

Fabien Bouglé : J'ai pu constater, au travers de la politique énergétique, que l'ensemble des actions réalisées par les écologistes avaient pour objectif la destruction de l'économie européenne et de son agriculture. Ils revendiquent l'application de la décroissance en Europe et en France. La politique énergétique est la face émergée de l'iceberg. Ces opérations visent à détruire la compétitivité européenne, son industrie, son agriculture au profit de l'économie américaine. De nombreux mouvements écologistes intervenant en Europe vont au final servir l'économie américaine en détruisant la compétitivité agricole, industrielle et énergétique de l'Europe.

L'écologie politique n'est-elle pas responsable des monstrueuses émissions de CO₂, de l'effondrement de l'industrie après une transition ratée, du recul du nucléaire et d'une part importante de la responsabilité du prix de l'électricité ou de la folie normative environnementale ?

Samuel Furfari : L'Allemagne et la multitude d'ONG écologistes dont Greenpeace ont influencé l'Union européenne. L'objectif d'origine était d'abattre le nucléaire. François Hollande a dansé comme l'Allemagne sifflait et a promis de réduire le nucléaire sous le poids des écologistes au gouvernement. Emmanuel Macron, lui aussi converti à l'écologisme, n'a pas eu le courage de s'opposer à ce projet à l'époque et a décidé de fermer Fessenheim pour faire plaisir aux Allemands. Emmanuel Macron s'est rendu compte qu'il s'agissait d'une erreur et a décidé de relancer le programme nucléaire. Cette erreur a été commise à la suite de l'influence allemande, de Greenpeace et d'autres écologistes à Bruxelles et Strasbourg. Il faudrait que le président français ait le courage de faire ce qu'il a fait pour le nucléaire avec le pacte vert : le mettre à la poubelle.

Le Pacte vert a conduit à des augmentations du prix de l'énergie. L'augmentation du prix de l'électricité en Europe a commencé en 2008. La production d'électricité la plus chère, les énergies renouvelables, a été imposée. Depuis que la production d'énergie renouvelable a été imposée, le prix de l'électricité a augmenté en Europe. Cela n'a rien à voir avec l'Ukraine et avec le gaz russe. Tous les chiffres d'Eurostat montrent bien que c'est en 2008 que le prix de l'électricité a commencé à monter lorsque l'obligation de la production d'énergie renouvelable a débuté, à la demande d'Angela Merkel. En 2006, la chancelière allemande avait demandé à José Manuel Barroso, le président de la Commission européenne de l'époque, d'établir une feuille de route pour favoriser la production d'énergie renouvelable pour faire plaisir à ses partenaires de gouvernement. Depuis cette période, les pays de l'UE subissent ce diktat allemand qui pénalise tout le monde sauf ceux dans les pays d'Europe centrale et orientale qui ne souhaitent pas se plier aux normes et au passage aux énergies renouvelables.

Je rappelle la couleuvre qu'ont dû avaler l'UE et les écologistes lors de la dernière COP, car à Dubaï il a été décidé que les énergies fossiles ont un bel avenir et que l'UE va rester seule à vouloir réduire les émissions mondiales de CO₂, commentant ainsi un suicide économique. L'avenir de l'énergie, ce ne sont pas les énergies renouvelables, mais celle conventionnelles : fossiles, nucléaire et hydroélectricité. Le contraire du Pacte vert !

Fabien Bouglé : Incontestablement, l'imprégnation politique des prétendus écologistes et leur alliance avec des mouvements de gauche depuis ces 20 dernières années ont eu des effets absolument délétères sur les systèmes énergétiques européens sous prétexte de lutte pour le climat. Cette stratégie était à l'œuvre en France via l'affaiblissement du système énergétique français avec la fermeture de Superphénix puis de Fessenheim. Cela a conduit à une déstabilisation de notre système électrique et à une explosion du coût de l'électricité due à l'émergence des énergies intermittentes. En Allemagne, l'action des Grünen avec le SPD a conduit à l'Energiewende, à la transition énergétique qui a été un fiasco complet et la Cour fédérale des finances en Allemagne avait alerté sur le risque majeur d'une explosion du prix de l'électricité et des coupures d'électricité. C'est exactement ce qui s'est passé. Cette alliance rouge - vert a conduit à une explosion des émissions de gaz à

effet de serre, puisque l'Allemagne est aujourd'hui obligée d'utiliser du charbon pour compenser l'intermittence des énergies renouvelables. Ce que nous vivons dans le domaine énergétique est identique à ce qui se déroule dans le domaine de l'agriculture, dans le domaine industriel et dans le domaine économique. Nous sommes en train d'assister, avec cette crise majeure de l'agriculture, aux conséquences de la logique décroissante. Le vrai visage de la décroissance apparaît au grand jour. Les écologistes sont, par leur action politique en lien avec certains partis politiques dits progressistes, responsables de la destruction de notre système économique.

La mobilisation des agriculteurs va-t-elle permettre de réduire l'influence de l'écologie politique et de ses dérives ?

Samuel Furfari : Il faut le souhaiter. Mais pour que cela advienne, la parole doit se libérer et la vérité doit triompher. Les médias et les « écolos de tous les partis » ont tenté de nous faire croire que les tracteurs allemands ont envahi Berlin à cause du prix du diesel agricole, puis que le prix du lait est trop bas de quelques centimes, et maintenant ce serait pour s'opposer aux négociations avec le Mercosur. Tout cela est vrai, mais ce n'est que la partie émergée de l'iceberg. Lorsque le parti BBB a vu le jour l'année dernière aux Pays-Bas, c'est parce que les agriculteurs devaient abattre un tiers de leur bétail pour « sauver la planète ». De même, en Irlande, le gouvernement a exigé l'abattage des moutons pour se conformer au Pacte vert. Il faut oser dire et reconnaître que la mobilisation des agriculteurs est le pacte vert.

Ce plan vert européen massacre tout sur son passage législatif. Les conséquences sont visibles en Allemagne. Le pays est maintenant en récession après être allé trop loin avec l'application du pacte vert. Les agriculteurs subissent d'énormes contraintes pour faire du bio alors que le reste du monde ne s'y intéresse pas. Obliger de consommer du bio dans les cantines de l'école ne va qu'augmenter le désastre.

Les écologistes de tous les partis ont cru que, grâce aux efforts menés dans le domaine de l'environnement, le monde entier allait suivre notre modèle. Or, cela n'a pas été le cas. L'Europe reste isolée avec ce modèle prétendument vert par rapport au reste de la planète. Les mesures normatives excédentaires ne changent rien à la planète, mais elles nous pénalisent et vont détruire notre souveraineté alimentaire. Nous devons remercier les agriculteurs de nous révéler l'avenir noir du plan vert. Ce ne sont pas les terres qu'ils faut mettre en jachère, mais la législation européenne.

Les illusions, les contradictions et les impasses de l'écologie politique ne provoquent-elles pas une explosion d'exaspération et une prise de conscience ? La grande prise de conscience commence-t-elle enfin face aux ravages de l'écologie politique ?

Samuel Furfari : Si les agriculteurs ont un capital de sympathie énorme dans cette situation que nous vivons, c'est parce que la population a compris le danger du pacte vert européen. Les premiers à l'avoir compris, ce sont les Néerlandais et les Allemands. Maintenant, c'est au tour des Français et des Belges. Le vert est destructeur et coûte cher. Lorsque ce Pacte vert a été présenté, j'avais écrit — dans les médias qui voulaient bien me permettre de le dire comme Atlantico — à quel point ce surplus de législation créait une écologie punitive qui mécontenterait le grand public, mais aussi les agriculteurs. J'avais écrit que l'on passerait des gilets verts aux salopettes vertes. Malgré le fait que nous étions nombreux dans chaque État membre à alerter, aucun politicien ne nous a prêté attention, ils étaient tous devenus verts.

Face à l'évidence de la crise, les politiciens se rejettent la faute. Ce sont « les écologistes de tous les partis » qui sont coupables. Ils ont tous succombé au rêve vert, car la Commission européenne infiltrée par les ONG vertes et dirigée par l'Allemagne verte a fait miroiter les aspects positifs en cachant la réalité de la catastrophe annoncée. Les naïfs de Strasbourg ont suivi comme un seul homme. Ce serait bien qu'Atlantico diffuse les noms des députés européens qui ont voté le pacte vert et l'on verrait que ce sont les « écolos de tous les partis » qui ont imposé une écologie outrancière. J'insiste pour dire que cela n'a plus rien à voir avec la protection légitime et souhaitable de l'environnement.

Contrôler le carbone impose des normes et des méthodes qui sont contraignantes et qui finissent par contrôler la vie des gens, en particulier des agriculteurs. Les Français se rendent compte qu'ils vont tout payer plus cher, y compris le chauffage, soi-disant pour sauver la planète. La population réagit parce qu'elle a compris que les agriculteurs ont raison.

D'ici aux élections européennes du 9 juin, toute la population doit comprendre qu'elle a été dupée par l'écologie politique et par le pacte vert européen. Depuis que l'UE dit qu'il faut sauver la planète, les émissions mondiales de CO2 ont augmenté de 62 %.

Par ailleurs, le poids insupportable de la bureaucratie et des contrôles chez les agriculteurs est la conséquence des subventions. Dans tous les domaines, il y a des fraudeurs de sorte que plus il y a de subventions, plus il faut contrôler. C'est un cercle infernal. Il me semble que j'ai entendu la Coordination rurale oser dire qu'il faut diminuer les aides, cela permettra d'avoir des produits qui ne sont plus ou moins subventionnés. Les Européens pourraient alors choisir entre des produits européens de qualité ou de mauvais produits qui viennent d'ailleurs. On entrerait dans un cercle vertueux. Ceux qui ont compris que la qualité dépend du prix mangeraient européen. Mais si l'on met fin à l'écologie punitive, cela ne durerait qu'un temps, car si la prospérité revient dans l'UE comme par le passé, tout le monde finira par manger européen.

En effet, la réalité au sein de l'Union européenne était bien différente par le passé. Elle avait pour vocation d'apporter de la croissance et de la prospérité avec un minimum de règles. Mais le traité de Maastricht a créé une inflation législative qui a permis — notamment — d'imposer l'écologisme comme contrôleur de la vie des gens. Pour s'en sortir, il faut mettre un frein à l'écologie politique et à l'influence des écologistes de Strasbourg qui ambitionne de contrôler le monde. Le monde veut la prospérité, les écologistes de tous les partis veulent le contrôle de la vie. Je termine en rappelant la phrase de Richard Lindzen, éminent climatologue du MIT : « Si vous contrôlez le carbone [c'est-à-dire les émissions de CO₂ comme veulent le faire les écolos de tous les partis], vous contrôlez la vie ».

Fabien Bouglé : Il y a déjà eu un aperçu de cette grande crise identitaire européenne à travers l'écologie punitive. Mais cela a pris une autre dimension avec l'effondrement de notre système énergétique et la démocratisation des véhicules électriques. Il s'agit d'une vaste hypocrisie écologique car ce sont les mêmes qui, sous prétexte de politique écologique, développent des politiques qui amènent une pollution encore pire. La fermeture de Fessenheim a incité l'Allemagne à déployer plus de centrales à charbon alors que Fessenheim était décarbonée et que les trois réacteurs nucléaires qui ont été arrêtés en avril 2023 étaient décarbonés. L'arrêt des centrales nucléaires décarbonées a été programmé et des centrales à charbon extrêmement polluantes ont été relancées.

Nous assistons à l'extrême contradiction de l'écologie politique qui vise à détruire l'économie européenne. Sous couvert de protection de l'environnement, l'écologie politique est en fait parmi les plus grandes sources de pollution de la planète tout en étant destructrice d'activité.

Alexandre Baumann : La révolte agricole actuelle traduit l'exaspération et l'absence de perspectives des agriculteurs. Ils ont le sentiment de se faire grignoter leurs marges et leurs revenus sans raison. Sur ce point, voir la [vidéo de David Forge](#). Elle est pédagogique, claire, vraiment très bien faite.

Je ne sais pas s'il y a une vraie prise de conscience. Le vrai problème de l'écologie politique est que les citoyens ne comprennent pas que l'écologie politique est avant tout [un marché, une niche entrepreneuriale](#). Il est important de voir ce phénomène à travers le prisme du marketing. Cela n'est pas un phénomène isolé. Cela doit amener les Français à s'interroger sur ce qu'ils sont prêts à sacrifier pour penser avoir une opinion politique légitime.

Le vrai problème que met en évidence la crise agricole aujourd'hui est un problème moral, un problème lié à un individualisme consumériste débridé qui n'hésite pas à sacrifier un pan de la population pour croire les discours pseudo-écologistes. Une myriade de rétributions morales et souvent sociales viennent avec cette croyance dans la pseudo écologie, cette croyance qui est pour moi complice.

30 January (The Economist)

[Is UNRWA complicit or unlucky? \(economist.com\)](https://www.economist.com)

The United Nations and Gaza

Is UNRWA complicit or unlucky?

Alleged participation in terrorism by UN staff threatens aid flows to Palestinians



image: epa

Jan 29th 2024

The United Nations Relief and Works Agency (unrwa) is almost as old as the conflict between the Israelis and Palestinians. And it has often found itself at its heart. Hundreds of thousands of Palestinians have sought safety in its schools and compounds during the war between Israel and Hamas in Gaza. And more than 150 of the agency's staff are among the 26,000 people who have been killed.

The agency is now in crisis. On Friday January 26th Israel said it had evidence that at least a dozen of the organisation's 13,000 staff members based in Gaza were involved in Hamas's assault on Israel on October 7th. In response more than ten governments, including those of America and Germany—its two largest funders—have announced that they are freezing donations. It is unclear exactly how much cash is being withheld and how long the freeze will last. But unrwa says that without the money it will be forced to cease operations at the end of February.

Some of the evidence for Israel's allegations came from interrogations of Palestinians captured during and after the Hamas attack. Israeli officials said that intelligence was also gained from computers and documents that Israeli troops have found in Gaza. Israel said that unrwa ids were found on the bodies of some of the Palestinian militants killed in Israel. Phone intercepts place other employees inside Israel at the time of the attacks. Those implicated are accused of participating in the abduction of a woman, distributing grenades, and helping bring the body of a dead Israeli soldier back to Gaza.

Philippe Lazzarini, the head of unrwa, sacked nine of them. At least one has been confirmed dead. What has happened to the other two is unclear. On January 26th Mr Lazzarini said that he had decided to "launch an investigation in order to establish the truth without delay". On January 28th the United Nations itself said there would be an investigation by the un's Office of Internal Oversight Services.

Whether this satisfies the agency's critics or some donors remains to be seen. On January 29th the European Union demanded a separate audit of unrwa by eu-appointed external experts into whether its control systems are capable of preventing "the possible involvement of its staff in terrorist activities", and also asked for a review of all unrwa staff to confirm that they did not participate in terrorist attacks.

This is not the first controversy to beset unrwa. In 2017 the head of one of its schools was fired shortly after being elected to the Hamas politburo. Israel has long said the organisation's school textbooks incite hatred

against Jews; an investigation by America's State Department in 2019 found "anti-Israel bias" in just 3% of them. unrwa has admitted in the past to finding Hamas weapons stored in its schools. The Trump administration suspended funding in 2018, saying the organisation was fundamentally misguided. Joe Biden, the current American president, restored it in 2021.

unrwa is markedly different from other un bodies. It was founded in the aftermath of Israel's war of independence in 1948 to care for the 700,000 Palestinians displaced from their homes (in its first four years it also helped Jewish refugees displaced in the same war). It now caters to the almost 6m descendants of those Palestinians and operates in Gaza and the West Bank as well in Jordan, Lebanon and Syria. It is the only un agency that serves a specific group of refugees in a specific geographical area. Some of the controversy over it stems from the broadness of its definition of a refugee. The 1951 refugee convention defines one as a person who is actually "fleeing conflict and persecution". unrwa, by contrast, deems as refugees the descendants of all those whose "normal place of residence" was historic Palestine between June 1st 1946 and May 15th 1948 before being displaced.

As a result unrwa's position is politically sensitive. Israeli officials have long thought of shutting it down. They accuse it of needlessly perpetuating the refugee status of Palestinians and preventing their integration into their host countries. To many Israelis unrwa's very title sustains the idea that the Palestinian refugees might one day return to their old homes in Israel, a right that Israel does not recognise; its prospect would undermine the Jewish nature of the state. For Palestinians, unrwa's perpetuation of their refugee status keeps alive the idea that they might one day return to the homes they fled in 1948.

unrwa is also a lifeline for millions, especially in Gaza and especially during the current war. It is the backbone of humanitarian logistics in the strip. Much of the aid going into Gaza, wherever it comes from, is distributed by unrwa's lorries, warehouses and staff. Its collapse would make the humanitarian crisis far worse and create longer-term problems too. unrwa is a major employer in Gaza; the vast majority of its 13,000 staff are local. If the organisation went under, another outfit would have to take on its work. As a un official in Jerusalem puts it: "You can cut all the funding in the world, but it isn't going to make the Palestinians disappear."

It is hardly surprising that some members of an organisation that has been embedded in Gaza so deeply and for so long have links to Hamas. But that defence of unrwa in turn raises difficult questions about whether it is sufficiently neutral, transparent and accountable. unrwa is probably essential in the short term in order to avoid an even deeper humanitarian crisis in Gaza. Whether it should be an essential part of Gaza's long-term future is far less clear. ■

30 January (NZZ)

[Die UNRWA bleibt Teil des Problems im Nahen Osten \(nzz.ch\)](https://www.nzz.ch)

KOMMENTAR

Die UNRWA bleibt Teil des Problems im Nahen Osten – sie gehört ersetzt

Das Uno-Flüchtlingswerk für Palästinenser zeigt sich nicht reformfähig und zementiert den Status quo des Nahostkonflikts. Es braucht neue Ansätze.

[The UNRWA remains part of the problem in the Middle East – it needs to be replaced The UN Refugee Agency for Palestinians is not capable of reform and solidifies the status quo of the Middle East conflict. New approaches are needed.]

Peter Rásonyi

30.01.2024, 05.32 Uhr 4 min



Das Flüchtlingshilfswerk der Uno versorgt die Bevölkerung im Gazastreifen und macht der Hamas die Organisation des Terrors leichter. Ibraheem Abu Mustafa / Reuters

Das Uno-Hilfswerk für die Palästinenser UNRWA sei Teil des Problems und ein Hindernis für Frieden im Nahen Osten. Mit dieser Aussage in einem Interview hat der damals frischgebackene Schweizer Aussenminister Ignazio Cassis 2018 bis weit über die Landesgrenzen hinaus für Aufsehen gesorgt. Zwar musste Cassis später zurückkriechen und die weitere Finanzierung der Agentur durch Millionenbeiträge aus der Schweiz im Namen des Bundesrats mittragen. Doch die Analyse gilt heute genau gleich wie damals.

Das Thema und die Zitate von Cassis sind dieses Wochenende wieder durch einen auf israelischen Geheimdienstinformationen basierenden Bericht an die Oberfläche gespült worden. Dieser dokumentiert 12 Fälle von UNRWA-Mitarbeitern im Gazastreifen, darunter sieben Lehrer, die angeblich am Überfall der Hamas auf Israel vom 7. Oktober beteiligt waren.

Zudem sollen laut dem Bericht 23 Prozent der männlichen UNRWA-Mitarbeiter Verbindungen zur Hamas pflegen, rund 50 Prozent mehr als im Durchschnitt der Bevölkerung von Gaza. Die Vorwürfe haben am Wochenende eine Welle der Empörung ausgelöst und zahlreiche Länder, darunter die grossen Geldgeber USA und Deutschland, zur vorübergehenden Einstellung ihrer Zahlungen an die UNRWA (United Nations Relief and Works Agency) veranlasst.

Immer dasselbe: Beschwichtigen und Weitermachen

Der Schweizer Generalsekretär Philippe Lazzarini hat sofort getan, was die Chefs der UNRWA immer tun: Er [beteuerte](#), es handle sich um bedauerliche Einzelfälle. Dafür könne nicht eine ganze Organisation mit 30 000 Mitarbeitern verantwortlich gemacht werden; deren Hilfe werde dringend gebraucht.

Genau diese Reaktion ist einer von zwei Gründen, weshalb die Kritiker der UNRWA recht haben: Die Organisation ist offenkundig nicht in der Lage, systemische Fehler anzuerkennen und auszumerzen. Sie ist so eingenommen von ihrer eigenen Unersetzlichkeit, dass sie sich gegen Kritik immunisiert. Denn die Vorwürfe und Indizien sind seit Jahrzehnten immer dieselben, und nichts scheint sich zu ändern: Die UNRWA ist Teil des ideologischen Raums, in dem sie operiert. Daraus folgen regelmässig Vorwürfe über einseitige Geschichts- und Lehrbücher und die Indoktrination von Schülern durch UNRWA-Lehrer bis hin zur Unterstützung von Terroranschlägen. Es sind immer Einzelfälle, aber sie hören nie auf.

Das komplett zu vermeiden, wäre auch schwierig. Die UNRWA rekrutiert ihre Mitarbeiter primär unter palästinensischen Einwohnern ihres Einsatzgebietes. Dass sich darunter auch [Sympathisanten](#) von Extremismus und Antisemitismus befinden, ist angesichts von deren grosser Zahl nicht auszuschliessen. Da nützen auch Tests bei der Rekrutierung und Ausbildungsmassnahmen nur beschränkt. Indem die Organisation diese systemische Schwäche abstreitet, macht sie sich unglaubwürdig.

Alle richten sich im Konflikt ein

Das zweite Problem ist das grundlegendere: Die Präsenz der UNRWA im Nahen Osten ist zwar lebenswichtig geworden für mittlerweile 5 Millionen Palästinenser in der Region, für die sie Unterkünfte, Lebensmittel, Ausbildung und teilweise auch Arbeitsplätze liefert. Genau damit trägt sie zur dauerhaften Zementierung des Konflikts statt zu dessen Lösung bei.

Es ist sehr bequem für die Konfliktparteien von der Hamas über die arabischen Nachbarn bis zu Israel, wenn sich die UNRWA um die Lebensgrundlagen der Bevölkerung kümmert. So entsteht viel Spielraum für Korruption und Selbstbereicherung innerhalb der palästinensischen Autonomiebehörde im Westjordanland. Und so konnte sich die in Gaza regierende Hamas in aller Ruhe um den Bau von Waffenfabriken und Verteidigungsanlagen kümmern statt um den Aufbau einer leistungsfähigen Wirtschaft.

Tausende von auf Israel abgefeuerten Raketen, die atemraubenden Tunnelanlagen unter Gazas Boden und der minuziös geplante Terroranschlag vom 7. Oktober zeugen davon. Die UNRWA-Flüchtlingslager halten seit über 70 Jahren die politische Illusion am Leben, die bei der Staatsgründung Israels vertriebenen Palästinenser bzw. deren Nachfahren könnten je zurückkehren – ein Zustand, der vor allem politischen Druck auf Israel ausüben soll.

Die Nachbarländer Jordanien und Libanon werden von der Notwendigkeit entlastet, eine dauerhafte Lösung für die in Flüchtlingslagern lebenden Palästinenser zu suchen. Aber auch für Israel ist die UNRWA letztlich bequem: Man kann sich ständig über sie beklagen, ist aber gleichzeitig froh, dass sie die soziale Lage im Westjordanland und in Gaza stabilisiert. Sie übernimmt staatliche Aufgaben in den besetzten Gebieten und verringert so die Notwendigkeit, einen palästinensischen Staat aufzubauen, den Netanyahus Israel verhindern will. Für die wichtigsten Parteien, die sich für eine Friedenslösung einbringen müssten, wird durch die UNRWA der Status quo tragbar gemacht.

Es braucht mehr Selbstverantwortung im Nahen Osten

Im Moment ist Nothilfe im Gazastreifen ein Gebot der Humanität. Die UNRWA und ihre logistischen Fähigkeiten werden dort kurzfristig gebraucht. Deshalb sollten ihr die dafür nötigen Mittel zur Verfügung gestellt werden. Doch sobald die Waffen in Gaza schweigen, sollte die Staatengemeinschaft über eine Nachfolgelösung für die UNRWA nachdenken.

Die Organisation hat sich als unfähig erwiesen, die von ihr selbst definierten Standards der Neutralität und Unbestechlichkeit zu garantieren. Zudem entlastet sie die am Konflikt beteiligten Parteien vom Zwang, Verantwortung zu übernehmen und sich für nachhaltige politische, soziale und wirtschaftliche Lösungen in der Region einzusetzen. Dezentralisierung, Selbstverantwortung und Realitätssinn sind Stichworte, welche die künftige Not- und Aufbauhilfe im Nahen Osten prägen sollten.

30 January (The Jerusalem Post)

[Are Palestinians holding anti-Hamas protests across the Gaza Strip? - The Jerusalem Post \(jpost.com\)](https://www.jpost.com)

Are Palestinians holding anti-Hamas protests across the Gaza Strip?

Viral videos have circulated lately on social media portraying what appears to be spontaneous demonstrations of Gazans in evacuation areas against the war, and possibly even against Hamas.

By OHAD MERLIN

JANUARY 29, 2024 14:34 Updated: JANUARY 29, 2024 19:40



An Israeli tank stands amid the rubble as Palestinians flee Khan Yunis on January 27, 2024(photo credit: REUTERS/IBRAHEEM ABU MUSTAFA)

The current influx of videos started with a low-quality clip that was seemingly filmed during nighttime sometime last week, presumably from an area of evacuees in the southern part of the Gaza Strip, where crowds could be heard chanting: “The people want Hamas’s downfall!”

However, the low quality, bad visibility, and exceptionally rare message conveyed by the masses led some to discard it as “fabricated Zionist propaganda.”

Nevertheless, similar videos increasingly began surfacing, and these were far more difficult to refute.

The next piece of footage published five days ago among Gazan groups, and further propagated by IDF Spokesman in Arabic, Avichay Adraee, showed a spontaneous demonstration comprised mainly of children in one of the evacuee centers in the southern Gaza Strip, where demonstrators chanted: “We want to go back to back Beit Lahia, we want to go back to Shati, we want to go back to Jabalya!” All of the areas mentioned are neighborhoods located in the largely evacuated northern part of the Gaza Strip.

One sign held during this spontaneous demonstration drew special attention, as it read, “Yes to handing over the prisoners,” clearly referring to the 136 Israeli hostages held by Hamas and other terrorist factions in the Gaza Strip. The sign stirred up a virtual storm, with many showing their disdain towards the message, and leading some to suggest that it referred in fact to the release of Palestinian prisoners from Israeli jails – ignoring the clear formulation of “handing over” prisoners, rather than “releasing” them.

Several commenters tried to discard the message, claiming it was meaningless, that the event was led by children who can barely read and write. Still, others remarked that they should not be judged by outsiders who do not go through what they had to endure so far.

However, this was not the only video of a grassroots demonstration. A second video soon sprung up, portraying another spontaneous rally of evacuees marching with white flags and empty water jugs chanting, “We want peace, we want peace!” In a Palestinian chat group, one participant responded to a comment which asked, “Who exactly do they want to make peace with?” by replying that “these people suffer so much that they would make peace with Satan to stop their suffering.”

Then came a third video, which was also promoted by Adraee, portrayed a gathering of hundreds of Khan Yunis citizens on their way to a southern humanitarian area, presumably shouting in this case as well, “The people want Hamas’s downfall!”

And then a fourth one appeared, showing Gazan citizens, including women and children, marching with white flags and calling, “The people want a ceasefire,” as well as “Oh Netanyahu and Sinwar – enough with destruction and war!”

Such direct appeals to the Hamas leader in Gaza Yahya Sinwar, which may be perceived as overt criticism, as well as a subtle comparison between him and the Israeli prime minister, are rare and possibly even dangerous under the totalitarian Hamas regime.

Indeed, demonstrations such as these are a rare sight – with messages directly criticizing the Hamas government being even rarer, due to social taboos, legal measures, and harsh restrictions on media coverage. For example, in 2019, a series of grassroots demonstrations took place in Gaza under the slogan ‘Bidna N’eesh’ (‘We want to live’) regarding the harsh economic situation under the Hamas administration, but these were quickly and brutally quashed by Hamas, who also expectedly alleged that Israel incited them and accused participants of collaborating with the enemy.

In this context, several videos of citizens critical of Hamas or its armed military wing, the Izzadin al-Qassam Brigades, also appeared sporadically on social media since the start of the war, as Palestinians exploited live, unedited broadcasts to make their real views heard across the Arab world.

These appeals portrayed an elderly woman reprimanding a shocked anchor and accusing Hamas of stealing aid and bringing it underground for their own benefit; a young man shouting: “We want a ceasefire” behind a live press conference near one of the hospitals; evacuees marching southbound from their homes in the northern Gaza Strip cursing at Hamas and its leaders and wishing for Godly revenge for the perceived catastrophe Hamas wrought upon their own people; an elderly, injured man surprising his interviewer by accusing al-Qassam’s Brigades of hiding among civilians; a mother crying over her son, cursing at Hamas – all moments that were caught on camera, and can thereby be deemed genuine, especially as they were broadcasted on pro-Hamas mediums such as Al Jazeera.

Nevertheless, these bits and pieces are certainly not the entire picture. According to a poll conducted by renowned Palestinian pollster Khalil Shikaki in December, 57% of respondents from the Gaza Strip thought Hamas was right in launching the October 7 massacre; though it should be noted that this data was collected during the temporary ceasefire of that month, and that much has changed since then, especially in the southern part of the Gaza Strip. In addition, it is very uncommon to come across discourse criticizing Hamas on Gazan social media.

It should be noted that Hamas’s rule in Gaza is a totalitarian one. Freedom of expression is heavily restricted there; the very act of criticizing the movement and its armed wing can lead to serious, dangerous repercussions, including arrest and torture. For this reason, Gazan citizens’ views towards the Hamas leadership and its military wing will remain a conundrum, at least as long as Hamas continues to rule the Gaza Strip with an iron fist.

30 January (NZZ)

[Gaza: Social Media ist das neue globale Schlachtfeld – wer aber gewinnt? \(nzz.ch\)](https://www.nzz.ch/gaza-social-media-ist-das-neue-globale-schlachtfeld-wer-aber-gewinnt-1.1648488)

GASTKOMMENTAR

Viral ist im Krieg besser als wahr – wie Social Media in Gaza zu einem entscheidenden Schlachtfeld wird

Seit dem Angriff auf Israel führt die Hamas einen «Krieg der Likes». Die israelische Armee antwortet mit Blackouts und Löschanträgen. Der Propagandakrieg der Zukunft wird gerade Realität.

[Viral is better than true in war – how Social Media becomes a decisive battleground in Gaza

Since the attack on Israel, Hamas has been waging a "war of likes." The Israeli army responds with blackouts and deletion requests. The propaganda war of the future is becoming a reality.]

Peter W. Singer und Emerson T. Brooking

29.01.2024, 05.30 Uhr 5 min



Social Media spielt im Gaza-Krieg eine grössere Rolle als je zuvor. Frau und Kinder an Smartphones in Nablus, 8. März 2023. Raneen Sawafta / Reuters

Als Hamas-Kämpfer am frühen Morgen des 7. Oktober die Grenze zu Israel überwand, dauerte es nur Minuten, bis Bilder von Greueln Social Media fluteten. Online eröffnete die Terrororganisation umgehend eine zweite Front, und innert kürzester Zeit wurden die auf wenige Quadratkilometer beschränkten Bodenkämpfe zu einem globalen Informationskrieg.

Seither ringen beide Seiten auf Facebook, Instagram, X, Tiktok, Youtube, Telegram und Co. um Aufmerksamkeit und Sympathie. Die digitalen Fronten zwischen den Parteien haben sich dabei aufs Äusserste verhärtet – zugleich verschmelzen die physischen und digitalen Schlachtfelder zusehends.

In den Kriegen der Gegenwart wird fast jedes Ereignis vor Ort durch Smartphones und Kameras aufgezeichnet und mit der Weltöffentlichkeit geteilt. Die dadurch ausgelösten Debatten prägen die öffentliche Meinung mit und beeinflussen selbst diplomatische und militärische Entscheidungen.

Allerdings handelt es sich dabei nicht um einen Cyberkrieg im herkömmlichen Sinn. Während dort gegnerische Netzwerk gehackt werden, kann man neu von einem «Krieg der Likes» sprechen. Ziel ist, in die Köpfe der Menschen vorzudringen. Auf Social Media soll eine Sicht der Dinge viral gehen.

Militärisches Neuland

Viele Streitkräfte haben die wachsende Bedeutung des Informationsraums erkannt; für die neue Gefechtszone werden allerdings ganz unterschiedliche Namen verwendet. Iran rüstet für den «weichen Krieg», China spricht von «kognitiver Kriegsführung», in den Vereinigten Staaten ist umständlich von «Operationen im

Informationsumfeld» die Rede (Operations in the Information Environment). Den unterschiedlichen Bezeichnungen ist die Einsicht gemeinsam, dass Informationen digital als Waffen eingesetzt werden können. Dabei treten immer wieder ähnliche Muster auf, sei es im Ukraine-Krieg oder beim Konflikt im Sudan.

Erstens entsteht ein Wettbewerb der Narrative, in dem durch eine Flut von einseitigen Nachrichten oder auch durch gezielte Falschmeldungen Empörung hervorgerufen wird. Zweitens wird versucht, die gegnerischen Darstellungen umzudeuten oder zu entkräften. Drittens versucht die eigentlich stärkere Seite – die online häufig ins Hintertreffen gerät –, den Gegner ganz vom Netz zu nehmen. Dazu werden konventionelle Mittel wie Luftüberlegenheit oder politische Einflussnahme verwendet.

Im Gaza-Krieg hat der Kampf im Informationsraum eine neue Intensität erreicht. Selbst Russlands Invasion in die Ukraine 2022 lieferte weniger Echtzeitdaten. Allerdings landete auch nie zuvor so viel Falschinformation so schnell im Internet – immer wieder werden schockierende Aufnahmen aus dem Kontext gerissen und möglichst breit gestreut. Infolgedessen lässt sich die Herkunft von Bildern und Videos in vielen Fällen kaum ermitteln.

Die starke Präsenz der Konflikte lässt sich nicht allein auf die Algorithmen zurückführen. Ungeachtet ihres Einflusses erreichen Posts ein grösseres Publikum, sobald sie Empörung hervorrufen. Studien weisen darauf hin, dass Inhalte auf Social-Media-Plattformen besonders oft geteilt werden, wenn sie auf Ungerechtigkeit hinzuweisen scheinen. Diese Tatsache kann sich in Zeiten des Krieges jeder zunutze machen.

Ungekanntes Ausmass

Im Wettbewerb der Narrative setzen gegnerische Parteien auf gezielte Beeinflussung, und Desinformation bildet dabei ein häufig benutztes Mittel. So versucht die Hamas im Gaza-Krieg am Bild einer starken israelischen Armee zu rütteln. Unmittelbar nach den Anschlägen vom 7. Oktober verbreiteten Sympathisanten der Terrorgruppe die Falschmeldung, hochrangige israelische Generäle seien gefangen genommen worden. Zudem verteidigten die Anhänger der Hamas die Massaker und wagten zu behaupten, die Streitkräfte des Feindes selbst hätten die Mehrzahl der Opfer auf dem Gewissen.

Verglichen mit der Hamas hat Israel schlechtere Karten im «Krieg der Likes». Allen Beteiligten ist klar, dass die Terrororganisation eine konventionelle militärische Konfrontation verliert – diesen Fakt hervorzuheben, bringt Israel keinerlei Vorteile. Das Land versucht stattdessen, die barbarischen Greuelthaten der Hamas in Erinnerung zu halten. Da deren Kämpfer einen Grossteil der Bilder und Videos jedoch selbst aufgenommen und hochgeladen haben, verbreiten beide Seiten gewissermassen dasselbe Material.

Israel hat indes aus dem verlorenen «Twitter-Krieg» von Ende 2008 bis Anfang 2009 gelernt. Während des damaligen Vorstosses in den Gazastreifen versuchte das israelische Militär, den Zugang herkömmlicher Medien zu kontrollieren. Die Streitkräfte ignorierten jedoch die Stimmung im Internet weitgehend. Als Berichte von getöteten Zivilisten im Verlauf der 22-tägigen Operation Schlagzeilen machten, wuchs der Druck auf Israel.

Staaten im Nachteil

Die digitalen Technologien scheinen nichtstaatlichen Akteuren einen asymmetrischen Vorteil zu verschaffen. Gerade Israel hat sich jedoch angepasst und seit 2008 Gegenstrategien entwickelt. Das Land spielt seine militärische Überlegenheit im gegenwärtigen Krieg aus und macht sich die eigenen logistischen Fähigkeiten zunutze.

Seit dem Angriff der Hamas haben die israelischen Streitkräfte das Kommunikationssystem des Gazastreifens immer wieder stillgelegt. Mobilfunkmasten wurden gezielt bombardiert, Stromunterbrüche durch Exportstopps liessen lokale Internetanbieter ausfallen. Ende Oktober verzeichnete das Gebiet noch zwanzig Prozent des vormaligen Online-Traffics. Während mancher Operationen und Vorstösse kappte Israel den Netzzugang gänzlich.

Die Blackout-Strategie ist nicht neu: Irakische und amerikanische Truppen setzten sowohl Cyberangriffe als auch herkömmliche Militärschläge ein, um IS-Kämpfer während der Schlacht um Mosul 2016 offline zu nehmen. In Mariupol unterbrach das russische Militär den ukrainischen Internetzugang 2022 so effektiv, dass Journalisten Speicherkarten aus der Stadt schmuggeln mussten.

Viral statt wahr

Im Gaza-Krieg ergreift Israel auch umfangreiche juristische und politische Mittel, um gegnerische Inhalte von Social-Media-Plattformen zu entfernen. Im ersten Monat der Kämpfe haben die Behörden des Landes um die 9500 Anträge an Meta, Tiktok, X, Google und andere Dienste gestellt.

Dabei ging es jeweils um das Löschen von Beiträgen, die nach Ansicht Israels den Terrorismus unterstützen. Einige dieser Posts enthielten Gewaltdarstellungen und verherrlichten die Hamas; andere kamen auf die Liste wegen eines Liedes, das mit der Organisation in Verbindung gebracht wird. Die Unternehmen gaben 94 Prozent der Gesuche statt.

Die digitalen Taktiken, die im Gaza-Krieg angewendet werden, haben Einfluss auf die Gestalt künftiger Konflikte. Eine wichtige Lehre ist, dass Tatsachen unter der Masse digitaler Inhalte begraben werden können. Viralität übertrumpft so Wahrheit.

Die Kämpfe in den Netzwerken lösen den konventionellen Krieg nicht ab. Der Informationsraum wird aber zu einem zentralen Faktor dafür, wie moderne Konflikte ausgetragen und gewonnen werden. Die Vorbereitungen dazu sind bereits im Gange.

China im Diskurswettbewerb

An chinesischen Militärakademien wird untersucht, wie die Volksbefreiungsarmee während eines grösseren Krieges im Bereich der «kognitiven Kriegsführung» die Oberhand gewinnen kann. Zu den wirksamen Taktiken gehört nach Ansicht der Forscher ein «Diskurswettbewerb», der die Emotionen eines globalen Publikums manipuliert. Die erwünschten Narrative müssen dazu gestreut und in entscheidenden Momenten verbreitet werden. Diese Strategien spiegeln das Vorgehen wider, das sich im gegenwärtigen Konflikt zwischen Israel und der Hamas beobachten lässt.

Noch vor nicht allzu langer Zeit war es möglich, Militäroperationen zu planen, ohne Vorkehrungen für Echtzeit-Reaktionen auf Social Media zu treffen. Am 7. Oktober 2023 wurde jeder Zweifel ausgeräumt, dass der digitale Informationsraum in modernen Konflikten eine zentrale Rolle spielt.

Peter W. Singer ist amerikanischer Politikwissenschaftler, Militärhistoriker und Professor an der Arizona State University.

Emerson T. Brooking ist Senior Resident Fellow beim Atlantic Council. Bis 2023 war er Berater im Verteidigungsdepartement der Vereinigten Staaten, Schwerpunkt Cyber-Strategie.

Dieser Artikel erschien im Original bei der Zeitschrift «Foreign Affairs». – Aus dem Amerikanischen von mml.

30 January (The Guardian)

[From Germany to Israel, it's 'the will of the people' v the rule of law. Which will win? | Paul Taylor | The Guardian](#)

From Germany to Israel, it's 'the will of the people' v the rule of law. Which will win?

[Paul Taylor](#)

In liberal democracies, populists are setting two core principles at odds – and putting freedom and human rights in danger

Tue 30 Jan 2024 08.00 CET



A protest against the Israeli government's plan to overhaul the judiciary in Tel Aviv, Israel, July 2023. Photograph: Jack Guez/AFP/Getty Images

The will of the people expressed in free elections and the rule of law upheld by independent courts are two of the pillars of a liberal democracy, or so we were taught at school. Yet these two core principles keep colliding in increasingly polarised societies from Washington to London, Paris to Berlin and Warsaw to Jerusalem, with populist politicians demanding that “the will of the people” override the constitution, treaties or the separation of powers.

It is vital for the long-term health of democracy that the judges prevail. If politicians are able to break or bend fundamental legal principles to suit the mood of the moment, the future of freedom and human rights is in danger.

In the United States, the supreme court [will soon rule](#) on whether Donald Trump should be allowed to run again for president after having encouraged and condoned the storming of the Capitol by his supporters on 6 January 2021 in a violent attempt to prevent Congress certifying the election of Joe Biden as his successor. Two states, [Colorado](#) and [Maine](#), have barred him from the ballot.

The [14th amendment](#) of the constitution, adopted right after the civil war, states that no person shall “hold any office, civil or military, under the United States, or under any State, who, having previously taken an oath (...) to support the Constitution of the United States, shall have engaged in insurrection or rebellion against the same, or given aid or comfort to the enemies thereof”.

If the court applies the constitution literally, it's hard to see how it can let Trump stand in November's election, even though he may not be found guilty by a court over the insurrection. However, to deny the runaway favourite for the Republican nomination a chance to regain the White House would ignite a firestorm of outrage among his supporters, and perhaps a wider sense of a denial of democracy.

Even some Trump-haters contend that it would be wiser for him to be defeated in an election than prevented by judges from running for office. The fact that the supreme court is dominated by conservative justices appointed by Trump and his Republican predecessors might not be enough to convince millions of Americans that they were robbed of a free vote.

The same kind of issue has arisen repeatedly in the UK, where the high court [ruled in 2016](#) that even after the Brexit referendum, the government still required the assent of parliament to give notice of Britain's intention to leave the European Union. The Daily Mail infamously branded those judges "[enemies of the people](#)". In 2019, the [supreme court overruled](#) Boris Johnson's proroguing of parliament, and more recently it [ruled unanimously](#) that Rwanda was not a safe country to send people seeking asylum in Britain. Each time, populist politicians denounced what they call "rule by judges" and vowed to find ways to limit their powers.

Of course, it is politically inconvenient when judges tell a government, or a parliament, that it is acting illegally or unconstitutionally, but it is an essential safeguard of our democracy that those rulings be respected and implemented faithfully.

While Britain lacks a written constitution and is governed by a mixture of laws and informal conventions, its courts are bound to uphold the [European Convention on Human Rights](#), to which the UK is a founding signatory, and the jurisprudence of the European court of human rights that derives from it.

In France, the constitutional council last week [struck down](#) substantial parts of an immigration law passed by parliament last month. Les sages (the wise persons) annulled more than a third of the measures, including provisions that would have obliged parliament to set annual immigration quotas, discriminated between French nationals and foreigners, and between working and non-working foreigners in entitlement to welfare benefits, and denied automatic citizenship to French-born children of foreign nationals.

Emmanuel Macron had referred the law to the council as soon as the conservative opposition forced his minority government to accept a severe toughening of its original bill, drawing charges of hypocrisy since his party voted for the legislation knowing that parts of it were likely to be ruled unconstitutional.

As expected, the council's ruling was denounced as a "[legal coup](#)" against the will of parliament and the people by mainstream conservative Republicans and Marine Le Pen's hard-right National Rally, who demanded that the constitution be changed to permit a referendum on immigration quotas. But [amending the constitution](#) is a lengthy process that requires both houses of parliament to adopt identical wording and then a three-fifths majority at a special congress of both houses. Don't hold your breath.

In Germany, the federal constitutional court [ruled last year](#) that the government's attempt to divert money left over in an off-budget special fund for Covid-19 recovery for investment in the country's green energy transition was unconstitutional. The ruling has left the chancellor, Olaf Scholz, with a massive hole in his budget that the government is struggling to fill.

The court decision has prompted the beginnings of a sensible debate on amending a [constitutional debt brake](#) enacted during the global financial crisis in 2009, which severely restricts budget deficits except in times of emergency. At least no one in Germany has branded the justices "enemies of the people" or demanded their heads on pikes.

In Israel, an attempt by Benjamin Netanyahu's hard-right government to curb the independent supreme court's right to interpret quasi-constitutional basic laws to overrule government decisions and appointments and to reject legislation passed by the single-chamber parliament caused [months of civil unrest](#) last year.

Netanyahu, who is on [trial on corruption charges](#) and seeks to exert political control over judicial appointments, argued that the will of the people should prevail over an unelected judiciary. Far-right members of his government contend that Jewish religious law should trump the basic law anyway. The supreme court this month overturned a law that would have prevented it using the principle of "[reasonableness](#)" to quash government decisions.

In Poland, a democratically elected nationalist government defied the EU to dismantle the independence of the judiciary by packing the constitutional court and prosecutors' offices with loyalists and creating a politically controlled body to discipline judges for their rulings. Now a pro-European government is trying to reverse the damage wrought by its predecessors, but faces accusations of violating the rule of law itself by ignoring the packed court's rulings.

30 January (FAZ)

[Bürgergeld oder Arbeit: Warum die Leistungsmotivation der Deutschen sinkt \(faz.net\)](#)

ALLENSBACH-UMFRAGE:

Die demotivierte Gesellschaft

Eine deutliche Mehrheit glaubt, dass die Leistungsbereitschaft in Deutschland sinkt. Die Schuld daran sehen viele bei den hohen Sozialleistungen. Vor allem in Mittel- und Unterschicht glauben viele nicht mehr, dass sich Arbeit lohnt.

[The Demotivated Society

Nearly three-quarters of the population believe that the basic income, at its current level, discourages many recipients from seeking employment. A significant majority believes that the willingness to work in Germany is decreasing. Many attribute this to the high social benefits. Especially in the middle and lower classes, many no longer believe that work is worthwhile.]

VON RENATE KÖCHER, INSTITUT FÜR DEMOSKOPIE ALLENSBACH

-AKTUALISIERT AM 25.01.2024-10:46



Deutschland gehört im internationalen Vergleich zu den Ländern mit den kürzesten Jahresarbeitszeiten, auch durch eine überdurchschnittlich hohe Teilzeitquote und viele Feiertage. Gleichzeitig werden die Arbeitsbedingungen und die Beziehungen zwischen Arbeitgebern und Arbeitnehmern von der großen Mehrheit als Stärke des Landes bewertet. Deutsche Arbeitnehmer sehen ihre Lage deutlich positiver als die in europäischen Nachbarstaaten wie Frankreich oder Italien; auch hat sich Bewertung ihrer Arbeitsbedingungen bei den Deutschen in den vergangenen zehn Jahre kontinuierlich verbessert. Wegen des Arbeitskräftemangels sind die Sorgen um die Sicherheit des eigenen Arbeitsplatzes zudem auf ein historisches Tief gefallen.

Trotz dieses Umfelds wachsen die Unzufriedenheit und der Eindruck, dass die Leistungsmotivation durch all diese Rahmenbedingungen nicht gestärkt, sondern schwächer wird. Gleichzeitig mit der Zufriedenheit über die Arbeitsbedingungen wächst der Eindruck, dass Leistungsmotivation zu den Schwächen des Landes zählt. Die Mehrheit ist überzeugt, dass die Bereitschaft, im Beruf Einsatz zu zeigen, in den vergangenen Jahren abgenommen habe: 55 Prozent haben diesen Eindruck, lediglich drei Prozent erleben eine zunehmende Einsatzbereitschaft, jeder Dritte empfindet die Situation als stabil. Überdurchschnittlich stark beobachten die schwächeren sozialen Schichten in ihrem Umfeld, dass die Einsatzbereitschaft im Beruf zurückgeht.

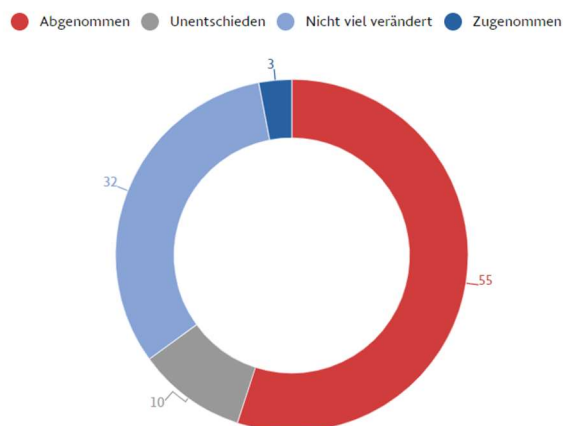
Besonders in den schwächeren sozialen Schichten ist mittlerweile auch die Überzeugung weit verbreitet, dass in Deutschland diejenigen, die sich anstrengen und viel arbeiten, die Dummen sind. In den schwächeren sozialen Schichten vertreten 67 Prozent diese Position, in der breiten Mittelschicht ebenfalls die Mehrheit; nur die höheren Schichten teilen diese Einschätzung mehrheitlich nicht.

Diskussionen über die Höhe des Bürgergelds

Dass sich insbesondere die einfachen sozialen Schichten derart kritisch äußern, hat ganz wesentlich mit dem Vergleich von Erwerbseinkommen und staatlicher Unterstützung zu tun. Die überwältigende Mehrheit der Bevölkerung hält den Abstand für zu gering; nur 14 Prozent äußern die Ansicht, er sei zu groß. Von denjenigen, die der Überzeugung sind, dass sich Leistung in Deutschland nicht lohnt, halten 88 Prozent den Abstand zwischen einem Arbeitseinkommen und der staatlichen Unterstützung für zu gering. Entsprechend ist die große Mehrheit der Bevölkerung der Auffassung, dass Bezieher niedriger Einkommen eigentlich irrational handeln, wenn sie arbeiten, statt von einem staatlichen Unterstützungseinkommen zu leben.

Arbeit und Leistung

Hat die Bereitschaft der Menschen, im Beruf großen Einsatz zu zeigen, in den letzten Jahren eher ab- oder zugenommen?
in Prozent



Grafik: ngou., swa. / Quelle: Institut für Demoskopie Allensbach

Vor diesem Hintergrund verfolgt die Bevölkerung aufmerksam die Debatten über das Bürgergeld. 72 Prozent sind überzeugt, dass dessen Höhe einen großen Einfluss darauf hat, wie intensiv sich Bürgergeldempfänger um Arbeit bemühen. Und annähernd drei Viertel der Bevölkerung glauben, dass das Bürgergeld in seiner derzeitigen Höhe viele Empfänger davon abhalte, sich eine reguläre Arbeit zu suchen. Lediglich 13 Prozent halten das für unwahrscheinlich. Dabei handelt es sich vor allem um Anhänger der Linken und der Grünen. Von den SPD-Anhängern halten 62 Prozent die Höhe des Bürgergeldes für ein Beschäftigungshindernis, von den Anhängern der Unionsparteien 80 Prozent.

Die überwältigende Mehrheit weiß, dass die staatliche Unterstützung mehr umfasst als nur das Bürgergeld, das für sich genommen sicher anders beurteilt würde als das Gesamtpaket der staatlichen Unterstützung. In der öffentlichen Diskussion wird häufig nur die konkrete Höhe des Bürgergeldes genannt; 81 Prozent der Bevölkerung wissen jedoch, dass der Staat für Bürgergeld-Empfänger darüber hinaus die Kosten für Miete und Heizung übernimmt. Dass Empfänger von Bürgergeld dadurch von steigenden Wohn- und Energiekosten weitaus weniger betroffen waren als Arbeitnehmer, war und ist in der erwerbstätigen Bevölkerung ein viel diskutiertes Thema – wie auch in den Kommunen, die aufgrund der Kostensteigerungen in diesem Bereich erhebliche Mehrbelastungen stemmen mussten.

Arbeit und Leistung

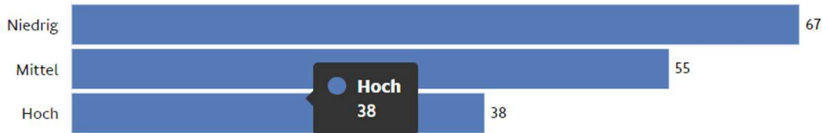
Ist in Deutschland der, der sich anstrengt und viel arbeitet, allmählich der Dumme?

(Antwort „Sehe das auch so“ in Prozent)

Zustimmung der Bevölkerung



Zustimmung nach sozioökonomischem Status



Grafik: ngou., swa. / Quelle: Institut für Demoskopie Allensbach

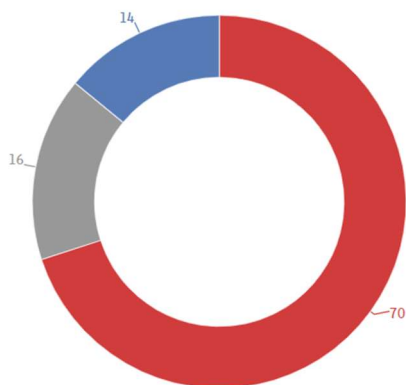
Der Landrat von Tübingen hat in einem Interview für seinen Landkreis die Fakten geschildert. Danach hat eine vierköpfige Familie mit zwei jugendlichen Kindern, in der beide Eltern arbeitslos sind, insgesamt einschließlich der Erstattung der Wohn-, Heiz- und Betriebskosten Anspruch auf 3.200 bis 3.500 Euro im Monat. Die überwältigende Mehrheit der Bevölkerung ist überzeugt, dass eine Familie damit gut auskommen kann, nur 16 Prozent sehen das anders. In den schwächeren sozialen Schichten sind 82 Prozent überzeugt, dass diese Leistungen ein gutes Auskommen sichern.

Nun wünscht die überwältigende Mehrheit einen leistungsfähigen Sozialstaat, der insbesondere auch die Existenz der Schwächeren absichert und verhindert, dass ein Teil der Bevölkerung materiell abgehängt wird. Dies ist auch zwischen den sozialen Schichten kein Streitpunkt; auch die höheren sozialen Schichten unterstützen das Ziel eines leistungsfähigen Sozialstaates, der dazu beiträgt, die Gesellschaft zusammenzuhalten. Wenn die Sozialpolitik jedoch zu einer Annäherung von Unterstützungs- und Erwerbseinkommen führt, verliert sie an Vertrauen und Unterstützung, und zwar besonders in der Mittelschicht und in den schwächeren sozialen Schichten. Das Gerechtigkeitsempfinden der Bevölkerung hat eine ausgeprägte Leistungskomponente. Die große Mehrheit hält es für richtig und gerecht, dass es einen großen Abstand zwischen Arbeitseinkommen und staatlichen Unterstützungszahlungen gibt. Dies ist bei der derzeitigen Höhe der staatlichen Unterstützungsleistungen nach dem Empfinden der großen Mehrheit nicht erfüllt.

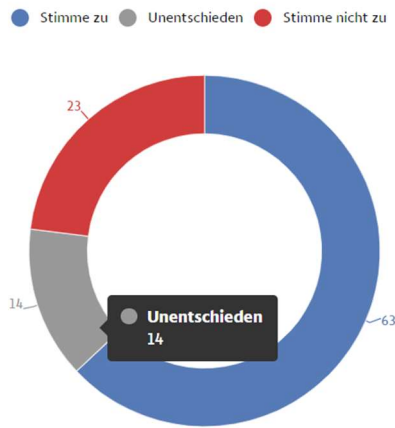
Ist der Unterschied zwischen Arbeitseinkommen und der Höhe staatlicher Unterstützung groß genug, um einen Arbeitsanreiz zu haben?

in Prozent

● Unterschied ist nicht groß genug ● Unentschieden ● Unterschied ist groß genug



„Bei dem, was man heute an staatlicher Unterstützung bekommt, sind Leute mit niedrigem Einkommen eigentlich blöd, wenn sie noch arbeiten gehen.“
in Prozent



Grafik: ngou., swa. / Quelle: Institut für Demoskopie Allensbach

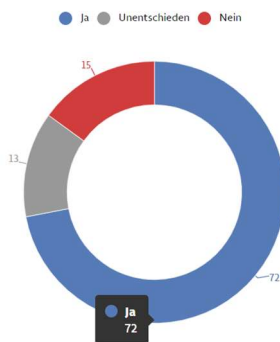
Im diskutierten Fall der vierköpfigen Familie, die auf staatliche Unterstützung angewiesen ist, ziehen selbst im Vergleich zu einer Familie, in denen beide Eltern durchschnittliche Einkommen beziehen, nur 20 Prozent die Bilanz, dass die Arbeitnehmerfamilie finanziell bessergestellt sei; 30 Prozent sehen die Familie, die von staatlicher Unterstützung lebt, im Vorteil, weitere 38 Prozent keine nennenswerten Unterschiede.

Latenter Groll der Erwerbstätigen

Noch kritischer fällt das Urteil aus, wenn zum Vergleich keine Familie mit durchschnittlichen, sondern mit niedrigem Einkommen herangezogen wird. In diesem Fall gehen 45 Prozent der Bevölkerung davon aus, dass die staatliche Unterstützung einen höheren Lebensstandard ermöglicht, nur zwölf Prozent glauben, dass sich Erwerbstätigkeit auch in diesem Fall lohnt. Die schwächeren sozialen Schichten sind bei diesem Vergleich mehrheitlich überzeugt, dass es materiell lohnender ist, staatliche Unterstützung zu beziehen. Dies führt zu dem latenten Groll in weiten Teilen der erwerbstätigen Bevölkerung, die weiß, dass sie den Sozialstaat finanziert, aber den Respekt vor dieser Leistung vermisst.

In der öffentlichen Diskussion wird als einfacher Ausweg gelegentlich eine deutliche Anhebung der Löhne und Gehälter empfohlen. Die öffentlich ausgetragenen Tarifkämpfe erwecken den Eindruck, dass die Inflation durch Lohnerhöhungen und Kompensationszahlungen ausgeglichen werden könne. Umfragen unter Erwerbstätigen zeigen jedoch, dass nur eine Minderheit im vergangenen Jahr Gehaltserhöhungen von mehr als fünf Prozent erhalten hat; in knapp der Hälfte der Fälle hat sich das Einkommen überhaupt nicht verändert.

Führt die derzeitige Höhe des Bürgergeldes dazu, dass viele Bürgergeld-Empfänger nicht arbeiten gehen, obwohl sie arbeiten könnten, oder nicht?
in Prozent



Grafik: ngou., swa. / Quelle: Institut für Demoskopie Allensbach

Die große Mehrheit der Bevölkerung ist der Ansicht, die Politik trage eine wesentliche Mitschuld an dem sich zuspitzenden Arbeitskräftemangel. 66 Prozent sind überzeugt, dass eine Ursache des Arbeitskräftemangels in der Höhe der staatlichen Unterstützungsleistungen zu suchen ist, die es für viele unattraktiv macht, eine Stelle anzunehmen. Dies ist für die große Mehrheit auch die Erklärung, warum in Deutschland ein wesentlich

geringerer Anteil der Ukraineflüchtlinge arbeitet als in anderen europäischen Ländern. Nur jeder Dritte sieht die Ursache in einer grundsätzlich mangelnden Bereitschaft der Flüchtlinge, sich eine Arbeit zu suchen, dagegen 64 Prozent in der Höhe der staatlichen Unterstützungsleistungen, 52 Prozent darüber hinaus auch in bürokratischen Hürden, die kontraproduktiv wirken. Während die höheren sozialen Schichten vor allem bürokratische Hürden und die Nichtanerkennung von Berufsabschlüssen verantwortlich machen, sind die Angehörigen der Mittelschicht und der schwächeren sozialen Schichten überzeugt, dass primär die Höhe der staatlichen Unterstützung ukrainische Flüchtlinge vom Arbeitsmarkt fernhalte.

Ein Grund für die Schwäche der SPD

Die derzeitige Schwäche der SPD hat auch damit zu tun, dass ihre klassische Klientel, die Arbeitnehmer aus der Mittelschicht und den schwächeren sozialen Schichten, sich mit ihrer Leistung unzureichend respektiert fühlen. Potentielle SPD-Wähler haben den Eindruck, dass sich die SPD eher für die Empfänger staatlicher Leistungen einsetze als für Arbeitnehmer. Umgekehrt profitiert die AfD unter anderem von dem weit verbreiteten Gefühl, dass der Staat Arbeitsleistung nicht hinreichend respektiere und den Abstand zwischen Erwerbs- und Unterstützungseinkommen nicht ausreichend wahre.

Die Überzeugung der großen Mehrheit, dass die Höhe der staatlichen Unterstützungsleistungen demotiviere, korreliert eng mit der Einschätzung, viele hätten keine Lust mehr zu arbeiten. Dies halten 56 Prozent der gesamten erwachsenen Bevölkerung für eine Ursache des Arbeitskräftemangels. Gleichzeitig ist die große Mehrheit jedoch überzeugt, dass in Deutschland mehr und härter gearbeitet werden müsse, wenn der erreichte Wohlstand und die Wirtschaftskraft des Landes nicht aufs Spiel gesetzt werden sollen.

30 January (The Economist)

[Jürgen Klopp and the importance of energy \(economist.com\)](#)

Jürgen Klopp and the importance of energy

The resignation of a football manager is a reminder of a CEO superpower



image: getty images

Jan 29th 2024

Jürgen Klopp is a football manager. That means there is a limit to how much he can teach corporate bosses about how to do their jobs. Managers in firms tend not to be parent substitutes to their charges, envelop people in bear hugs after a successful meeting or use the gegenpressing technique against rivals. But Mr Klopp has drawn back the veil on a crucial ingredient of success in almost every walk of life: energy.

To general surprise Mr Klopp announced on January 26th that he would be leaving his job as manager of Liverpool Football Club later this year. His team is leading the English Premier League, the most-watched competition in the world's most popular sport. His job is secure—his contract does not run out until 2026—and he claims still to love it. But after eight years in the role, and more in management, he is running out of energy. His resources are finite, he said. “I can't do it on three wheels, I don't want to be a passenger.”

Mr Klopp is not the first high-profile person to make this kind of decision. Jacinda Ardern resigned as prime minister of New Zealand in January 2023, saying that she no longer had enough in the tank to do the job. Jeff Kindler cited the extreme demands of his role when he stopped being the boss of Pfizer, a drugmaker, in 2010, saying he was looking forward to recharging his batteries. But admissions like this are nonetheless rare from someone leading an organisation.

For energy is one of those factors that reliably differentiates bosses from those below them. Ability, ambition and luck all play a big part in climbing the greasy pole. But energy plays an outside role. High-achievers have done their email and a full workout before the sun rises. They don't cancel breakfasts because they are feeling a bit tired; they certainly don't admit to doing so. They are less likely to nod off in the middle of the afternoon. They get off the red-eye and work a normal day.

And that is just on the way up. Talk to people who have made the leap into CEO roles and they will frequently comment on how intense the job is, how tough it is to switch off. Most organisations are pyramids. As decisions get tougher and more important, they land on an ever smaller number of individuals. And as these figures become more senior, the number of people who want to see them goes up.

The boss has to show their face to employees regularly, and it cannot be the face of someone who looks like they haven't slept for two weeks. They have to glad-hand the board, meet investors, attend endless networking events and make time for actual work. It is exhausting to contemplate, let alone do.

The sheer physical demands of big jobs mean that certain types of people have an advantage over others. Not having too many other calls on your time helps, which tends to be bad news for women, who shoulder more chores and caregiving duties at home than men.

Extroversion offers an edge in terms of oomph. A survey of CEO time use from 2017, conducted by Oriana Bandiera of the London School of Economics and her co-authors, found that bosses spend 70% of their time interacting with colleagues, clients and the like. If you are the kind of person who derives energy from spending time with other people, this is like being a phone on charge all the time. If you are introverted and find other people draining, your battery will be close to 1% and it is only a matter of time before you shut down completely.

Some lucky people naturally have more zip. These are the mitochondrial CEOs who can get by on three hours' sleep and do not know what it is like to grope for the snooze button. But if you haven't won the biological lottery, you can still work out what reinvigorates and what enervates. That might mean exercise at dawn, power naps in the afternoon or just protecting your calendar; when he was running Amazon, Jeff Bezos would aim for eight hours' shut-eye a night and try not to schedule meetings before 10am. It means prioritising rest rather than getting by on less of it. In their book "The Mind of a Leader", Rasmus Hougaard and Jacqueline Carter found that senior executives were likely to sleep more than non-executives.

In admitting that his energy stores are now becoming depleted, Mr Klopp has offered an unusual reminder of how punishing leadership roles can be. His decision to hang up his Liverpool tracksuit brings to mind the aphorism of another great football manager, Sir Alex Ferguson. Hard work is a talent, Sir Alex liked to say. But it is also just hard. ■

30 January (NYT)

[Opinion | The Promises and Problems of Buying Local - The New York Times \(nytimes.com\)](#)

The Promises and Problems of Buying Local

Jan. 29, 2024



Credit...Illustration by Sam Whitney/The New York Times; images by CSA Images/Getty Images

By [Peter Coy](#)

Opinion Writer

You can crisscross North Dakota from Fargo to Bismarck to Minot and never see a Walgreens, Rite-Aid or Walmart pharmacy. With narrow exceptions, a 1963 [state law](#) prohibits drugstores that aren't majority-owned by a pharmacist. (CVS Health, whose predecessor company was already in the state in 1963, is grandfathered in.)

To “buy local” people, this is very heaven. Stacy Mitchell, a co-director of the Institute for Local Self-Reliance in Portland, Maine, wrote to me that North Dakota is “the state with the most pharmacies per capita, the largest share of rural census tracts served by a pharmacy and, in its cities, the largest number of competing pharmacies.”

There are [conflicting claims](#) about whether the law has made prices higher or lower. What's not in dispute is that the law is durable. It has withstood multiple challenges in court, repeal efforts in the stage Legislative Assembly and even a statewide [ballot initiative](#).

North Dakota, by the way, also has a public bank and a state-owned flour mill, both founded shortly after World War I, so it's kind of different. Do North Dakotans know something about self-reliance that the rest of us don't?

I'm about half persuaded. I'm also feeling a lot of overlap between this newsletter and the [Friday one](#) about airlines, which talked about major carriers pulling out of smaller cities, leaving them isolated.

The argument against “buy local” is that there are gains from trade. The theory is that prosperity is greatest when people, and countries, focus their efforts on what they're best at and buy everything else from other people who also specialize. Taylor Swift should not try to play football for a living, and Travis Kelce shouldn't try to sing. (Begging you, Travis.)

For the rest of this newsletter, I'm going to pit Stacy Mitchell, the apostle of self-reliance, against two University of Chicago economists, Chang-Tai Hsieh and Esteban Rossi-Hansberg, who wrote “The Industrial Revolution in Services,” a [paper](#) published digitally last year in The Journal of Political Economy Macroeconomics.

The Chicago economists presented evidence that customers benefit when a national chain in a service industry enters a market that has been served only by small, local operators. “The entry of top service firms into new local markets has led to substantial unmeasured productivity growth, particularly in small markets,” they wrote.

What about the claim that the national chains put the locals out of business, allowing the chains to monopolize the market? That’s not what typically happens, Hsieh told me in an interview. The locals do lose market share, but they don’t usually go out of business. The market share that the national chain obtains is usually smaller than the market share that the local operators had before it entered, he said.

According to Hsieh, McCaffrey’s Food Market was the only supermarket in Princeton, N.J., when he took a job at the university in 1998. Then Wegmans, a chain based in Rochester, N.Y., came to town. “On the opening day there was a line of people,” he said, resorting to anecdote rather than data to get his point across. “They wanted to be the first ones to get into the store.” Since then, Whole Foods has also opened a store in Princeton, and McCaffrey’s is still in business. Consumers, Hsieh said, are better off.

“When chains come to town, first of all, they bring the productivity that made them a successful chain in the first place,” Rossi-Hansberg said. They also bring variety, he said. “Now you can go to every town in America and have a macchiato.”

We also talked about hospital mergers, which have alarmed antitrust authorities. In big cities, big nonprofit hospital chains have been scooping up smaller independents. “What’s not mentioned frequently is that whenever they do this, what they also do is build networks of outpatient clinics that never existed,” Hsieh said.

Mitchell told me how much she likes to shop at locally owned establishments and small chains in Portland. She loves Main Hardware, which [calls itself](#) “Proudly local, fiercely independent, wicked helpful.” The store is connected with Ace Hardware Corp., a buying cooperative that’s [entirely owned](#) by local retailers.

“The theory that when national companies spread to smaller cities and towns, they provide more competition in those local markets sounds good,” she wrote in a follow-up email. “But one can point to many past examples where the opposite was the case — ultimately leading to much less competition and community harms. The proliferation of national supermarket chains like Walmart and Kroger has left local grocery markets far more consolidated and less competitive, for example.”

Mitchell added: “Independent businesses can hold their own against national competitors — if there’s a level playing field. Meaning robust antitrust enforcement, an end to tax loopholes and subsidies that favor big business, access to capital and so on.”

Local ownership is also better for democracy, Mitchell said. She pointed me to the legislative history of the Celler-Kefauver Antimerger Act of 1950, which changed the test of illegality to outlaw a wider range of mergers. Estes Kefauver, a Democratic senator from Tennessee who cosponsored the law, [warned](#) that “central managers decide the policies and the fate of the far-flung enterprises they control. Millions of people depend helplessly on their judgment.”

Hsieh and Rossi-Hansberg also invoked democracy, but from a different perspective. “I think we should let people choose what they want,” Hsieh said. “If things are really better, I think it would be really dangerous for someone to say, ‘You cannot make that choice.’”

Hard to argue with that. As with the question of what to do about airlines, there are trade-offs. Self-reliance, price and variety are all relevant concerns; different people will weigh them differently. The challenge comes when one decision must be made for many, as in North Dakota. There may be cases in which banning or limiting competition from outside is the right choice, but the hurdle should be set high.

30 January (The Economist)

[Why you should never retire \(economist.com\)](https://www.economist.com)

Bartleby

Why you should never retire

Pleasure cruises, golf and tracing the family tree are not that fulfilling



image: paul blow

Jan 25th 2024

In an episode of “The Sopranos”, a popular television series which started airing in the 1990s, a gangster tells Tony, from the titular family, that he wants to retire. “What are you, a hockey player?” Tony snaps back. Non-fictional non-criminals who are considering an end to their working lives need not worry about broken fingers or other bodily harm. But they must still contend with other potentially painful losses: of income, purpose or, most poignantly, relevance.

Some simply won’t quit. Giorgio Armani refuses to relinquish his role as chief executive of his fashion house at the age of 89. Being Italy’s second-richest man has not dampened his work ethic. Charlie Munger, Warren Buffett’s sidekick at Berkshire Hathaway, worked for the investment powerhouse until he died late last year at the age of 99. Mr Buffett himself is going strong at 93.

People like Messrs Armani, Buffett or Munger are exceptional. But in remaining professionally active into what would historically be considered dotage, they are not unique. One poll this year found that almost one in three Americans say they may never retire. The majority of the nevers said they could not afford to give up a full-time job, especially when inflation was eating into an already measly Social Security cheque. But suppose you are one of the lucky ones who can choose to step aside. Should you do it?

The arc of corporate life used to be predictable. You made your way up the career ladder, acquiring more prestige and bigger salaries at every step. Then, in your early 60s, there was a Friday-afternoon retirement party, maybe a gold watch, and that was that. The next day the world of meetings, objectives, tasks and other busyness faded. If you were moderately restless, you could play bridge or help out with the grandchildren. If you weren’t, there were crossword puzzles, tv and a blanket.

Although intellectual stimulation tends to keep depression and cognitive impairment at bay, many professionals in the technology sector retire at the earliest recommended date to make space for the younger generation, conceding it would be unrealistic to maintain their edge in the field. Still, to step down means to leave centre stage—leisure gives you all the time in the world but tends to marginalise you as you are no longer in the game.

Things have changed. Lifespans are getting longer. It is true that although the post-retirement, twilight years are stretching, they do not have to lead to boredom or to a life devoid of meaning. Once you retire after 32 years as a lawyer at the World Bank, you can begin to split your time between photography and scrounging flea markets

for a collection of Americana. You don't have to miss your job or suffer from a lack of purpose. If you are no longer head of the hospital, you can join Médecins Sans Frontières for occasional stints, teach or help out at your local clinic. Self-worth and personal growth can derive from many places, including non-profit work or mentoring others on how to set up a business.

But can anything truly replace the framework and buzz of being part of the action? You can have a packed diary devoid of deadlines, meetings and spreadsheets and flourish as a consumer of theatre matinees, art exhibitions and badminton lessons. Hobbies are all well and good for many. But for the extremely driven, they can feel pointless and even slightly embarrassing.

That is because there is depth in being useful. And excitement, even in significantly lower doses than are typical earlier in a career, can act as an anti-ageing serum. Whenever Mr Armani is told to retire and enjoy the fruits of his labour, he replies "absolutely not". Instead he is clearly energised by being involved in the running of the business day to day, signing off on every design, document and figure.

In "Seinfeld", another television show of the 1990s, Jerry goes to visit his parents, middle-class Americans who moved to Florida when they retired, having dinner in the afternoon. "I'm not force-feeding myself a steak at 4.30 just to save a couple of bucks!" Jerry protests. When this guest Bartleby entered the job market, she assumed that when the day came she too would be a pensioner in a pastel-coloured shirt opting for the "early-bird special". A quarter of a century on, your 48-year-old columnist hopes to be writing for The Economist decades from now, even if she trundles to her interviews supported by a Zimmer frame; Mr Seinfeld is still going strong at 69, after all. But ask her again in 21 years.

30 January (France Culture)

["Icône réactionnaire" ? On vous résume la polémique autour de Sylvain Tesson \(radiofrance.fr\)](#)

POÉSIE

"Icône réactionnaire" ? On vous résume la polémique autour de Sylvain Tesson

Par [Noémie Lair, Ilana Moryoussef](#)

Mis à jour le vendredi 26 janvier 2024 à 11h15, publié le lundi 22 janvier 2024 à 16h35



Sylvain Tesson a été choisi pour être le parrain de l'édition 2024 du Printemps des poètes. © AFP - Nicolas Guyonnet / Hans Lucas

Un collectif d'acteurs du monde de la culture a signé une tribune pour s'opposer au choix de Sylvain Tesson comme parrain du Printemps des poètes, accusant l'écrivain d'être une "icône réactionnaire". La directrice artistique de l'évènement annonce vendredi sa démission, suite à la polémique.

Sylvain Tesson, l'écrivain voyageur de 51 ans, s'est retrouvé au cœur d'une polémique ces derniers jours après la publication d'une tribune s'opposant à sa [nomination comme parrain du Printemps des poètes 2024](#) (du 9 au 25 mars). Cette tribune, parue jeudi 18 janvier dans [Libération](#), a été signée par plus de 1200 acteurs du monde de la culture, qui considèrent l'écrivain comme une "icône réactionnaire".

Le week-end dernier, la ministre de la Culture Rachida Dati a apporté son soutien à [Sylvain Tesson](#). De son côté, Nicolas Mathieu, Goncourt 2018, a défendu la diversité des points de vue et la séparation de la politique et de l'art. Sylvain Tesson, lui, ne souhaite pas réagir pour l'instant. "Il est meurtri mais il ne parlera pas", indique son éditeur.

Sylvain Tesson, parrain du Printemps des poètes

Le Printemps des poètes a annoncé le 10 janvier que Sylvain Tesson, prix Renaudot en 2019 pour "La Panthère des neiges" serait le parrain de l'édition 2024, pour les 25 ans du festival. "Les poètes l'escortent dans toutes ses aventures. Pas un périple qui ne se réfère à eux. Pas un récit qui ne les convoque", écrit la directrice artistique Sophie Nauleau. "La poésie est le mouvement des choses" écrit-il à propos de Rimbaud. Telle est sa boussole. Vagabond à temps plein, Sylvain Tesson n'a pas besoin de converser ; il possède ses poèmes et le chant du monde."

Une tribune s'oppose à ce choix

Mais le choix de Sylvain Tesson n'est pas du goût de plus de 1200 poètes, libraires, enseignants, éditeurs, etc., qui qualifient l'écrivain de "figure de proue de l'extrême droite littéraire" dans la tribune publiée dans Libération. "Nous refusons qu'un événement culturel auquel nous sommes de fait inextricablement liés soit de façon symbolique, créé [afin de contrer les idées reçues et de rendre manifeste l'extrême vitalité de la poésie](#), soit

incarné par un écrivain érigé en icône réactionnaire"*, ajoutent les signataires du texte, parmi lesquels figurent les auteurs Baptiste Beaulieu et Chloé Delaume.

Ils estiment que cette décision, "loin d'être contingente, vient renforcer la banalisation et la normalisation de l'extrême droite dans les sphères politique, culturelle, et dans l'ensemble de la société". Dans un premier temps, ils indiquaient à tort que Sylvain Tesson avait écrit la préface d'un roman de Jean Raspail, "Le Camp des Saints", une dystopie parue en 1973 sur la submersion de la civilisation occidentale par une immigration massive venue du Delta du Gange. Il a bien signé une préface pour un ouvrage de Jean Raspail mais il s'agit d'un recueil de ses récits d'aventure. La tribune a été corrigée.

Les signataires joints par France Inter n'ont pas donné suite à nos sollicitations. Un seul a répondu et a confié crouler sous les insultes et les menaces depuis la publication de la tribune. Il dit ne pas regretter de l'avoir signée mais ne souhaite pas s'exprimer.

Après la parution de cette tribune, Sylvain Tesson a reçu dimanche le soutien de la ministre de la Culture Rachida Dati. "Sylvain Tesson fait partie de ces écrivains qui ont le désir de partager avec tous l'amour des mots. Je suis heureuse que le Printemps des poètes célèbre partout en France cette vision de la poésie, ouverte, libre et populaire", a déclaré la ministre sur le réseau social X (ex-Twitter).

La veille, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, avait aussi apporté son "soutien total à Sylvain Tesson" et avait dénoncé "l'exclusion sectaire d'une plume aventureuse".

Sylvain Tesson a aussi été défendu par le président (ex-LR) de la région Hauts-de-France, Xavier Bertrand, la tête d'affiche de CNews Pascal Praud ou encore le chroniqueur Éric Naulleau.

Nicolas Mathieu défend la diversité des points de vue

De son côté, Nicolas Mathieu a défendu dimanche sur Instagram la diversité des points de vue. "Le monde est assez détestable et le serait d'autant plus qu'on y admettrait pas d'autres horizons que le sien", juge le prix Goncourt 2018, aux idées ancrées à gauche.

"J'ai durant toute ma vie admiré le travail d'auteurs de droite, de réacs, voire même de salauds, et n'ai jamais pensé qu'il fallait aligner ni la littérature ni mes goûts sur mon appétit de progrès", a-t-il poursuivi. "Il faut craindre autant que le mal les moyens que l'on met à favoriser l'avènement du bien."

La directrice artistique du Printemps des poètes démissionne

La directrice artistique du Printemps des poètes, Sophie Nauleau, a annoncé sa démission, suite à la polémique née de du choix de l'écrivain Sylvain Tesson comme parrain de l'édition 2024, dans un communiqué transmis vendredi à l'AFP.

"Le choix, que j'assume pleinement, de Sylvain Tesson pour féérique parrain de "La Grâce" (thème de l'édition 2024, du 9 au 25 mars) a déclenché une cabale effarante, consternante pour ne pas dire monstrueuse. Dans ce contexte, aucune parole n'étant audible, j'ai préféré réserver la mienne au silence", explique-t-elle,

"À ceux qui me somment de répondre, je rappellerais que j'ai consacré ces quinze dernières années, d'abord sur France Culture puis au Printemps des Poètes, à faire entendre, dans toute sa diversité, la voix des poètes d'hier et d'aujourd'hui", ajoute Sophie Nauleau dans le communiqué, annonçant son "départ de la direction artistique" de l'événement. "Pour ceux, s'il y en a, qui veulent savoir qui je suis ou ce que je pense, il leur suffit d'écouter par exemple "Le chêne de Goethe", un documentaire radiophonique réalisé dans le camp de concentration de Buchenwald", dit-elle encore.

30 January (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/01/26/dans-l-affaire-sylvain-tesson-le-censeur-d-aujourd-hui-pourrait-devenir-la-victime-de-demain-et-l-extrême-droite-n-attend-que-cela_6213063_3232.html

« Dans l'affaire Sylvain Tesson, le censeur d'aujourd'hui pourrait devenir la victime de demain, et l'extrême droite n'attend que cela »

Chronique

Michel Guerrin, Rédacteur en chef au « Monde »

L'hostilité du monde de la culture à l'égard de l'écrivain-voyageur, désigné parrain du Printemps des poètes 2024, traduit une inquiétude existentielle dans un pays où l'extrême droite est aux portes du pouvoir, analyse dans sa chronique Michel Guerrin, rédacteur en chef au « Monde ».

Publié le 26 janvier 2024 à 04h30, modifié le 26 janvier 2024 à 15h02 Temps de Lecture 4 min.

La polémique est assez pitoyable mais elle porte un enjeu lourd. Dans une tribune, des professionnels de la culture demandent à la direction du Printemps des poètes de « renoncer » au choix de Sylvain Tesson comme parrain de la 25e édition, du 9 au 25 mars. Face à la polémique, Sophie Nauleau, la directrice artistique du rendez-vous de la poésie, a annoncé sa démission vendredi 26 janvier.

L'écrivain-voyageur serait réactionnaire. Il tutoierait l'extrême droite. En réponse, les pétitionnaires sont traités de censeurs ou de « cafards ». Vous voyez le niveau... Corrigeons. Les auteurs de la tribune, publiée dans [Libération](#) vendredi 19 janvier, ne sont pas vraiment des censeurs – ils n'ont pas ce pouvoir. Ils font parler de poésie, ce qui est déjà pas mal. Ils réussissent aussi l'exploit de victimiser Sylvain Tesson, qui pourrait les remercier, si tant est qu'il en ait besoin.

Car le profil de l'écrivain a déjà été bien cerné, il y a quatre ans, par une longue enquête de L'Express, titrée « L'icône réac » (26 février 2020), puis dans le livre [Enquête sur l'extrême droite littéraire](#) (Seuil, 2023), du journaliste François Krug. Soit un homme qui fuit la modernité, la technique, les écrans, le consumérisme, la mondialisation. Qui aime lire le controversé Ernst Jünger, qui a fréquenté l'écrivain raciste Jean Raspail ou la figure de la Nouvelle Droite [Dominique Venner](#), qui avait son rond de serviette à Radio Courtoisie. Tesson goûte peu l'islam, défend la chrétienté comme civilisation, en Orient comme en Arménie. « J'aime dialoguer avec les infréquentables », répond-il. Ajoutons qu'il lit mieux dans les plis du paysage que dans les yeux des dirigeants.

Il a étendu sa fascination pour les grands espaces russes à son président. Dans *Berezina* (Guérin, 2015), page 60, il a cette phrase : « Nous rentrâmes en Biélorussie comme une lame de sabre russe dans le gras d'un Ukrainien. » Depuis l'invasion de l'Ukraine, en 2022, il donne dans la résipiscence. Lors d'un [forum du Figaro, le 1er juillet 2023](#), il confie qu'il voyait en Vladimir Poutine « un rédempteur, une incarnation de la contestation de toutes les mutations modernes, cybernétiques, progressistes que l'Europe américanisée était en train de vivre ». Il conclut : « Je me suis trompé beaucoup. »

Alliage complexe

Tout cela ne freine en rien le phénomène de librairie, depuis son arrivée chez Gallimard, dans la prestigieuse collection Blanche, en 2011. Cinq cent mille exemplaires pour *La Panthère des neiges*, prix Renaudot, livre le plus vendu de 2019, mieux que la moyenne des Goncourt ou que les romans de Michel Houellebecq. Son dernier opus, *Avec les fées* (Editions des Equateurs, 224 p., 21 €), sorti le 10 janvier, caracole en tête des ventes à côté de romances.

Le décalage est vertigineux entre le débat sur l'homme et la joie des lecteurs dans l'œuvre, recrutés à droite, à gauche, surtout ailleurs, captivés par son sens du pleinairisme, son romantisme rugueux face à la verticalité de l'Himalaya ou l'horizontalité des steppes d'Asie centrale. Tesson fait ce que des milliers de gens aimeraient

faire : partir loin sans date de retour. Et comme il est excellent à l'oral, il multiplie les conférences à guichets fermés.

Sa popularité folle l'a fait parrain des poètes. Il en récolte une étiquette de facho – sans un mot sur l'œuvre – au motif que cet honneur aboutit à banaliser l'extrême droite. L'intéressé répond que réac, il veut bien ; mais extrême droite, il trouve l'accusation « aberrante et insultante » (L'Express du 18 janvier).

Le métissage entre l'homme Tesson et son œuvre crée un alliage complexe, fascinant et malaisant, qui exaspère les fans des frontières nettes et attire les autres. Jack Lang est de ces derniers. L'ancien ministre de la culture, qui adorait fréquenter les artistes indociles et dangereux, dénonce aujourd'hui le « crétinisme » de la tribune anti-Tesson.

Réflexe de l'entre-soi

L'écrivain Nicolas Mathieu, tout autant marqué à gauche, confie deux choses sur son compte Instagram : il admire nombre de livres d'auteurs de droite ; il a pu s'entendre à merveille avec des gens dont il réprouvait les idées et être exaspéré par d'autres de son camp. Il aurait pu adhérer à cette définition écrite dans la tribune anti-Tesson : « La poésie est une parole fondamentalement libre et multiple. » Les signataires seraient sortis forts s'ils avaient poursuivi ce chemin : nous nous opposons aux idées de Sylvain Tesson, mais nous défendons sa nomination au nom de cette liberté. Au contraire, exemples à l'appui, ils délivrent les brevets de la création juste et de l'infâme. Il faut leur ressembler, être du camp du progrès pour faire une bonne poésie. A ce jeu dangereux, le censeur d'aujourd'hui pourrait devenir la victime de demain. L'extrême droite n'attend que cela.

Ce réflexe de l'entre-soi, dont le secteur culturel est régulièrement accusé, et qui le fragilise, traduit une inquiétude existentielle. Les acteurs de la culture, très majoritairement de gauche, sentent leur monopole menacé dans un pays où l'extrême droite est aux portes du pouvoir, où les troupes médiatiques du très droitier et identitaire Vincent Bolloré jouent l'opinion contre eux, où leur ministre, Rachida Dati, est perçue comme hostile. Alors ils serrent les rangs et préparent les batailles de demain.

Mais ils font du tri. Il est aisé de dénoncer Emmanuel Macron comme le destructeur de culture et Sylvain Tesson le réac, mais rarement Vincent Bolloré, sans doute parce qu'il est le propriétaire de Canal+ et donc le premier financeur du cinéma. Plus largement, les créateurs s'évertuent peu à dénoncer publiquement le parcours, disons problématique, de tel ou tel mécène de leurs arts respectifs. Et on attend toujours une tribune sur le rappeur Booba, qui, avec des mots d'une violence inouïe, insulte, menace, relaie des thèses complotistes et antivax sur son compte X aux six millions de followers.

Récemment, un bon artiste dont on taira le nom, à qui nous citons Le Mage du Kremlin, roman à succès de Giuliano da Empoli, nous a coupé avec ces mots : « Ça ne vous dérange pas de lire un réac prorusse ? » Empoli fut conseiller de l'ancien président du conseil Matteo Renzi. Un « macroniste italien ». Donc réac. CQFD.

30 January (BFM.TV)

["Quel est mon crime et qui sont les juges?": Sylvain Tesson répond à la polémique du Printemps des poètes \(bfmtv.com\)](https://www.bfmtv.com)

"QUEL EST MON CRIME ET QUI SONT LES JUGES?": SYLVAIN TESSON RÉPOND À LA POLÉMIQUE DU PRINTEMPS DES POÈTES

Carla Loridan

Le 29/01/2024 à 8:33



L'écrivain Sylvain Tesson au Vatican, le 24 octobre 2022. - Dominique Jacovides - AFP

Invité sur France 2 dimanche 29 janvier, l'écrivain a réagi à une tribune signée par plus de 1200 professionnels de la culture s'opposant à sa nomination en tant que parrain de l'événement culturel.

Invité sur France 2, ce dimanche 29 janvier, pour la sortie de son nouveau livre, *Avec les fées*, [Sylvain Tesson](#) a répondu à une tribune, publiée le 19 janvier dans [Libération](#), s'opposant à [sa nomination en tant que parrain](#) de l'édition 2024 du Printemps des poètes.

Dans ce texte, soutenu par plus de 1200 professionnels de la culture, les signataires reprochent à l'écrivain récompensé par un prix Renaudot pour *La Panthère des Neiges* en 2019, d'être une "icône réactionnaire" et "une figure de proue de l'extrême droite littéraire".

"Moi, je me suis posé une question. Quel est mon crime et qui sont mes juges?", a réagi l'auteur sur France 2.

"Ils ont trouvé un mot qui est le mot du conformisme absolu et qui clôt le débat, c'est 'extrême droite', a-t-il déclaré, "déçu" que ses détracteurs aient employé ce terme face au "vivier" qu'"offre la langue française".

"Ce sont des poètes, je pensais qu'ils useraient de cet extraordinaire magasin de vocabulaire à leur disposition", a-t-il ajouté.

"Je suis une vieille locomotive plutôt qu'une Formule 1"

Sylvain Tesson a ensuite listé les termes qu'il estime plus justes pour définir ses prises de positions: "Je veux bien avouer que j'aime ce qui demeure plutôt que ce qui s'écroule, que je préfère admirer que de me révolter."

"Je veux bien être un rétrograde, un ringard, un rétif. On peut dire que je suis un cheval de labour, que je suis une vieille locomotive plutôt qu'une Formule 1", a-t-il poursuivi.

L'écrivain a également tenu à revenir sur les raisons qui l'ont poussé à accepter d'être le parrain du Printemps des poètes. Il précise avoir été "ébloui" enfant lorsqu'on lui fait découvrir Victor Hugo et expliqué que "c'était peut-être mieux que Mickey".

"Si je peux rendre un peu de la part de cette chance que j'ai eue, aller dans des écoles... Il ne s'agit pas de montrer des poèmes à moi, je n'ai pas cette prétention-là", affirme Sylvain Tesson.

"Normalisation de l'extrême droite"

Pour appuyer leurs accusations, les signataires de la tribune mettent en avant plusieurs préfaces réalisées par Sylvain Tesson dans des romans de [Jean Raspail](#), écrivain monarchiste et catholique traditionaliste, admiré par l'extrême droite pour son ouvrage dystopique controversé *Le Camp des saints*, sorti en 1973. Dans ce livre, l'auteur décrit une submersion de la civilisation occidentale dont la France, par une immigration massive venue du tiers monde.

Tesson "une icône réac", vraiment ? - 22/01

Les signataires, dont Baptiste Beaulieu et Chloé Delaume, estiment donc que la nomination de l'écrivain en tant que parrain du Printemps des poètes viendrait "renforcer la banalisation et la normalisation de l'extrême droite dans les sphères politiques, culturelle, et dans l'ensemble de la société".

Pour Sylvain Tesson, cette réaction illustre le conformisme et le rejet de la diversité d'opinion de la part des auteurs à l'origine de cette tribune. "La poésie et la littérature, – enfin c'est ce que je croyais moi, pauvre naïf – c'est précisément l'endroit, le lieu, la patrie, peut-être l'éclat, où tout est permis, où tout est possible, où les choses se contredisent, se rencontrent, se télescopent, s'opposent... Cela s'appelle la liberté."

"Finalement je suis un peu déçu de me rendre compte que ceux qui devraient être des bardes préfèrent devenir des magistrats", a-t-il conclu.

Face à cette polémique, la directrice artistique du Printemps des poètes, Sophie Nauleau, [a annoncé sa démission](#) vendredi. Sylvain Tesson a quant à lui notamment reçu [le soutien de la nouvelle ministre de la Culture](#), Rachida Dati, depuis le festival d'Angoulême.

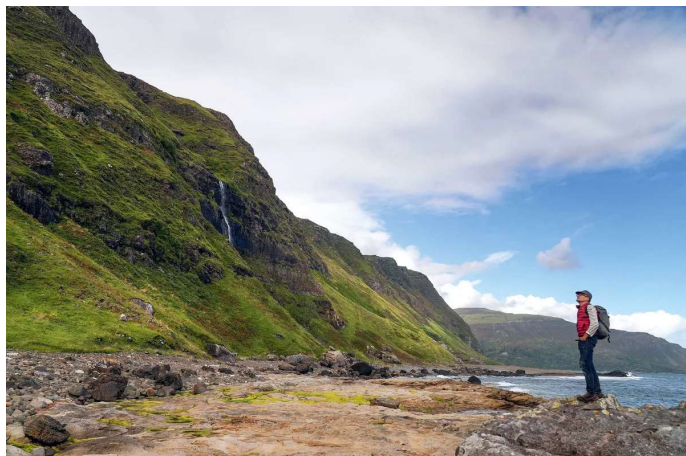
30 January (Le Figaro)

[Avec les fées, Sylvain Tesson cherche le Graal \(lefigaro.fr\)](https://lefigaro.fr)

Avec les fées, Sylvain Tesson cherche le Graal

Par [Vincent Trémolet de Villers](#), pour Le Figaro Histoire

Publié il y a 5 heures, mis à jour il y a 2 heures



Sylvain Tesson au sud de l'île de Mull, à l'ouest de l'Écosse, sur le littoral de la baie de Carsaig. Telmon/opale.photo

CHRONIQUE - L'écrivain publie le récit d'un périple mi-terrestre, mi-maritime sur ce qu'il nomme « l'arc celtique ». Ce n'est pas Tintin au pays des merveilles, c'est une navigation intérieure, une méditation, une prière.

Claude Monet peignait ses impressions au soleil levant, [Sylvain Tesson](#) décrit ses sensations au soleil fuyant. Il quitte l'Espagne pour rejoindre l'Écosse à pied, en bateau, en grimpant les falaises pour accéder aux promontoires. Il cherche les fées dans la brume, la pluie, la lumière, la roche, l'écume, la nuit, le mouvement, le silence. Il cherche quoi ? L'éternité ? « C'est la mer allée avec le soleil », dit le poète, mais c'est beaucoup plus que cela. Il suffit d'ouvrir *Avec les fées* pour le comprendre. Ce « Go West » aquatique fait pendant au Blanc des Alpes dans lequel Tesson s'effaçait. Ici, l'auteur cherche le Graal, c'est-à-dire la seconde de cristal qui concentre toute la beauté du monde : la fée. Il le fait avec les fantômes des chevaliers de la Table ronde, les contes et légendes celtiques, la matière bretonne, le granit chrétien.

Récits d'aventures ? Ce n'est pas Tintin au pays des merveilles, c'est une navigation intérieure, une méditation, une prière. Elle exige une discipline. Le mouvement d'abord – le rythme des vagues, des pas, des vers –, sans lequel l'esprit s'atrophie ; les amis ensuite, avec lesquels la vie est plus douce (ils sont deux camarades à accompagner Tesson sur le bateau) ; l'imaginaire enfin, celui de l'Histoire, du folklore, des mythes, qui anime les formes du monde. « De noirs granits bourrus, puis des mousses riantes », écrit Victor Hugo, c'est ce que l'on voit sur la terre, l'eau c'est autre chose : « La fumée montait, le soleil tombait, la nuit s'étirait, le monde s'usait, les mouettes planaient, très cool, la mer bavait, très hard. » Entre terre et mer, le promontoire, « le balcon de l'Ouest ». Le promontoire, lieu de « la promesse, de la mémoire, de la présence ».

Notre temps qu'il s'évertue à fuir

Cette quête, comme l'affût de la panthère, mêle le plaisir des détails pratiques (tenues, bivouacs, météo), les considérations philosophiques, « ce qui demeure sauve », les fulgurances poétiques – dans la grotte de Fingal en Écosse : « L'onde des vagues s'écrasait au fond. Un mugissement emplissait l'antre. Il résumait l'océan » –, et même la théologie de l'Histoire, « la douceur celtique avait accueilli l'amour chrétien ». Dans les ports de Bretagne, d'Irlande ou du pays de Galles, Tesson retrouve notre temps qu'il s'évertue à fuir. Il parcourt les landes, admire les alignements de pierres levées, entre dans les vieilles chapelles, continue de s'étonner de ces humains qui ont définitivement mis l'écran d'un téléphone entre le monde et eux. La bête de l'information comme celle du divertissement sont tenues à distance.

Mais pendant que les poètes naviguent, que les grimpeurs escaladent, les reines meurent. « La reine d'Angleterre est morte », apprend Tesson dans les îles Shetland. « Quelques jours plus tard, sur le quai du canal d'Inverness, nous allions rencontrer des éclusiers parfaitement couperosés, portant, sur leur salopette maculée de cambouis, le portrait de la défunte reine. (...) Le roi rassemble les hommes. » Le monde entier pleure la reine et nos marins préparent le retour. Une fée « rousse à peau de nacre » vient pourtant rejoindre Tesson. En descendant du bateau, elle a « des déséquilibres de biche blessée », écrit-il en la contemplant. Elle a une « beauté lente » : la beauté du Graal, enfin.

SYLVAIN
TESSON

AVEC
LES FÉES



Avec les fées *Equateurs Littérature*

January 29, 2024

1. Agriculture –France : A Farmer Rebellion

Page 2 : «Colère des agriculteurs: la rébellion contre l’extinction» (Le Figaro, Editorial)

Page 3 : Colère des agriculteurs : « Ces changements qui travaillent les campagnes à bas bruit » (Le Monde)

Page 5 : Importations : Colère des agriculteurs : à quel point importons-nous des produits qui ne respectent pas les normes françaises ? (Atlantico, Interview)

1. Europe’s Paralysis

Page 9 : Europe is heading for perilous waters, and its leaders are dozing at the tiller (The Guardian, Opinion)

Page 11 : The EU’s €50bn package to Ukraine is a far cry from its rhetoric (The Economist)

2. Middle East: The UN (UNRWA) and Hamas - Israel and the ICJ

Page 13 : Details Emerge on U.N. Workers Accused of Aiding Hamas Raid (NYT)

Page 16 : En pleine crise humanitaire à Gaza, l’UNRWA, l’agence de l’ONU pour les réfugiés palestiniens, plongée dans une tourmente inédite (Le Monde)

Page 19 : The ICJ delivers a stinging rebuke to Israel over the war in Gaza (The Economist)

Page 21 : Gaza : le nécessaire et inlassable rappel du droit (Le Monde, Editorial)

Page 22 : En Israël, le camouflet de la Cour suprême à Netanyahou (Le Figaro, Editorial)

Page 24 : The Israeli writer David Grossman advocates for negotiations with Hamas. In response to the massacre by Hamas last October, Grossman has offered remarkable insights (NZZ, Book Review)

4. Europe’s Populists - on the Right and the Left

Page 26 : En Allemagne, ce nouveau parti de «gauche conservatrice» qui fait de la lutte contre l’immigration sa priorité (Le Figaro, Interview)

Page 28 : Mainstream Meloni : Giorgia Meloni’s not-so-scary right-wing government (The Economist, Leader)

Page 30 : Geert Wilders makes a show of respecting the law (The Economist)

Page 32 : A Nazi party? "The AfD is not simply identical to the NSDAP," says the German historian Pyta. (NZZ, Interview)

6. Media: Tiktok

Page 36 : Breaking news: The rise of the TikTok news anchor (The Economist)

7. Culture

Page 38 : A musical tour of Berlin: from Wagner’s epic opera to techno raves (The Guardian)

29 January (Le Figaro)

[«Colère des agriculteurs: la rébellion contre l'extinction» \(lefigaro.fr\)](#)

«Colère des agriculteurs: la rébellion contre l'extinction»

L'ÉDITORIAL DU FIGARO - Les défilés de tracteurs en France réunissent l'angoisse immédiate, celle des factures à payer, et la peur existentielle, c'est-à-dire la disparition pure et simple.

Par [Vincent Trémolet de Villers](#)



Vincent Trémolet de Villers. Le Figaro

Publié hier à 19:50, mis à jour hier à 19:50

Les marches pour le climat en 2019, entre deux manifs de «gilets jaunes», avaient scandé la campagne des élections européennes: la fin du mois et la fin du monde faisaient cortèges séparés. Les défilés de tracteurs en Hollande, en Pologne, en Allemagne, [aujourd'hui en France réunissent l'angoisse immédiate](#), celle des factures à payer, et la peur existentielle, c'est-à-dire la disparition pure et simple. «Ce qui se passe en ce moment avec l'agriculture en France, lisait-on dans le Sérotonine de Houellebecq, il y a cinq ans, c'est un énorme plan social, le plus gros plan social à l'œuvre à l'heure actuelle, mais c'est un plan social secret, invisible, où les gens disparaissent individuellement, dans leur coin.» Les invisibles se sont installés sur nos routes et dans nos écrans. Ils ne jettent pas de soupe sur les chefs-d'œuvre de l'art, ne cherchent pas des sensations dans des provocations urbaines pour stories Instagram, leur rébellion contre l'extinction s'exprime par la présence physique au cœur d'un dispositif indifférent à leur effacement. Le réel étranglé par le virtuel de l'idéologie se débat sous nos yeux.

L'idéologie, comme son nom l'indique, c'est la configuration des choses en fonction d'une idée - ici l'écologie normative - au mépris des situations concrètes. Nos agriculteurs se trouvent ainsi pris dans la tenaille où se rejoignent, pour les broyer, un marché international dérégulé et une économie nationale surrégulée. On leur demande de répondre à l'innovation et à la production par la planification. C'est bête comme l'Union soviétique.

Gabriel Attal pourra utiliser toutes les ressources de l'éloquence, épuiser son cabinet à se retrouver dans le maquis délirant de règlements que notre administration impose aux paysans, s'il ne remonte pas à la cause première, c'est-à-dire la logique folle du «pacte vert» européen, il n'apaisera pas la colère.

Le premier ministre, dit-on, cherche une décision transgressive, son «abaya» de Matignon. Il en est une, gaullienne, évidente: la chaise vide jusqu'à obtenir pour nos paysans les souplesses que le Portugal et l'Espagne ont acquises sur le marché de l'énergie, le Danemark sur l'immigration. Ce n'est pas aux paysans que [Gabriel Attal](#) doit dire que l'agriculture française est «au-dessus de tout», mais à [Bruxelles](#).

29 January (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/01/29/colere-des-agriculteurs-ces-changements-qui-travaillent-les-campagnes-a-bas-bruit_6213610_3232.html

Colère des agriculteurs : « Ces changements qui travaillent les campagnes à bas bruit »

[Chronique](#) de [Jean-Michel Bezat](#)

Dans l’imaginaire des Français, et chez de nombreux exploitants agricoles eux-mêmes, il est difficile de penser l’avenir en dehors d’un modèle familial, qui ne concerne pourtant plus que 37 % des fermes, analyse dans sa chronique Jean-Michel Bezat, journaliste au « Monde ».

Publié aujourd’hui à 05h15, modifié à 08h39 Temps de Lecture 3 min. Offrir l’article

A l’entrée des bourgs et des villages, il n’est pas rare de voir le panneau de la commune retourné, trace d’un mouvement lancé fin novembre par le syndicat Jeunes Agriculteurs du Tarn pour dénoncer l’inflation des normes sanitaires et environnementales, qui a mis leur secteur cul par-dessus tête. C’en est fini de ces opérations aux faux airs de monôme étudiant. Partout en France, éleveurs, céréaliers, maraîchers et viticulteurs, « bio » ou « tradi », ont bloqué routes et autoroutes, déversé des tonnes de fumier devant les préfectures, des permanences d’élus, des hypermarchés ou des bureaux de l’Office français de la biodiversité. Un « siège » de Paris menace. Des commentateurs pressés et friands de clichés pseudo-historiques flairent déjà des « jacqueries »...

A-t-on mesuré, dans les administrations parisiennes et territoriales, comme au sein des ONG de l’environnement, la détresse et la colère d’agriculteurs qui mènent un combat existentiel pour certains ?

En quelques années, contraintes économiques et fléaux météo se sont abattus sur les campagnes : hausse des taux d’intérêt, flambée des prix de l’énergie, des intrants et de l’alimentation animale ; pression des industriels et de la grande distribution, balayant les lois EGalim censées leur garantir un revenu décent ; épizooties, concurrence de pays aux règles sanitaires plus souples et fluctuation des cours mondiaux ; sécheresses et rationnement de l’eau. Le tout sur fond d’inflation de normes qui brident leur activité et les astreignent à une gestion chronophage de la « paperasse ».

Mais « l’histoire agricole française contemporaine s’est-elle jamais écrite autrement que sous le signe du “malaise” ? », rappellent les sociologues Bertrand Hervieu et François Purseigle dans *Une agriculture sans agriculteurs*. La révolution indicible (Presses de Sciences Po, 2022), un titre et un sous-titre qui en disent long sur les changements travaillant les campagnes à bas bruit et sur le déni opposé au lent effacement d’un acteur central dans un pays où la surface agricole moyenne (69 hectares) ne cesse d’augmenter : le chef d’une exploitation familiale à taille humaine.

Un secteur morcelé

A la faveur des lois d’orientation de 1960-1962, la figure immémoriale du paysan gardien de la nature a cédé la place à celle de l’agriculteur. Il est aisé de réécrire l’histoire pour fustiger son productivisme à la seule lumière des dégâts environnementaux. Il a aussi rempli, au-delà de toute espérance, la mission que lui avait assignée la France gaullienne : faire du pays une grande puissance agricole assurant enfin sa souveraineté alimentaire et exportant dans le monde entier.

Quel métier a subi un tel « plan social » durant cette révolution ? On comptait 1,6 million d’exploitations en 1970, elles ne sont plus que 380 000. Au point que la strate sociale la plus ancienne du pays a été rayée des enquêtes d’opinion, trop réduite pour être intégrée dans un échantillon pertinent. Et elle vieillit. En 2026, la moitié des exploitants aura atteint l’âge de la retraite et nombreux sont ceux qui peinent à transmettre leur entreprise.

Concentration des terres, spécialisation, industrialisation, modes d'exercice pluriels, statuts juridiques et sociaux différents (saliariat, associations, sous-traitance...), ces tendances gagnent du terrain et morcellent le secteur. Mais rien n'y fait, dans l'imaginaire des Français, et chez de nombreux exploitants eux-mêmes, il est difficile de penser l'avenir en dehors d'un modèle familial, qui ne concerne plus que 37 % des fermes françaises et 40 % de la production.

En outre, « la capacité d'agir collectif des agriculteurs sur la scène politique s'amenuise », même si elle reste « notable » à travers les syndicats, les coopératives, les instituts techniques et la Mutualité sociale agricole, constatent M. Hervieu et M. Pursiègle. Inconnu des autres professions, ce réseau leur permet de cultiver un sentiment de spécificité irréductible face aux urbains, de se renvoyer à eux-mêmes l'image de l'unité d'un monde qui n'a jamais été aussi diversifié et d'arracher quelques concessions au gouvernement.

Perte du monopole de l'espace rural

Sur le fond, « leur voix ne pèse plus », tranchent Jérôme Fourquet et Jean-Laurent Cassely dans [La France sous nos yeux](#) (Seuil, 2021). On ne compte plus que 12 % de maires issus de leurs rangs (hors retraités), 2 % des députés et 5 % des sénateurs. Disparu, l'ancrage politique des débuts de la III^e République, qui en avait fait des avocats du suffrage universel et des élus locaux pour les dissuader de rejoindre la réaction monarchiste ou bonapartiste. Révolu, l'accès privilégié aux antichambres du pouvoir, quand la FNSEA cogérait la politique agricole avec l'Etat.

Jamais le monde agricole ne s'est senti si mal aimé et incompris, lui qui cultive la profonde certitude de sa mission nourricière. Mal-aimé ? Seuls 15 % des Français font de l'« agribashing », et uniquement contre un mode de production trop intensif. Et 89 % approuvent le mouvement actuel, [relève un sondage Odoxa publié par Le Figaro mercredi 24 janvier](#). L'incompréhension s'explique mieux : les agriculteurs ont perdu le monopole de l'espace rural, de plus en plus disputé par les urbains et les néoruraux.

Ils doivent désormais « coexister avec des populations porteuses de visions différentes et divergentes de la gestion de ces espaces, notent M. Hervieu et Purseigle. La prise en compte de cette condition minoritaire, renforcée par les mises en cause des pratiques culturelles et d'élevage au nom de la préservation de l'environnement, de la santé et du bien-être animal, est extrêmement douloureuse pour eux ».

Grande figure du syndicalisme vert, [Michel Debatisse évoquait, au début des années 1960, la « révolution silencieuse »](#) qui était en train d'ébranler l'ordre éternel des champs. « C'est tout le modèle agricole qu'il faut changer », juge en écho un agriculteur du Sud-Ouest. Le changement est en marche, indicible pour une partie du monde paysan et difficile à gérer par le pouvoir politique.

29 January (Atlantico)

[Colère des agriculteurs : à quel point importons-nous des produits qui ne respectent pas les normes françaises ?](#)
[Atlantico.fr](#)

IMPORTATIONS

Colère des agriculteurs : à quel point importons-nous des produits qui ne respectent pas les normes françaises ?

La réalité est infiniment plus complexe que ce que l'on entend à tout bout de champ dans le débat public et de chaque bord de l'échiquier politique.

[Jean-Christophe Bureau](#) et [Jean-Luc Demarty](#)



Une femme brandit un drapeau français devant un tracteur alors que les agriculteurs participent à une journée nationale d'actions et de barrages routiers, à Agen, le 25 janvier 2024. ©CHRISTOPHE ARCHAMBAULT / AFP

Atlantico : Les agriculteurs français sont en colère. Ils s'agacent de l'importation de nombreux produits alimentaires qui ne respecteraient pas les normes hexagonales. Peut-on vraiment dire, comme c'est souvent affirmé en ce moment, que les traités de libre-échange ne sont pas négociés autour de ces mêmes normes ? Le respect de celle-ci n'est-il pas compris dans les accords finaux ?

Jean-Luc Demarty : Il faut tout d'abord rappeler que l'ensemble des produits commercialisés dans l'Union européenne, ce qui inclut les produits issus des secteurs agricole et agroalimentaire, doivent respecter les normes sanitaires et phytosanitaires en vigueur dans l'UE. N'est tolérée aucune exception, qu'il s'agisse de produits originaires de pays membres de l'Union ou de pays tiers.

Il va de soi que, au moment de la négociation, ces éléments sont abordés. Nos partenaires savent précisément qu'il faut respecter ces normes, qui doivent être compatibles avec les principes établis par l'accord multilatéral sanitaire et phytosanitaire de l'OMC. En outre, il nous est tout à fait possible, à condition de faire preuve d'une certaine forme de rationalité, de durcir nos normes après la conclusion des accords en vertu du principe de précaution qui est acté dans nos accords, ce qui est souvent ignoré. C'est le cas par exemple de l'interdiction de l'usage des hormones qui n'est jamais négociable.

S'il fallait résumer le propos en une seule phrase, nous pourrions dire que le respect des normes sanitaires et phytosanitaires est compris dans les accords finaux que nous signons avec nos partenaires.

Que prévoient les traités de libre-échange en matière de respect des normes alimentaires ? Outre la théorie, comment se passe la pratique ?

Jean-Christophe Bureau : Les accords de libre échange de l'UE depuis le début des années 2000 ont des volets sanitaires, sociaux et environnementaux. D'une manière générale, ces volets prennent de plus en plus de place (en nombre de pages) dans les accords mais sont de fait assez peu efficaces car difficiles à contrôler. Sur le plan de l'environnement, ils sont rédigés de manière assez générale et ne contenant pas réellement de clauses

concrètes susceptibles de faire l'objet de restrictions. Sur le plan alimentaire, ils permettent d'interdire l'entrée de produits dangereux, si ceux-ci ont été jugés comme tels par des instances internationales (du type Codex Alimentarius). Ceci donne une protection du consommateur relativement efficace. Par contre sur des questions controversées mais non prouvées scientifiquement, comme les OGM, l'utilisation d'hormones ou de méthodes de production qui n'ont pas été déclarées dangereuses explicitement, ces accords ne permettent pas vraiment de protéger le producteur européen de la concurrence de biens importés produits sous d'autres normes.

Récemment, l'UE a pris des mesures unilatérales, avec des "clauses miroir". Par exemple, il n'est plus possible d'importer des viandes produites avec des antibiotiques interdits par l'UE depuis 2022. Ou du bœuf produit avec des hormones de croissance comme qui sont généralisées aux USA mais interdites dans l'UE. Néanmoins à ce stade il s'agit de mesures encore limitées à quelques produits. D'une part, il n'est pas facile de mettre en place ces clauses miroir sur un plan technique: par exemple, on ne peut pas déceler l'utilisation d'une hormone utilisée aux USA pour la production laitière dans les fromages, alors que les producteurs européens ne peuvent pas l'utiliser. Et d'autre part il y a des pressions diplomatiques et commerciales très fortes contre ces clauses miroir de la part des USA, de la Chine, du Brésil, de l'Indonésie. Or les Etats membres n'ont pas toujours envie de fâcher un potentiel client pour leurs Mercedes ou leur Rafale...

Peut-on dire de la raquette, en matière d'importation alimentaire, qu'elle est trouée et que les griefs de nos agriculteurs sont, pour partie au moins, fondés ?

Jean-Luc Demarty : Il est vrai que nous ne pouvons pas exercer un contrôle entier ou parfait. Il n'est tout simplement pas possible de contrôler l'intégralité des produits qui passent notre frontière, ce qui signifie en effet qu'il peut exister des trous dans la raquette. Ceci étant dit, il faut bien réaliser que les produits mis en vente sur le marché intérieur européen subissent de très nombreux contrôles et que la vente d'un produit jugé non conforme constitue une prise de risque importante, aussi bien pour l'importateur que pour l'utilisateur qui transforme le produit en question. Si les autorités constatent une récurrence, elles sont en mesure d'interdire l'importation du produit en question. C'est déjà arrivé par le passé, en raison d'une suspicion légitime sur la qualité de tel ou tel produit. Bien sûr, la situation est différente quand on fait face à un accident, qui concerne un produit isolé et qu'il ne s'agit donc pas nécessairement d'un problème généralisé. On pourrait ainsi citer le cas de la volaille brésilienne, qui a été interdite pour ces mêmes raisons.

Il ne s'agit pas de dire, évidemment, qu'il n'existe jamais de problème d'exécution. Toutes les politiques publiques font, hélas, l'objet d'erreurs occasionnelles et de fraudes potentielles. Mais il va de soi que tenter le diable peut s'avérer onéreux pour les importateurs, si ceux-ci sont effectivement contrôlés. D'une façon générale, il faut bien le reconnaître, la majorité des produits que l'on importe ne sont pas de mauvaise qualité. Quelques-uns sont même de très haute qualité, puisque le marché européen bénéficie d'un pouvoir d'achat assez élevé. Pour l'essentiel, il s'agit de produits de qualité standard, qui sont contrôlés aux frontières par des vétérinaires notamment quand on parle de viandes ou de volailles. Il revient à chaque Etat membre de l'Union de réaliser ces contrôles, qui ne dépendent donc pas d'une administration européenne.

Nous ne contrôlons pas, une fois encore, 100% des produits qui passent nos frontières. Mais ce n'est pas nécessaire : ce serait inutilement coûteux. Il suffit, pour déceler l'essentiel des dangers, de contrôler un échantillon significatif des biens importés et de le faire de façon aléatoire, de sorte à repérer les problèmes systémiques.

Où se situe la responsabilité des pouvoirs publics en matière d'importation (et tout particulièrement alimentaire) ? Quid des importateurs eux-mêmes ?

Jean-Christophe Bureau : Les importateurs sont soumis à des exigences de qualité sanitaire, par exemple des Limites Maximales de Résidus (MRL en anglais) pour les substances dangereuses. Mais les contrôles aux frontières sont très partiels. Ils sont aussi assez exclusivement sur l'aspect santé humaine. Il est frappant de voir le nombre de maladies et ravageurs des végétaux qui sont importées, et qui imposent un coût à notre agriculture, nos forêts, notre biodiversité.

Il y a une auto-régulation des distributeurs qui font très attention à la qualité sanitaire de ce qu'ils achètent... car ils ne veulent pas de procès. C'est une mesure efficace lorsque la santé des consommateurs est à risque, y

compris bactériologique. Mais sur les normes de fabrication différentes qui ne se voient pas dans la qualité finale (conditions sociales, environnementales, bien-être animal, etc.), les producteurs européens sont un peu laissés face à une concurrence assez déloyale.

Dans quelle mesure peut-on défendre l'idée que les grandes exploitations produiraient des produits moins sains que les petites exploitations ? Ne sont-elles pas soumises à des contrôles de qualité plus rigoureux ? Comment s'assurer, par exemple, que l'encre utilisée sur l'emballage d'un yaourt produit dans une enseigne très locale, n'a pas contaminé le produit final ?

Jean-Luc Demarty : Il n'y a pas de raison de penser que, par nature, les grandes exploitations produisent des produits moins sains que les petites exploitations. Il est vrai que les premières sont généralement plus contrôlées que les secondes. D'une façon générale, les produits issus de l'industrie agroalimentaire sont généralement plus sécurisés, sur le plan sanitaire, que ceux issus d'une production indépendante ; exception faite, bien sûr, de certains accidents bien connus. Les cas de fromages contaminés au listeria, alors qu'ils viennent directement de la ferme, existent aussi. Pour éviter ce type de risques, il faut être équipé de matériel de qualité et faire très attention, ce qui peut s'avérer difficile pour de petites exploitations ; quand bien même il existe évidemment des enseignes qui produisent des aliments d'une qualité très nettement supérieure à ce que l'on trouve en général, notamment sur le plan gustatif. Il est plus complexe de produire un bien particulièrement bon en très grande quantité que de le faire en petite quantité. Mais ces exploitations-là ne sont pas les plus représentatives.

D'une façon générale, j'aurais tendance à dire que la qualité des produits s'accroît, à la fois dans les grandes et dans les petites exploitations.

Les industries agroalimentaires, quand elles importent des produits qu'elles comptent transformer, doivent faire très attention à la qualité agricole et sanitaire de ceux-ci et, pour l'essentiel, elles travaillent avec des produits locaux quand elles le peuvent. Les matières premières utilisées, puisqu'elles sont elles aussi des produits alimentaires, sont contrôlés de la même façon que les autres produits alimentaires qui entrent en France et sont soumises aux mêmes normes.

L'espérance de vie des Français a récemment atteint un record. Faut-il penser, au regard des données sanitaires, que l'on court un si grand danger du fait de notre alimentation ?

Jean-Luc Demarty : Nous l'avons déjà dit tout-à-l'heure, mais il est indéniable que la qualité globale des produits s'améliore en France. Sur le plan gustatif, c'est évidemment discutable, mais il n'y a pas de doute à avoir sur le plan sanitaire. Il suffit de jeter un œil aux chiffres : dans les années 1950, on comptait environ 4000 morts par an en raison d'intoxications alimentaires, en France. C'est devenu très rare aujourd'hui.

Un certain nombre de figures politiques, y compris à droite, martèlent l'idée qu'il faudrait empêcher les produits n'étant pas aux normes d'arriver en France. Que répondre à de tels arguments ?

Jean-Christophe Bureau : C'est un argument très ancien des syndicats agricoles et tout particulièrement de la Confédération Paysanne qui est plutôt un syndicat de gauche. Il a beaucoup de sens car si les normes alimentaires permettent d'empêcher les produits réellement dangereux pour le consommateur, elles ne permettent pas de combler le déficit de compétitivité qui vient de méthodes de production différentes.

Mais conditionner par des clauses miroir les importations au respect de production européenne, comme on le vient de le faire par exemple en interdisant l'entrée de produits qui proviennent de zones déforestées n'est pas simple à vérifier. C'est aussi s'exposer à ce que les autres pays mettent en place des obstacles: la France n'est pas indemne de toute maladie d'élevage et des pays étrangers se sont servis de cet argument pour interdire nos produits.

La question est ici plutôt de mettre fin à une certaine naïveté de l'UE: par exemple nous importons beaucoup de miel chinois qui est "frelaté" dans le sens où il est mélangé avec des sirops de glucose. Là dessus les contrôles paraissent déficients. Or la Chine a longtemps interdit (et peut être le fait elle toujours) les importations de miel français avec des motifs sanitaires largement fallacieux (la présence en France de spores de "loque américaine" une bactérie inoffensive pour l'homme et... présente en Chine !!!).

Jean-Luc Demarty : Votre question porte sur deux sujets distincts. D'une part, elle soulève celui des normes sanitaires et phytosanitaires, qui doivent évidemment être respectées par l'ensemble des produits qui passent les frontières de l'Europe. Ce n'est pas une condition dont on peut débattre, en soi. Nous pouvons discuter de la qualité des contrôles, de comment les améliorer, mais pas de la nature même de l'objectif. Bien sûr, la situation n'est pas absolument parfaite ou idéale, nous l'avons déjà dit.

L'autre question que cela soulève, c'est celle des techniques de productions, que l'on cherche notamment à verrouiller à l'aide de clauses-miroirs. Une clause-miroir, concrètement, vise à contraindre un pays importateur avec qui l'on a signé un accord préalable à assurer la production des biens importés en faisant appel aux mêmes techniques que celles utilisées dans l'Union européenne (en matière environnementale liée au bien-être animal que de l'usage de pesticide, par exemple). Les clauses miroirs sont très difficiles à négocier lorsque les produits concernés font l'objet de restrictions à l'importation par des contingents tarifaires restrictifs, ce qui est généralement le cas des produits les plus sensibles comme les viandes. Il est alors difficile de demander à nos partenaires de s'aligner complètement sur nos techniques de production. Il pourrait en être autrement en matière environnementale liée à la lutte contre le changement climatique. S'il est demandé à nos agriculteurs de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre en les faisant rentrer dans le régime du marché du carbone, il sera justifié d'appliquer aux produits importés des pays tiers le mécanisme d'ajustement carbone à la frontière (MACF), déjà décidé pour certains produits industriels. Rappelons également que l'importation des produits issus de la déforestation sera interdite. Ceci étant dit, il faut bien réaliser que l'usage ou l'interdiction de pesticide constitue aussi une réponse aux conditions climatiques des pays où sont produits les biens en question. Il ne sera pas possible d'organiser des clauses-miroirs systématiques entre deux nations dont les réalités climatiques diffèrent grandement. Rappelons que les produits contenant des pesticides interdits en Europe ne peuvent entrer sur le marché européen s'ils dépassent la limite de détection, généralement infinitésimale.

Plus généralement le problème principal de l'agriculture française aujourd'hui est la forte dégradation de sa compétitivité par rapport à celle des autres pays européens. Cela résulte de l'application de normes souvent inutilement plus contraignantes que les normes européennes ou bien de normes franco-françaises souvent peu justifiées. En outre quand la France s'en tient strictement aux normes européennes dont le principe est souvent justifié, elle a un talent exceptionnel pour les transformer en délire bureaucratique. Je vous invite à lire les règles françaises de rétablissement ou d'entretien des haies ou de curage des fossés qui sont réellement kafkaïennes. On est dans la logique où des fonctionnaires, souvent citadins, donnent des leçons d'agriculture. Les autorisations des nouvelles installations d'élevage ou de méthanisation de taille économique compétitive sont très difficiles à obtenir et sont systématiquement contestées devant les tribunaux, souvent avec succès, par certaines ONG environnementales qui donnent également des leçons d'agriculture.

Enfin l'agriculture française est également négativement impactée par certaines décisions économiques de portée générale, comme les désastreuses 35 h qui ont généré un déficit commercial structurel de 60 à 100 milliards d'EUROS depuis 20 ans et ont fait stagner l'excédent commercial agro-alimentaire français traditionnel. Sur la même période la balance commerciale de l'UE, y compris dans sa partie agro-alimentaire, a une santé insolente en amélioration constante.

29 January (The Guardian)

[Europe is heading for perilous waters, and its leaders are dozing at the tiller | Simon Tisdall | The Guardian](#)

Europe is heading for perilous waters, and its leaders are dozing at the tiller

[Simon Tisdall](#)

Inaction threatens the continent's security over Trump, Ukraine, the rise of the far right and the crisis in the Middle East

Sat 27 Jan 2024 08.00 CET



European Union flags fly outside the EU Commission headquarters in Brussels. Photograph: Yves Herman/Reuters

Democrats fear Joe Biden is sleepwalking to disaster in a November rematch with [Donald Trump](#). Tories level similar criticism at dozy Rishi Sunak as Labour dreams of an autumn landslide. But for a truly world-beating slumber party, EU leaders take the bedtime biscuit.

The way it's going, 2024 could turn into a nightmare for the 27-country bloc – an all-time *annus horribilis*. A daunting slew of international and internal challenges is coming to a head. Is the EU ready to meet them? Definitely not.

Take the crisis in the Red Sea. Iran-backed Houthi militants have been attacking shipping there since the Israel-Hamas war began. Citing threats to global trade and free navigation, the US and the UK [struck back this month](#) in Operation Prosperity Guardian – on their own.

The EU has an important stake in this fight. About 40% of its Asia and Middle East trade moves via Suez. But only the Netherlands provided hands-on assistance. Germany offered support – in a written statement. France, Italy and Spain ducked out. The excuse in Brussels is that the EU plans to launch [its own Red Sea mission](#). Yet despite an obvious need for urgency as Houthi attacks continue, foreign ministers have put off a decision until 19 February. The good news is that Belgium may send a frigate.

This sorry saga exposes some familiar EU singularities: ambivalence about following America's lead, fear of getting into a war, divided counsels and, in this case, worry about siding with Israel. Snoozing at the tiller, [Europe](#) is again failing to pair its self-interest and aspirations as a global actor with timely, concrete, joined-up action.

Second time around, Trump may fulfil his threat to pull the plug on Nato. What then for collective European security?

The Gaza war has exploded another illusion ahead of this week's [pivotal EU summit](#). Governments believe the conflict, and regional escalation, threaten their vital interests. As Israel's largest trading partner, they think the EU has leverage. All support a two-state solution. But when Josep Borrell, EU foreign policy chief, outlined a 10-point peace plan for Palestine last week, his VIP guest, Israel Katz, Israel's foreign minister, ignored it.

“Which are the other solutions they [the Israelis] have in mind?” [Borrell fumed](#). “To make all the Palestinians leave? To kill them?” He was left muttering darkly about unspecified “consequences”.

Europe’s bottomless capacity for punching below its weight is damaging Ukraine, where two years on from its invasion, Russia appears to be slowly gaining the upper hand. As the summit approaches, Hungary’s Viktor Orbán, Moscow’s Trojan donkey, [continues to block](#) a €50bn financial package for Kyiv.

The failure of some EU countries, [notably France](#), to supply more and better arms, as US deliveries dry up, is also harming Ukraine’s chances – and consequentially, Europe’s hopes of defending its borders from future Russian aggression. That’s especially pertinent given Trump’s prospective return to the White House a year from now. Like a deer frozen in the headlights, Europe seems paralysed by the fast-approaching orange bulldozer. This time around, Trump may [fulfil his threat](#) to pull the plug on Nato. What then for collective European security?

Trump’s resurrection “would endanger European interests but Europe is not investing in mitigating the risks,” [warned Ian Bond](#), of the Centre for European Reform. Defence, transatlantic economic relations and Trump’s disdain for the rules-based international order were looming problem areas.

“Most European leaders are still not being honest with their populations about the strategic situation in which Europe finds itself. Russia is increasingly putting its economy on a war footing,” Bond wrote. This helps explain calls in the UK to [mobilise a “citizen army”](#) and prepare for war.

There has been much talk in Europe in recent years about developing common defences. But French president Emmanuel Macron’s blueprints for EU “strategic autonomy” and “military sovereignty” have largely gathered dust. US-led [Nato](#) remains Europe’s first and last hope.

Like a deer frozen in the headlights, Europe seems paralysed by the fast-approaching orange bulldozer

Fearful of [Trump’s second coming](#), Manfred Weber, leader of the European People’s party in the European parliament, [proposes an EU-wide nuclear umbrella](#) based around France’s force de frappe. “Regardless of who is elected in America, Europe must be able to stand on its own in terms of foreign policy and be able to defend itself independently,” he said.

For Judy Dempsey, of Carnegie Europe, the geopolitical dangers facing the EU in 2024 are global – and exacerbated by the [dithering of its wealthiest member](#). Germany’s chancellor, Olaf Scholz, “is giving no political or strategic leadership to a Europe that is ill-prepared for a possible rupture of the transatlantic relationship,” Dempsey wrote.

“Similarly, neither [Germany](#) nor Europe is prepared to withstand the growing influence of regimes that challenge the traditional prominence of the west” – a reference to China, a big trade partner and bigger potential threat. “Europe’s way of life, anchored in democracy, human rights, and security, is on borrowed time.”

Germany is also a flashpoint in the main internal political challenge confronting the EU – [the rise of the far right](#), which Scholz and tens of thousands of German street demonstrators decry as an existential threat to liberal democracy. In France, anti-EU sentiment is being cynically exploited by the right to fuel current farm protests.

New polling by the European Council on Foreign Relations [suggests populist](#) “anti-European” parties, principally of the right, will make large gains in EU and national elections this year. Migration, broken budgets, energy and climate are other [explosive common denominator issues](#).

Can the EU survive a dangerous, defining year? It will probably muddle through. But the sort of strategic leadership and vision offered by [Jacques Delors, the legendary Eurocrat](#) who died last month, is evidently lacking – and urgently required.

Europe is the meat in the sandwich being cut by hostile authoritarians around the world. If it doesn’t wake up and shape up, it’s lunch.

29 January (The Economist)

[The EU's €50bn package to Ukraine is a far cry from its rhetoric \(economist.com\)](https://www.economist.com)

Charlemagne

The EU's €50bn package to Ukraine is a far cry from its rhetoric

A help set to be agreed next week is no match for the challenge



image: peter schrank

Jan 25th 2024

As Yugoslavia threatened to descend into bloodshed in 1991, its neighbours flew in to offer help. “This is the hour of Europe,” declared Jacques Poos, the Luxembourgish foreign minister dispatched to Belgrade by the European institutions in Brussels to stop all-out war from erupting. It was not. Savage fighting ensued, ultimately brought to an end mostly by America, proving Mr Poos wrong. Three decades on, the hour of Europe has come again. On February 1st, at a summit of the EU’s 27 national leaders in Brussels, politicians will emerge bleary-eyed from into-the-night talks to announce—if all goes well—a package of €50bn (\$55bn) in support of Ukraine. Amid the self-congratulation and soaring press-conference guff about standing shoulder-to-shoulder with an embattled neighbour, it will be considered impolite to note the package is to be spread out over four years and amounts to around 0.08% of the GDP of the union in that period.

As in the time of the hapless Mr Poos, a gap exists between how Europe describes the situation and the means it is putting up to tackle it. Listen to politicians and things sound dire enough. French officials describe Europe as needing to shift to a “war economy”, fully mobilised to thwart the Kremlin’s imperial ambitions. Central Europeans say Russian victory in Ukraine would lead to further wars of conquest, and justifiably worry they might be next. Such anxious tones will be familiar to veterans of other crises that have befallen the continent, whether it be COVID-19, an imploding euro or the prospect of climate change. To face up to those challenges, finding money was no object. Taboos were broken to fight the pandemic, including a €750bn jointly borrowed recovery fund. Keeping up the green transition will cost over €1trn a year. And a decade ago the European Central Bank promised to do “whatever it takes” to save the single currency. When it comes to Ukraine, Europeans are content to commit a sum of money that represents a mere rounding error in their national accounts.

Read more of our recent coverage of the [Ukraine war](#)

Is the prospect of a revanchist Russia not worse than a pandemic, even? It is not that the EU has done nothing for Ukraine: refugees have been welcomed, sanctions imposed, and Ukraine offered the prospect of joining the club. Contrast that with America, which started off by providing lots of military kit but has for now ended shipments as its own \$61bn assistance package is caught in partisan gridlock. Nor is the €50bn to be agreed next week the only help EU members are proffering. Some countries, notably Germany, are still sending lots of

military and financial aid bilaterally. Non-eu Europeans, whether from Britain or Norway, have pledged large amounts of weapons and cash too.

But the multi-year package has all but replaced fresh offers of short-term aid: this is what Ukraine will have to make do with for the moment, according to diplomats from eu countries. Europe's purse-strings have been kept tight by three factors. One is that some politicians, notably in western Europe, may have silently been fine with Ukraine getting a trickle of money—enough for it not to lose but not to win too comprehensively either, lest that humiliate Russia. That may have been the case in the war's early stages, but feels out of date now. Still, keeping the authorities in Kyiv on a short leash has its advantages, for example if Ukraine one day needs to be pushed towards the negotiating table.

The second is that assistance to Ukraine often comes not in the form of cash, but of military equipment. There is not much left in national armouries to send east, so shells and cannons need to be made instead. Some countries, notably France, want to ensure the weapons are manufactured in Europe (ie France, often). The aim is not for local firms to profit, though that doesn't hurt, but for arms-making capacity to be built up as part of plans for Europe to bolster its "strategic autonomy". Alas combining the aim of helping Ukraine with that of industrial policy has not worked well. Last spring the eu promised that it would send 1m shells to Ukraine within a year; yet by late December only 300,000 had been delivered, and few think the target realistic. Meanwhile, North Korea alone (gdp: 1/500th of the eu) has managed to send Russia over 1m shells, say South Korean spooks. Russia is closer to becoming a "war economy", pushing defence spending to over 6% of gdp.

The third reason for Europe's stinginess is that Ukraine has been caught in the eu's internal wrangling. The mooted €50bn has been sourced through the bloc's institutions in Brussels, whose annual budget is itself tiny, at just 1% or so of the 27 members' gdp. Because the aid to Ukraine is tied to a review of overall eu spending, it has taken seven months to unblock the amount. Changes to the union budget need to be agreed unanimously, which gave undue leverage to Viktor Orban, Hungary's prime minister and chum to the Kremlin. An expert blackmailer, he blocked the €50bn deal at a summit in December, forcing his fellow leaders back to Brussels. He may do so again, though he now has a new source of blackmail: after Turkey's parliament signed off on Sweden's accession to nato on January 23rd, Hungary is the only hold-out.

Show me the money

Amid the haggling and the summiteering, some simple facts seem to have been overlooked. Europe is a rich place. It would be far worse off if Ukraine lost the war. Proper funding would help Ukraine, which faces a budget shortfall just this year of over \$40bn. A far more generous offer would be in Europe's interest. Kaja Kallas, the Estonian prime minister, has suggested Ukraine's allies should pony up 0.25% of their gdp per year. That is about one-third of what countries are meant to spend on development aid, and one-eighth of nato defence-spending targets. Such an allowance, roughly triple what is on offer now, would allow the government in Kyiv to plan for victory, and for Russian defeat. Either Europeans are spewing nonsense about how tied their fates are to Ukraine's, or they are being short-sighted. Either way, they are not putting their money where their mouths are. ■

This article appeared in the Europe section of the print edition under the headline "The hour of Europe chimes again"

29 January (The New York Times)

[Israel Details Claims Against U.N. Workers It Says Aided Hamas - The New York Times \(nytimes.com\)](https://www.nytimes.com)

Details Emerge on U.N. Workers Accused of Aiding Hamas Raid

Israeli officials have presented evidence they say ties workers at a Palestinian aid agency in Gaza to violence during the Hamas-led attack on Israel.



A school affiliated with the United Nations Relief and Works Agency in Khan Younis, southern Gaza, in October. Credit...Samar Abu Elouf for The New York Times

By [Ronen Bergman](#) and [Patrick Kingsley](#)

The reporters reviewed intelligence documents related to the Israeli allegations and interviewed officials briefed on their contents.

Published Jan. 28, 2024 Updated Jan. 29, 2024, 2:13 a.m. ET

One is accused of kidnapping a woman. Another is said to have handed out ammunition. A third was described as taking part in the massacre at a kibbutz where 97 people died. And all were said to be employees of the United Nations aid agency that schools, shelters and feeds hundreds of thousands of Palestinians in the Gaza Strip.

The accusations are contained in a dossier provided to the United States government that details Israel's claims against a dozen employees of the United Nations Relief and Works Agency who, it says, played a role in the Hamas attacks against Israel on Oct. 7 or in their aftermath.

The U.N. said on Friday that it had fired several employees after being briefed on the allegations. But little was known about the accusations until the dossier was reviewed on Sunday by The New York Times.

The accusations are what prompted eight countries, including the United States, to suspend some aid payment to the UNRWA, as the agency is known, even as war plunges Palestinians in Gaza into desperate straits. More than 26,000 people have been killed there and nearly two million displaced, according to Gazan and U.N. officials.

The UNRWA workers have been accused of helping Hamas stage the attack that set off the war in Gaza, or of aiding it in the days after. Some 1,200 people in Israel were killed that day, Israeli officials say, and about 240 were abducted and taken to Gaza.

On Sunday, the United Nations secretary general, António Guterres, described himself as “horrified by these accusations” and noted that nine of the 12 accused employees had been fired. But Mr. Guterres implored those nations that had suspended their aid payments to reconsider. UNRWA is one of the largest employers in Gaza, with 13,000 people, mostly Palestinians, on staff.

Asked about Israel's allegations on Sunday, UNRWA said that two of the 12 employees were dead but that it could not provide more information while the U.N.'s Office of Internal Oversight Services was still investigating.

Two Western officials confirmed on the condition of anonymity that they had been briefed on the contents of the dossier in recent days, but said they had not been able to verify the details. Although the United States has yet to corroborate the Israeli claims itself, American officials say they found them credible enough to warrant suspending aid.

The Times verified the identity of one of the 12 employees, a storeroom manager, whose social media profile lists him as an UNRWA employee and shows him wearing U.N.-branded clothes.

The Israeli dossier, presented to U.S. officials on Friday, lists the names and jobs of the UNRWA employees and the allegations against them.

The dossier said that Israeli intelligence officers had established the movements of six of the men inside Israel on Oct. 7 based on their phones; others had been monitored while making phone calls inside Gaza during which, the Israelis say, they discussed their involvement in the Hamas attack.

Three others got text messages ordering them to report to muster points on Oct. 7, and one was told to bring rocket-propelled grenades stored at his home, according to the dossier.

The Israelis described 10 of the employees as members of Hamas, the militant group that controlled Gaza at the time of the Oct. 7 attack. Another was said to be affiliated with another militant group, Islamic Jihad.

Yet seven of the accused were also said to be teachers at UNRWA schools, instructing students in subjects like math and Arabic. Two others worked at the schools in other capacities. The remaining three were described as a clerk, a social worker and the storeroom manager.

The most detailed accusations in the dossier concerned a school counselor from Khan Younis, in southern Gaza, who is accused of working with his son to abduct a woman from Israel.

A social worker from Nuseirat, in central Gaza, is accused of helping to bring the body of a dead Israeli soldier to Gaza, as well as distributing ammunition and coordinating vehicles on the day of the attack.

The Israeli accusations come against the backdrop of decades-long frictions with UNRWA. Since 1949, the agency has cared for the families of Palestinians who fled or were forced from their homes during the wars surrounding the creation of the state of Israel.

The organization provides vital aid to more than five million Palestinian refugees scattered across the Middle East, whose future and status have never been resolved despite years of negotiations.

But to its critics, including many Israelis, the agency is an obstacle to resolving the conflict. Its very existence, they say, prevents Palestinian refugees from integrating into new communities and stokes their dreams of one day returning to what is now Israel — a goal that Israel says it will never allow. And in Gaza, Israel argues, UNRWA has fallen under the influence of Hamas, a claim the agency rejects.

This is not the first time the United States has cut off money to the U.N. agency. The Trump administration suspended aid as part its efforts to pressure the Palestinian leadership to stop demanding that refugees be allowed to return to Israel.

But the current threat to its funding is considered to be the gravest in its history because it comes at a time of crisis for Gaza.

Amid warnings of famine, the collapse of the health system and the massive displacement of the Palestinian population, UNRWA's work is considered more important than ever. It helps coordinate the distribution of the supplies of aid — however meager — that arrive each day in southern Gaza, and its schools provide shelter to more than a million Gazans, according to the agency's statistics.

The funding suspensions may be felt quickly. Unlike other U.N. agencies, UNRWA has no strategic financial reserve. On Sunday, Mr. Guterres said services might need to be reduced beginning in February.

A day earlier, the agency's commissioner-general, Philippe Lazzarini, warned of impending catastrophe.

"It would be immensely irresponsible to sanction an agency and an entire community it serves because of allegations of criminal acts against some individuals, especially at a time of war, displacement and political crises in the region," he said.

"The lives of people in Gaza depend on this support, and so does regional stability," Mr. Lazzarini said.

The State Department on Friday acknowledged the critical humanitarian role played by UNRWA but said it was suspending its funding while it assessed both the allegations and the agency's response to them.

Israeli officials themselves were concerned on Sunday about whether their accusations might in the end make their own position more difficult, according to three officials involved in the discussion. A collapse in the delivery of services to Gaza could force Israel to shoulder a greater role in running aid distribution — a role it does not want.

Reports about the accusations against the aid workers came on the same day that the International Court of Justice issued an interim ruling on accusations of genocide that have been leveled against Israel by South Africa. The [court ordered Israel to take action to prevent](#) acts of genocide by its forces in Gaza and to allow more aid into the territory.

29 January (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/international/article/2024/01/29/en-pleine-crise-humanitaire-a-gaza-l-unrwa-l-agence-de-l-onu-pour-les-refugies-palestiniens-plongee-dans-une-tourmente-inedite_6213615_3210.html

En pleine crise humanitaire à Gaza, l'UNRWA, l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens, plongée dans une tourmente inédite

À la suite d'accusations israéliennes concernant la participation d'une dizaine d'employés aux attaques du Hamas du 7 octobre contre l'Etat hébreu, les Etats-Unis, suivis par plusieurs pays occidentaux, ont suspendu leurs financements.

Par [Louis Imbert](#) (Jérusalem, correspondant), [Philippe Ricard](#) et [Laure Stephan](#) (Beyrouth, correspondance)

Publié aujourd'hui à 05h30, modifié à 09h59



Philippe Lazzarini, le commissaire général de l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA), à Beyrouth, au Liban, le 6 décembre 2023. BILAL HUSSEIN / AP

La principale agence de l'Organisation des Nations unies (ONU) chargée de l'aide aux Palestiniens, l'UNRWA, est plongée dans la tempête, alors même qu'un désastre humanitaire inédit se déroule dans la bande de Gaza, pilonnée par l'armée israélienne. Une dizaine d'employés de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) sont accusés par l'Etat hébreu d'avoir été impliqués dans l'attaque du Hamas du 7 octobre 2023. Depuis que ces allégations ont été rendues publiques par l'agence elle-même, [plusieurs pays occidentaux, Etats-Unis en tête, ont suspendu leur financement](#).

Les opérations de l'UNRWA à Gaza se trouveront ainsi en péril dès février, selon Antonio Guterres. Le secrétaire général de l'ONU a souligné, dimanche 28 janvier, que « les présumés actes abjects » des employés incriminés « doivent avoir des conséquences ». Mais il a plaidé pour que l'agence, tout comme les civils de Gaza, ne fasse pas l'objet d'une punition collective.

Le 18 janvier, Philippe Lazzarini, commissaire général de l'UNRWA, vient d'effectuer sa quatrième visite à Gaza depuis le début de la guerre. Lors d'une réunion en Israël à la demande de responsables de l'Etat hébreu, selon une source au fait du dossier, il est informé de l'« implication supposée » d'employés, selon les termes de l'agence, dans l'attaque du Hamas.

Le 22 janvier, il s'entretient à New York avec Antonio Guterres, puis avec les principaux bailleurs. Il veut désamorcer ce qu'il sait être une bombe pour la réputation et le travail de ses équipes. Que douze employés soient mis en cause risque de jeter l'opprobre sur les quelque 13 000 autres actifs dans la bande de Gaza, et sur toute l'UNRWA, sous le coup d'accusations répétées d'affiliation ou de collusion avec le Hamas, formulées par des groupes pro-israéliens depuis le 7 octobre 2023. M. Lazzarini les a sans cesse démenties, et a condamné les massacres commis par le groupe islamiste.

Salariés licenciés

Dans cette logique, et afin de devancer des fuites, l'UNRWA rend publique l'affaire, le 26 janvier. Son communiqué précise que les [salariés soupçonnés ont été licenciés](#) et qu'une enquête a été lancée : « Tout employé qui a été impliqué dans des actes de terrorisme devra en répondre, y compris à travers des poursuites judiciaires. » La nature des accusations n'est pas détaillée. Les suspects se sont-ils rendus coupables de massacres ? Ont-ils apporté un soutien logistique ? Selon Antonio Guterres, sur les douze mis en cause, neuf ont été licenciés, un est « confirmé mort » et les identités de deux autres sont « en train d'être clarifiées ». L'investigation a été confiée à un organisme de l'ONU.

Quand les Etats-Unis, premier donateur, annoncent, vendredi, qu'ils suspendent leur financement, c'est un premier choc dans les quartiers généraux de l'agence, à Amman. Suivent les ralliements en cascade à la position américaine d'autres pays occidentaux – dont l'Allemagne, le Royaume-Uni et le Canada.

Ces boycotts suscitent la sidération des opinions publiques arabes : l'annonce de Washington survient quelques heures après que la Cour internationale de justice (CIJ) a appelé à protéger les Palestiniens de Gaza contre un « risque réel et imminent » de génocide. Les alertes de Philippe Lazzarini ont figuré en bonne place du dossier étudié par la Cour, dont les Etats-Unis, principal allié d'Israël, ont balayé la décision, en l'estimant « sans fondement ».

Climat hystérique

Désormais, l'ordonnance de la CIJ passe au second plan. « Le climat est hystérique. Dans un effet boule de neige, des bailleurs se retirent alors qu'une enquête est en cours et que des sanctions ont été prises à l'encontre des employés suspectés », déplore Jalal Al-Husseini, chercheur à l'antenne d'Amman de l'Institut français du Proche-Orient (IFPO), qui a réalisé plusieurs travaux de consultant pour l'UNRWA. « A tête reposée, ils feront probablement marche arrière : ils savent que l'agence joue un rôle humanitaire essentiel », prédit-il.



Des déplacés palestiniens reçoivent de l'aide devant le centre de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) à Rafah, dans le sud de la bande de Gaza, le 28 janvier 2024. AFP

Tout en parlant d'actes d'une « exceptionnelle gravité », la France a, selon nos informations, décidé de ne pas suspendre à ce stade ses financements, dont les prochains versements sont prévus au deuxième trimestre 2024, et préfère attendre de connaître le résultat des enquêtes diligentées. Pour Paris, l'UNRWA demeure incontournable à ce jour pour assister les populations civiles de la bande de Gaza.

Selon Israël, les révélations sur l'agence onusienne sont en partie le fruit d'informations collectées au fil de la progression de ses soldats dans Gaza. Le chef du renseignement militaire, Aharon Haliva, en a rendu compte à une délégation américaine, menée par l'envoyé spécial de Washington pour les affaires humanitaires, David Satterfield, a précisé le [New York Times](#). En plus des accusations portées aujourd'hui contre les douze employés, Israël a publié ces dernières semaines des courriers qu'il attribue à la branche armée du Hamas, demandant à l'UNRWA d'excuser l'absence de professeurs afin qu'ils participent à des entraînements militaires.

Rapports difficiles

Israël entretient de longue date des rapports difficiles avec l'entité onusienne, dénonçant notamment les manuels scolaires palestiniens utilisés dans ses écoles, qu'il juge antisémites et hostiles à l'Etat juif. L'extrême droite rêve de faire fermer l'UNRWA. Or ses arguments ont acquis un droit de cité inédit en Israël depuis le 7 octobre 2023. L'agence y est désormais assimilée au Qatar, accusé par Benjamin Nétanyahou d'avoir soutenu et financé le Hamas.

Le premier ministre tâche ainsi d'éluder ses propres responsabilités, après avoir lui-même encouragé l'émirat à fournir à Gaza une aide financière directe, afin d'y maintenir un calme trompeur. Depuis trois mois, la patronne d'un lobby parlementaire pour une réforme de l'UNRWA, Sharren Haskel (droite), a voyagé à Bruxelles et dans des capitales européennes pour convaincre les donateurs de cesser de financer l'agence.

Active dans les territoires palestiniens mais aussi au Liban, en Syrie, en Jordanie, l'UNRWA est devenue le symbole des réfugiés palestiniens : son existence même ramène Israël à son passé, rappelant la dépossesion de quelque 700 000 Palestiniens de leur terre à la création de l'Etat hébreu en 1948. Une incarnation dont les idéologues nationalistes israéliens ne veulent plus.

Le chef de la diplomatie israélienne, Israël Katz, affirme aujourd'hui que « l'UNRWA ne fera pas partie » de l'après-guerre à Gaza. L'armée, pour sa part, a cessé de défendre publiquement l'agence, sans ignorer cependant qu'elle fournit des services vitaux et coûteux à Gaza comme à Jérusalem-Est et en Cisjordanie, lesquels incomberaient en son absence à la puissance occupante.

Neutralité

Face aux attaques redoublées dont elle fait l'objet, l'UNRWA a annoncé à la mi-janvier – soit avant les accusations contre ses employés – son intention de lancer une enquête indépendante sur son fonctionnement. Avec l'objectif de démontrer que ses pare-feu – elle est régulièrement auditée – sont solides.

« Depuis les années 2000, l'UNRWA a renforcé les mesures pour garantir sa neutralité. Composée à 99 % de staff local, elle est immergée dans la société palestinienne, et ses employés, comme tout citoyen dans le monde, ont leurs affinités politiques. L'UNRWA exige que cela n'empiète pas sur le devoir de neutralité. Quand un employé viole ce code de conduite, il est licencié », affirme le chercheur Jalal Al-Husseini. La liste du personnel à Gaza est en outre transmise depuis des années aux autorités israéliennes.

Plusieurs sources en Europe ou au Proche-Orient contactées par Le Monde considèrent que ces révélations visent à faire taire non seulement les responsables de l'UNRWA, mais aussi ceux d'autres agences de l'ONU, qui dénoncent une apocalypse à Gaza.

L'actuel chef de l'UNRWA en a pris les rênes en 2020. Il lui incombait alors de rétablir la confiance après [la mise à l'écart de son prédécesseur, Pierre Krähenbühl, à la suite d'accusations de népotisme](#). Certains reprochaient à M. Lazzarini une approche trop gestionnaire ou trop molle. Mais, depuis le début de la guerre à Gaza, l'humanitaire s'est imposé comme une voix infatigable, dénonçant le calvaire des civils, les blocages israéliens à l'entrée de l'aide ou la mort de plus de 150 de ses employés. Sur X, le ministre israélien des affaires étrangères, Israël Katz, l'a appelé à « démissionner ». Pour l'instant, l'UNRWA conserve le soutien du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, lui-même sous le feu des critiques de représentants de l'Etat hébreu.

[Louis Imbert\(Jérusalem, correspondant\)](#), [Philippe Ricard](#) et [Laure Stephan\(Beyrouth, correspondance\)](#)

29 January (The Economist)

[The ICJ delivers a stinging rebuke to Israel over the war in Gaza \(economist.com\)](https://www.economist.com/news/international/2024/01/26/the-icj-delivers-a-stinging-rebuke-to-israel-over-the-war-in-gaza)

Israel and Gaza

The ICJ delivers a stinging rebuke to Israel over the war in Gaza

But as the court has not ordered a ceasefire, its ruling is largely symbolic



image: getty images

Jan 26th 2024

There was no hiding the fury behind the nearly unanimous rulings of the 17 judges of the International Court of Justice (icj) in The Hague. On January 26th they ordered Israel to “take all measures within its power” to prevent acts of genocide by its forces in Gaza, to prevent and punish incitement to genocide and to ensure that more aid reaches the strip. Yet because the court pointedly declined to order Israel to halt its military operations against Hamas, its ruling is largely symbolic. It is a rebuke to the way in which Israel has waged the war—and perhaps more importantly to the conduct of Binyamin Netanyahu’s government—but one that is unlikely to constrain significantly its ability to keep fighting Hamas. Though in ordering Israel to report in a month on the steps it has taken, the court appears to be reserving the right to take further steps.

The order, in a case brought by South Africa under the Genocide Convention of 1948, makes it clear that the court has not found that Israel is committing acts of genocide. The icj will only decide whether this is the case after a full trial that could last years. And the bar for it to reach such a conclusion is high: South Africa would have to prove that Israel set out to kill or harm Palestinians with the deliberate intention of destroying them as a group. That seems improbable. But at this stage of the proceedings the court merely had to decide whether it is “plausible” that acts of genocide could be occurring. This was a much lower threshold for South Africa to cross. That it was able to do so underlines how Mr Netanyahu has mismanaged a war that was sparked after Hamas attacked Israel on October 7th, killing some 1,200 people, most of them civilians, raping and torturing many and kidnapping about 240.

In order to convince the court that it was at least plausible that Israel’s response has been genocidal, South Africa had to show not only that Israel was killing people—something easily done since the death toll in Gaza has now surpassed 26,000 people according to the Hamas-run health authorities—but also that Israel did so with genocidal intent. Its main evidence for this came in the form of public statements by some Israeli officials and politicians. The judgment highlighted concerns about dehumanising language and said it had taken note of such statements. One cited in the ruling was by Yoav Gallant, the defence minister, in which he ordered a “complete siege” of Gaza and compared Hamas terrorists to “animals”. (South Africa claimed he was referring to all Palestinians; the full quote suggests he was not.) Another was by Israel Katz, now the foreign minister, who said that civilians in Gaza “will not receive a drop of water or a single battery until they leave the world”.

Israel argues that these quotes have been taken out of context and do not reflect official policy, which is to adhere to international humanitarian law, the body of law which governs armed conflicts. The fact that it had to

try to explain away these and other more inflammatory comments made by government ministers is an indictment of Mr Netanyahu. He has been unwilling to rein in the Jewish supremacists and religious conservatives in his coalition, whose support he relies on to cling to power. After Amichai Eliyahu, the heritage minister, suggested dropping a nuclear bomb on Gaza, the only penalty was a temporary suspension from attending cabinet meetings. Tellingly Aharon Barak, Israel's most renowned jurist and its appointee to the icj panel hearing the case, voted with the majority of judges in ordering it to prevent and punish incitement to genocide. "Although I am convinced that there is no plausibility of genocide...I have voted in favour in the hope that the measure will help to decrease tensions and discourage damaging rhetoric," he wrote in a separate opinion.

A second indictment concerning Mr Netanyahu's conduct in the war relates to the humanitarian crisis in Gaza and the looming famine there. The icj panel considered the collapsing health system, lack of food and clean water and the risk of the situation worsening as evidence of the need for it to make a provisional finding against Israel. The court's order that Israel should ensure more aid reaches Gaza was also supported by Mr Barak.

The court's orders are unlikely to affect the fighting itself in Gaza. Israel has long argued that its use of force is already in line with international law. And the court has no means to force it to change its behaviour. In so far as the rulings add to the pressure on Israel to ease the humanitarian crisis in Gaza and to prosecute incitement to genocide, they may do some good. But this comes at a cost. Many will interpret the provisional ruling to mean that Israel has been implicated in genocide, a finding that will almost certainly be overturned, but not for a decade or more. Until then, however, Israel will have been unfairly tainted.

The judges also risk weakening the Genocide Convention and the icj itself. By finding against Israel on such flimsy evidence, and using such a low threshold of "plausibility", it has set a precedent that will almost certainly lead to many more spurious cases being brought before the icj. That means the judges may have made it harder for the world to stop genocides in the future.

29 January (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/01/27/gaza-le-necessaire-et-inlassable-rappel-du-droit_6213382_3232.html

Gaza : le nécessaire et inlassable rappel du droit

Éditorial

En reconnaissant un risque de génocide, la Cour internationale de justice rappelle que la guerre menée depuis octobre par Israël est incompatible avec le respect des règles élémentaires de protection des civils et nourrit une dynamique dangereuse.

Publié aujourd'hui à 10h29

Une routine macabre s'est installée à Gaza. La comptabilité des morts et des blessés s'est perdue, alors qu'elle poursuit une marche folle. La vie suspendue de plus de 2 millions de personnes qui manquent de tout ne rencontre plus guère que le fatalisme. Beaucoup jugeront peu probable que [les ordonnances rendues le 26 janvier par la Cour internationale de justice](#) (CIJ) parviennent à ébranler un mur d'indifférence. Ces ordonnances sont théoriquement contraignantes et sans appel, [mais la CIJ n'est pas en mesure de les faire respecter](#). Elles rappellent pourtant des principes qu'Israël devrait s'honorer de respecter au lieu de leur opposer son mépris.

La CIJ ne s'est pas prononcée vendredi sur le fond de [la saisine de l'Afrique du Sud](#). Cette dernière estime que l'opération militaire conduite par Israël en riposte aux massacres du 7 octobre perpétrés par le Hamas encourt une qualification de génocide. Cette très lourde accusation nourrit logiquement une virulente controverse compte tenu de l'origine de ce concept juridique.

La Cour a, en revanche, enjoint à l'Etat hébreu de faire tout son possible pour « empêcher la commission de tout acte entrant dans le champ d'application » de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, et de prendre « toutes les mesures en son pouvoir pour prévenir et punir l'incitation directe et publique à commettre le génocide ». Une recommandation bienvenue étant donné les propos inquiétants émanant de la coalition gouvernementale la plus à droite de l'histoire d'Israël.

La CIJ a également demandé à Israël de prendre « des mesures immédiates et efficaces pour permettre la fourniture des services de base et de l'aide humanitaire dont les Palestiniens ont un besoin urgent pour faire face aux conditions de vie défavorables auxquelles ils sont confrontés ». Cela devrait aller de soi, surtout de la part d'un Etat qui revendique une forme d'exemplarité en dépit des entorses au droit international dont il ne cesse de se rendre coupable.

Machine à broyer

On ne peut qu'observer que la guerre menée depuis octobre dans l'un des territoires les plus pauvres et les plus surpeuplés du monde est incompatible avec le respect des règles élémentaires de la protection des civils en période de conflit armé, et qu'elle nourrit une dynamique dangereuse.

En se fixant l'objectif de détruire le Hamas, Israël a en fait mis en marche [une machine à broyer Gaza et ses habitants](#). Cette évidence n'a cessé de se vérifier au fil des semaines, et désormais des mois. Depuis la fin d'une courte pause humanitaire, début décembre, aucun otage israélien enlevé le 7 octobre n'a été libéré et aucun dirigeant du Hamas n'a été capturé, ou tué. En revanche, les destructions qui ont ravagé le nord de la bande de terre se sont étendues au sud, plus de 10 000 morts palestiniens se sont ajoutés à une interminable liste, sans même parler de blessés privés de soins, et le nombre de soldats israéliens tués au combat a plus que doublé.

Ce constat d'impasse est partagé publiquement par un membre du cabinet de guerre israélien, Gadi Eisenkot, ancien chef d'état-major de l'armée israélienne, qui a perdu un fils et un neveu dans les combats. L'attaque du Hamas, puis les décimations de l'armée israélienne ont placé le conflit israélo-palestinien sur une trajectoire condamnant deux peuples à un drame sans fin. Tout doit être mis en œuvre pour y résister. Entendre la justice internationale est un indispensable préalable.

29 January (Le Figaro)

[En Israël, le camouflet de la Cour suprême à Netanyahu \(lefigaro.fr\)](https://www.lefigaro.fr)

En Israël, le camouflet de la Cour suprême à Netanyahu

Par [Tanguy Berthemet](#)

Publié le 01/01/2024 à 18:16, mis à jour le 02/01/2024 à 18:35



Le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, à Tel Aviv, le 31 décembre 2023. ABIR SULTAN / AFP

Les juges ont rejeté les dispositions clés de la réforme de la justice voulue par le premier ministre.

Avant [le 7 octobre](#), avant que le pays ne soit pris dans le chaos de l'attaque sanglante du Hamas, Israël était englué dans une des plus graves crises politiques internes de son histoire : une tentative de réforme du système judiciaire qui a mené des centaines de milliers d'opposants dans les rues et miné l'unité nationale.

Lundi après-midi, la Cour suprême a ravivé cette plaie en rejetant l'un des chapitres clés de cette réforme, dans une décision iné dite. Voulu par [Benyamin Netanyahu](#) et sa coalition, la plus à droite qu'ait connue le pays, le premier paragraphe de ce texte prévoyait d'empêcher les juges de la Cour suprême de s'opposer à des décisions, ou le plus souvent des nominations, du gouvernement au motif qu'elles seraient «déraisonnables», une possibilité utilisée à plusieurs reprises par les magistrats.

Par une majorité très courte de 8 voix contre 7, les juges ont censuré cette disposition au cœur du projet voté par la Knesset en juillet dernier qui avait suscité un tollé dans le pays. Pendant près de dix mois, des manifestations se sont enchaînées à Tel-Aviv, les plus importantes jamais connues. Les opposants à la réforme accusent le gouvernement de tenter par cette loi de s'arroger tous les pouvoirs et de chercher à faire basculer le pays vers un système illibéral. Ils soupçonnent en outre le premier ministre, impliqué dans plusieurs affaires de corruption et de conflits d'intérêts, de vouloir manipuler la justice pour se sortir de l'ornière judiciaire. Dans un pays dépourvu de Constitution, la notion de «déraisonnable» permet de fait au judiciaire de faire contrepoids et de borner les pouvoirs de l'exécutif.

Crise politique et institutionnelle

Les tensions ont alors été très vives et sont allées très loin. Des milliers de réservistes, notamment au sein de l'armée de l'air, épine dorsale des Forces de défense d'Israël (FDI), avaient commencé à quitter les rangs en signe de protestation. Le ministre de la Défense, Yoav Gallant, inquiet de ce mouvement, avait critiqué la réforme, estimant qu'en divisant l'armée elle représentait «une menace tangible» pour la sécurité d'Israël. Benyamin Netanyahu avait, en réaction, limogé son ministre avant de finalement le maintenir en gelant pour un temps sa réforme.

Les profondes divisions apparues alors sont désormais vues différemment à la lumière du raid du Hamas le 7 octobre, qui a causé la mort de plus de 1200 personnes, en majorité des civils. Le porte-parole de l'armée, le contre-amiral Hagari, a estimé ainsi que la fracture avait «probablement» joué un rôle dans la décision du

Hamas de passer à l'attaque. Dans les médias, plusieurs anciens officiers ont affirmé que ces luttes internes avaient donné à croire au Hamas qu'Israël connaissait un moment de faiblesse dans sa capacité de réponse. Une pierre de plus dans le jardin du premier ministre, qui, au pouvoir pendant la plus grande partie de ces quinze dernières années, porte une lourde responsabilité dans la faillite des services de renseignements et de la capacité de réaction de l'armée.

Le vote de la cour pourrait déboucher, donc, selon les observateurs, sur une très grave crise politique, doublée d'une crise institutionnelle comme Israël n'en a jamais traversé depuis sa création en 1948.

Rejet à une courte majorité

Reste que Benjamin Netanyahu n'avait pas encore réagi mardi au camouflet infligé par la cour. Le ministre de la Justice, Yariv Levin, a, dans un communiqué, critiqué une décision de «s'emparer de tous les pouvoirs» et «écarter les droits fondamentaux de millions de citoyens à participer à la prise de décision». Le ministre a également fustigé la publication de cette décision en pleine guerre, «en contradiction avec le besoin d'unité pour le succès de nos soldats sur le front». Le Likoud, le parti du premier ministre, a lui aussi choisi de vilipender une décision qui «s'oppose à la volonté du peuple». Itamar Ben-Gvir, le ministre de l'Intérieur, issu de l'extrême droite religieuse, y voit «un choix dangereux et antidémocratique».

L'opposant et ancien premier ministre Yair Lapid, de son côté, «soutient totalement» la cour, qui «protège les citoyens israéliens». Benny Gantz, le rival de Netanyahu mais aujourd'hui membre du cabinet de guerre, a souligné que la décision devait «être suivie». Dans les rangs des protestataires, Shikma Bressler, l'un des leaders de la contestation, a fait part de son «soulagement» de voir écarter «la menace d'une dictature» tandis que l'association des Frères d'armes assure que «l'ordre du jour doit être l'unité» et qu'«Israël ne doit pas revenir à l'heure des divisions».

La relative modération des réactions dans l'opposition tient pour beaucoup à la guerre et à la situation des otages, qui rend pour l'instant l'arrêt de la cour assez secondaire. Pour le gouvernement, le conflit et la mobilisation amoindrissent également l'impact politique de l'arrêt de la Cour suprême. Quant à Netanyahu, dont la cote de popularité s'est effondrée depuis l'attaque du Hamas, l'urgence qu'il y aurait à limiter les pouvoirs des juges apparaît moins comme une priorité à même d'assurer son pouvoir. D'autant que les chances de voir sa réforme finalement adoptée par une autre voie apparaissent faibles.

La cour ne l'a certes rejetée qu'avec une très courte majorité. Une seule voix. Mais, dans le même temps, elle a adopté à une majorité cette fois très large - 13 voix sur 15 - une autre décision. Elle y affirme que les magistrats peuvent «pour des cas exceptionnels» annuler une Loi fondamentale, ce que la réforme de Netanyahu entendait précisément contester. Comme une forme de second camouflet.

29 January (NZZ)

[David Grossman bezichtigt Netanyahu des Verrats am eigenen Land \(nzz.ch\)](https://www.nzz.ch)

Der israelische Schriftsteller David Grossman plädiert für Verhandlungen mit der Hamas

Auf das Massaker der Hamas im vergangenen Oktober hat David Grossman mit erstaunlichen Beiträgen reagiert. Zugleich erweisen sich frühere Texte als prophetisch. Nun kann man sie in einem schmalen Sammelband nachlesen.

Roman Bucheli

29.01.2024, 05.30 Uhr 3 min



Der israelische Schriftsteller David Grossman gehört zu den härtesten Kritikern von Netanyahus Politik. Seit Jahren kämpft der Siebzjährige für den Frieden. Imago

Sechs Tage nach dem Massaker der Hamas vom 7. Oktober hat der israelische Schriftsteller David Grossman in der «Frankfurter Allgemeinen Zeitung» einen bemerkenswerten Artikel veröffentlicht. Noch ehe er darin die Mörder beim Namen nannte, verurteilte er den «kriminellen Leichtsin» der israelischen Sicherheitsdienste und bezichtigte die eigene Regierung des Verrats: «Sie hat alles verraten, was uns als Bürgern dieses einen bestimmten Landes teuer war.»

Erst viele Absätze später schreibt Grossman, man dürfe sich bei aller Wut auf Netanyahu keiner Täuschung hingeben: «Die Greuelthaten dieser Tage sind nicht Israel zuzuschreiben. Sie gehen aufs Konto der Hamas.» Es gibt kaum einen grösseren Kontrast als zwischen diesem Zeugnis der Besonnenheit und den Reaktionen im Gazastreifen, wo die Hamas-Attentäter als Helden gefeiert wurden. Oder als in den Tagen danach und erst recht mit Beginn der Gegenschläge sich ein Wutgeheul erhob von Gaza bis an die amerikanischen Eliteuniversitäten. Rechtfertigte man zunächst das schändliche Massaker, tat man alsbald so, [als habe es den Hamas-Angriff gar nicht gegeben.](#)

Prophetische Ahnungen

David Grossmans Artikel kann man in dem Bändchen «Frieden ist die einzige Option» nachlesen, das in diesen Tagen erscheint. Es versammelt Beiträge aus der jüngsten Vergangenheit, in denen der Schriftsteller für eine Versöhnung mit den Palästinensern plädiert. Grossman ist seit den 1980er Jahren als Friedensaktivist engagiert und hat 2006 einen Sohn bei Kämpfen in Libanon verloren.

Man liest diese Texte nicht ohne Beklemmung, denn rückblickend erweisen sie sich in ihren schlimmsten Befürchtungen als prophetisch. Zugleich zeigen sie, wie sehr das unbedingte Verlangen nach Frieden mitunter Wunsch und Wirklichkeit auseinanderklaffen lässt. Er bete und hoffe, schreibt Grossman in seinem Beitrag für die «FAZ», «dass sich im Westjordanland einige Palästinenser trotz Abscheu gegen die israelischen Besatzer bereitfinden werden, sich von dem zu distanzieren, was ihre Landsleute aus dem Gazastreifen angerichtet haben». Sollte es diese Stimmen geben, so sind sie bisher kaum an die Öffentlichkeit gelangt.

Grossman denkt als Schriftsteller in der Möglichkeitsform. Das macht aus ihm auch einen unerbittlichen Analytiker. Im Zuge von [Netanyahus umstrittener Justizreform](#) sah er den Staat in einen Abgrund der Schwäche stürzen. Ein halbes Jahr vor dem Massaker schrieb er, es bemächte sich der Bürger ein Gefühl, «dass ihre nationale Heimstätte und schon bald vielleicht auch ihr privates Haus in Flammen stehen kann».

Das Udenkbare denken

Bereits ein paar Monate zuvor hatte Grossman, als ahnte er, was kommen könnte, einen erschütternd hellsichtigen Satz gesprochen. Sollte einmal eine Tragödie unvorstellbaren Ausmasses über das Land hereinbrechen, dann möge den Menschen die Kraft erhalten bleiben, «nicht aufzuhören, das Herz zu sein, das fühlende Herz, aufgerissen, ungeschützt, und auch nicht aufzuhören, zu denken. Das denkende Herz. Immer und immer wieder das denkende Herz».

Heute eilt David Grossman im Denken schon wieder weit voraus. [In der jüngsten Ausgabe der «Frankfurter Allgemeinen Sonntagszeitung»](#) spricht er das derzeit noch fast Udenkbare aus: «Es gibt keinen anderen Weg, als zu versuchen, zwischen uns und der Hamas eine Art Dialog herbeizuführen.» Sie seien verdammt dazu, sagt er, mit ihr Geschäfte zu machen. Vielleicht verdeutlicht nichts die heutige Tragödie besser als Grossmans Einsamkeit. Wenn sich nur auf der Gegenseite ähnlich couragierte Denker zu Wort melden würden.

David Grossman: Frieden ist die einzige Option. Aus dem Hebräischen von Anne Birkenhauer und Helene Seidler. Hanser-Verlag, München 2024. 64 S., Fr. 15.90.

29 January (Le Figaro)

[En Allemagne, ce nouveau parti de «gauche conservatrice» qui fait de la lutte contre l'immigration sa priorité \(lefigaro.fr\)](#)

En Allemagne, ce nouveau parti de «gauche conservatrice» qui fait de la lutte contre l'immigration sa priorité

Par [Martin Bernier](#)

Publié il y a 2 heures, mis à jour il y a 2 heures



Sahra Wagenknecht donne une conférence de presse lors du lancement de son nouveau parti politique « Alliance Sahra Wagenknecht pour la raison et la justice » (BSW) à Berlin le 8 janvier dernier. *JOHN MACDOUGALL / AFP*

ENTRETIEN - Sahra Wagenknecht, ancienne membre de Die Linke, a lancé son nouveau parti politique le 8 janvier en vue des élections européennes. Le politologue Patrick Moreau, qui a publié une note pour la Fondapol sur ce parti, analyse son idéologie et son potentiel électoral.

Patrick Moreau est historien et politologue spécialiste de l'Allemagne et des extrémismes. Il vient de publier une note pour la Fondapol sur [«L'émergence d'une gauche conservatrice en Allemagne : l'Alliance Sahra Wagenknecht pour la raison et la justice \(BSW\)»](#).

LE FIGARO. – Le 8 janvier, Sahra Wagenknecht, une ancienne de Die Linke, a annoncé la création d'un nouveau parti que vous qualifiez de «gauche conservatrice» dans une note pour la Fondapol. Quelles sont les raisons de sa scission avec Die Linke ?

Patrick MOREAU. – Die Linke a abandonné ce qui faisait sa force, à savoir sa relation privilégiée avec la population d'Allemagne de l'Est. Sur le plan idéologique, le parti a opéré une mue de type identitaire, considérant que l'avenir du parti reposait sur des luttes ciblées comme le mouvement woke, le soutien aux minorités et à l'immigration, tandis que la tradition ouvrière était abandonnée. [Sahra Wagenknecht](#) s'oppose depuis très longtemps à la direction du parti ; elle considère que l'avenir de la gauche est de revenir à une doctrine relativement traditionnelle, qui soit fermement anticapitaliste mais qui s'oppose aussi à certains phénomènes qui irritent une grande partie de la population, à commencer par l'immigration. Cela s'accompagne chez elle d'un rejet de la domination américaine, et d'une orientation pro-russe, ce qui joue un rôle dans les nouveaux Bundeslander (d'Allemagne de l'Est), où Poutine et la Russie ont plutôt bonne presse.

Sahra Wagenknecht voit la stratégie woke comme extrêmement dangereuse en ce qu'elle conduit à une explosion de la société entre des mini-groupes. Et ces sujets n'intéressent absolument pas la population de l'Est. Les sondages sur la situation politique dans les nouveaux Bundeslander montrent que les gens sont principalement préoccupés par l'inflation et les retraites. Même l'écologie ne les intéresse plus du tout. Les sociologues observent ce phénomène depuis les années 50 : la classe ouvrière, ou tout au moins ce qu'il en reste, est fondamentalement conservatrice dans son mode de vie et dans son mode de pensée. L'anticapitalisme peut toujours jouer un rôle fondamental, mais sur le plan social, politique et culturel, on a affaire à des gens qui sont partisans d'une société autoritaire où il n'y a pas de désordre.

Sahra Wagenknecht semble manifester une forme de nostalgie pour la RDA. L'émergence de ce parti, et les intentions de vote élevées pour l'AfD dans les Lander de l'Est sont-ils des phénomènes révélateurs de la fracture entre les deux Allemagne ?

Il ne s'agit pas véritablement d'une nostalgie de la RDA. Sarha Wagenknecht a beaucoup changé depuis 30 ans : elle a été stalinienne, patronne de la Fraction communiste au sein du PDS, mais depuis elle s'est éloignée de ces positions. Elle est plutôt animée aujourd'hui par la certitude que les gens qui vivent dans les nouveaux Bundesländer se sentent mal à l'aise après la réunification. Il faut le dire : la réunification est un échec. On a postulé pendant longtemps que les deux Allemagnes allaient croître ensemble, mais ce n'est pas le cas. Les Allemands de l'Est se sentent sous-représentés dans les élites politiques et dans les directions des entreprises. Il y a eu pendant très longtemps un départ de toutes les forces jeunes à l'Ouest et, de l'autre côté, l'arrivée d'un grand nombre d'élites venues de l'Ouest qui ont occupé tous les postes, à l'université notamment. Des différences de niveau de vie subsistent : 40 ans après la réunification, il n'y a toujours pas eu de mise à niveau des salaires et des retraites entre l'Est et l'Ouest.

Quel écho Sahra Wagenknecht est-elle susceptible de rencontrer dans la population ?

Il est difficile de répondre aujourd'hui. Un sondage de l'Insa lui prédit 14% d'intentions de vote ; un autre centre de recherche estime que Sahra Wagenknecht et son parti obtiendraient entre 4 et 5% des voix aux élections au Bundestag. La seule chose que l'on peut dire, c'est que parmi la population de l'Est, un certain nombre de personnes seraient prêtes à prendre le risque de voter pour son parti car il colle aux sentiments collectifs. Cela pose toutefois de vrais problèmes pour son avenir à l'Ouest. Je ne suis pas certain qu'elle parvienne à mobiliser beaucoup dans cette partie du pays.

Seulement 5 à 7 % des Allemands estiment aujourd'hui que les partis politiques font leur travail et sont encore respectables. Le malaise est profond, et cela ne peut aboutir qu'à une transformation du système politique.

Patrick Moreau

Je ne crois pas non plus qu'elle soit capable de faire partir beaucoup d'électeurs de l'AfD en direction de son parti politique. Les éléments communs aux deux partis restent relativement limités. Outre les questions de l'immigration, de la lutte contre le monde woke, du retour à l'ordre et au blocage des frontières, les visions économiques des deux partis sont complètement antithétiques : l'AfD a une ligne hyper libérale sur le plan économique. Il sera donc difficile de convaincre les électeurs de l'AfD, et ce en dépit de la dimension ouvrière de l'électorat du parti, qui recueille 50 % des suffrages des ouvriers.

Ce parti est créé dans une période de tensions sociales en Allemagne et de forte impopularité du chancelier Olaf Scholz. Le début de crise économique que connaît l'Allemagne risque-t-il d'engendrer une crise politique ?

Il y a en Allemagne un début de récession qui inquiète fortement le patronat. À cela s'ajoutent la question de l'immigration et une critique des élites. Les gens ont peur que les élites ne soient pas en mesure ou ne veulent pas, comme les Verts, limiter l'immigration. La crise du gouvernement est telle que la population a complètement lâché la coalition actuelle. On le voit dans les sondages : le SPD est à 14%, les Verts à 13%, le FDP à 4%. La population a complètement changé d'avis sur les Verts : il y a quatre ans encore c'était un parti qui portait l'espoir d'une transformation de la société en mieux sur le plan écologique, mais aussi social et culturel. Aujourd'hui, les Verts sont perçus dans les sondages, comme un parti dogmatique, qui veut imposer aux gens un mode de vie, une façon de se nourrir et d'écrire. Or la classe ouvrière ne supporte pas qu'on lui explique qu'elle ne va pas manger de saucisses à midi à la cantine de son entreprise. Le SPD quant à lui s'autoproclame parti ouvrier alors que plus aucun ouvrier ne vote pour lui. Et ne parlons pas des libéraux qui sont en perdition. La situation n'est guère meilleure pour la CDU-CSU qui n'a pas réussi sa mutation politique ; elle est encore dans l'après Merkel et n'est toujours pas parvenue à rédiger un programme.

Tout cela multiplie les éléments de malaise dans la population qui considère les partis politiques comme des clones. Seulement 5 à 7 % des Allemands estiment aujourd'hui que les partis politiques font leur travail et sont encore respectables. Le malaise est profond, et cela ne peut aboutir qu'à une transformation du système politique. Personne ne sait de quoi l'avenir sera fait mais il est certain que tout cela va voler en éclats un jour. Car l'addition des voix de la CDU/CSU et du SPD, soit une grande coalition, n'est plus majoritaire. La seule majorité claire aujourd'hui, ce serait la CDU/CSU avec l'AfD (66% des voix). Or, de toute évidence, la CDU ne veut pas s'allier avec l'AfD. Bientôt ce parti, et peut-être Sahra Wagenknecht, pourront empêcher des coalitions. Autant dire que l'on est dans un brouillard total.

29 January (The Economist)

[Giorgia Meloni's not-so-scary right-wing government \(economist.com\)](https://www.economist.com)

Mainstream Meloni

Giorgia Meloni's not-so-scary right-wing government

Liberal fears have so far proved overblown



image: getty images

Jan 24th 2024

People like labels, and it has always been easy to attach them to Giorgia Meloni, prime minister of Italy since October 2022. She has routinely been dubbed a neo-fascist by her political enemies in Italy and by alarmed liberals across Europe. It doesn't help that her party, the Brothers of Italy, descends in part from a post-war neo-fascist group, or that its party symbol includes a tricolour flame with questionable antecedents. In the run-up to the election she won, the spread between Italian and German government debt widened, owing to fears that she would pick fights with Brussels and maybe even destabilise the euro itself. She might, critics feared, team up with Hungary's strongman, Viktor Orban, the nationalist right in Poland and Marine Le Pen in France to cause all sorts of trouble. But 15 months in, Ms Meloni seems to be conventional rather than a wrecker.

Consider, first, all the things that have not happened. Social policy has remained unaltered, despite the Brothers' hostility to abortion and gay civil unions. It is true that there has been no progress towards gay marriage or same-sex adoption; but neither has there been any backsliding, despite this being Italy's most right-wing government since the second world war. Italy's first female prime minister does not profess to be a feminist, but she is a tough single mother who unceremoniously dumped her partner for propositioning his female colleagues.

Nor has Ms Meloni been a thorn in the flesh of her fellow European leaders or the legions of bureaucrats in Brussels whose job it is to worry about the stability of the euro and indeed the European Union itself. Lo spread has shrunk back to around 1.5 percentage points, and the markets show no sign of jitters, despite Italy's feeble growth. She has not teamed up with Mr Orban or other populists to block eu decision-making, nor attracted the censure of the eu's rule-of-law watchdogs. On Ukraine she has been admirable, sending money and arms despite Italy's traditional ties to Russia. Fears that Italy would take a nasty turn towards xenophobia have proved unfounded, despite a sharp rise in the number of asylum-seekers arriving by boat.

Could Ms Meloni be a sign that the populist right is not always so bad once in office? True, Mr Orban has never changed his autocratic spots, and neither did Poland's Law and Justice party, which voters [kicked out in October](#). It would also be rash to assume that a President Le Pen or, in the Netherlands, a Prime Minister Geert Wilders (a more imminent prospect) would cleave to the mainstream as Ms Meloni has. And yet the Sweden Democrats, an anti-immigrant party, have not done anything terrible since lending support to the ruling bloc in

Stockholm. All in all, Ms Meloni makes an encouraging data point: the [so-called far right](#) in Europe can turn out in office to behave like run-of-the-mill conservatives.

That does not mean everything is sunny in the land of la dolce vita. Ms Meloni has some bad ideas about constitutional changes that would bolster the power of the prime minister—though those are still for the future. There are also worrying signs that she is at heart no [economic reformer](#), unlike her predecessor, Mario Draghi. Italy's growth problems are systemic. The new government has shown little interest in promoting competition, played with the idea of a big windfall tax on the banks before dropping it and is seeking to diminish the role of foreign investors on Italian boards. The deficit is ballooning, and the oecd this week warned that spending cuts and tax rises will be needed, a call that will fall on deaf ears. That is disappointing, but resistance to reform in Italy is long-standing. In this, too, Ms Meloni belongs to her country's mainstream. ■

This article appeared in the Leaders section of the print edition under the headline "Mainstream Meloni"

29 January (The Economist)

[Geert Wilders makes a show of respecting the law \(economist.com\)](https://www.economist.com)

Constitutional horse-trading

Geert Wilders makes a show of respecting the law

Muslims, and other politicians, worry that it will last only until the Dutch populist enters government



image: ap

Jan 25th 2024 | AMSTERDAM

For most European parties, forgoing an effort to ban the Koran would not count as a big concession. But Geert Wilders, whose Party for Freedom (pvv) came first in the Netherlands' election last November with 24% of the vote, wants it to be seen that way. Mr Wilders, a veteran among Europe's rising hard-right populists, has a history of bashing Islam, the eu and the courts. He is negotiating to form a coalition with three other parties, who worry about his commitment to the constitution. Mr Wilders now says he wants to be a prime minister "for all Dutch" regardless of religion. To prove it the pvv on January 8th withdrew three longstanding proposals for unconstitutional laws, including a ban on Muslim religious expression.

It was an empty gesture: the laws had no chance of passing. But there are signs that the coalition talks, held in secrecy, are progressing. Mr Wilders is negotiating with the centre-right Liberals (vvd), who have led the country for the past 13 years, and with two upstart parties on the right: the New Social Contract (nsc) and the smaller Farmer-Citizen Movement. The vvd's leader, Dilan Yesilgoz, has said her party will not join a pvv-led government but could back one in a confidence-and-supply deal. Pieter Omtzigt, who founded the nsc last summer, is a self-proclaimed stickler for the rule of law.

The first phase of the negotiations is supposed to establish guarantees that Mr Wilders will respect the constitution. The Netherlands is unlikely to go the way of Hungary or Poland, where hard-right populists took over the courts and crippled democracy. The Dutch judiciary and civil service are strong and independent. With at least four parties needed for a majority, the pvv would surely struggle to make any earth-shaking changes.

But the country has vulnerabilities. Its courts cannot strike down laws for conflicting with the constitution (curiously, the constitution bars them from doing so). The Council of Europe has called this out, and Mr Omtzigt wants to change it. A big scandal under the previous government over false accusations of child-benefits fraud showed that Dutch bureaucracies can ride roughshod over citizens' rights, which in populist hands could be scary. Dutch should be wary of "leaning back and arguing that the Netherlands will be different," says Ronald Tinnevelt, a law professor at the Radboud University in Nijmegen.

One common desire among the four parties is limiting immigration. But this week the vvd split over how to handle refugees. Against Ms Yesilgoz's wishes, the party's senators helped to pass a law that forces all municipalities to share the unpopular burden of housing asylum-seekers. The Netherlands' only reception centre

for them is overflowing; getting conservative towns to accept any has proved so hard that it brought down the previous government. The issue pits the vvd's anti-immigrant wing, which is eager to govern with the pvv, against its centrists, who are not. All of the pvv's potential allies face such tensions between populism and pragmatism.

Meanwhile, the country has a caretaker government under Mark Rutte, the outgoing prime minister. Ministers who get better job offers are leaving one by one. On January 24th Mr Wilders posted on X, formerly Twitter, denouncing the vvd for the "horrible law" on asylum housing—not a promising sign of collegiality or respect for the rule of law. Dutch Muslims, too, have their doubts. "You can't say one thing for 20 years and then suddenly claim to want something else," says Mustafa Hamurcu, chairman of the Dutch branch of Milli Gorus, a Turkish Islamic organisation. "The Muslim community doesn't believe it." ■

This article appeared in the Europe section of the print edition under the headline "Constitutional horse-trading"

29 January (NZZ)

[Ist die AfD eine Naziartei? Ein Gespräch mit dem Historiker Wolfram Pyta \(nzz.ch\)](#)

INTERVIEW

Eine Naziartei? «Die AfD ist nicht einfach identisch mit der NSDAP», meint der deutsche Historiker Pyta

Hunderttausende Deutsche gehen derzeit gegen die AfD auf die Strasse. Noch nie seit dem Krieg war in Deutschland eine rechte Partei so stark. Doch der Stuttgarter Geschichtswissenschaftler Wolfram Pyta warnt davor, zu leichtfertig historische Analogien aufzustellen.

A Nazi party? "The AfD is not simply identical to the NSDAP," says the German historian Pyta. Hundreds of thousands of Germans are currently taking to the streets against the AfD. Never before since the war has a right-wing party been so strong in Germany. However, the Stuttgart historian Wolfram Pyta warns against drawing historical analogies too lightly.

Oliver Maksan, Berlin

27.01.2024, 05.30 Uhr



Ein AfD-Anhänger hat sich das Logo der Partei auf dem Hinterkopf frisiert. Damit nimmt er im Juni 2021 in Magdeburg an einer Kundgebung der AfD teil. Ronny Hartmann / DPA

Herr Professor Pyta, Sie erforschen seit Jahren die NSDAP. Ist die AfD eine «Naziartei»? Das hat jetzt [Nordrhein-Westfalens christlichdemokratischer Ministerpräsident Hendrik Wüst](#) behauptet.

Politiker versuchen, im politischen Meinungskampf Begriffe ins Spiel zu bringen, die ihnen die Deutungshegemonie sichern. Und in den Debatten der Bundesrepublik hat der Verweis auf die eigene Geschichte Tradition. Allerdings muss man sich fragen, ob solche Versuche politisch zielführend sind. Ich weiss nicht, ob es viele AfD-Wähler vom Gegenteil überzeugt, wenn man die AfD als Nachfolgeorganisation der NSDAP bezeichnet.

Der CDU-Chef Friedrich Merz machte sich den Vergleich seines Parteifreunds Wüst wohl deshalb ausdrücklich nicht zu eigen.

Das ist wie gesagt eine Frage der politischen Strategie, für die ich nicht zuständig bin. Als Historiker würde ich eine so platte Gleichsetzung aber ohnehin nicht als angemessen betrachten. Die AfD ist nicht einfach identisch mit der NSDAP.

Wo genau liegen die Unterschiede?

Die NSDAP hat sich ungeschminkt zu einem radikalen Antisemitismus bekannt und zudem offen verkündet, dass sie – im Besitze der Regierungsmacht – den politischen Gegner unterdrücken würde. Im politischen Kampf um die Macht wurde der politische Gegner nicht nur verbal verunglimpft; man schreckte auch vor

gewalttätigen Aktionen nicht zurück, in deren Verlauf politische Gegner umgebracht wurden. Dieser Grad an semantischer Verrohung und gewalttätigem Zivilisationsbruch ist im deutschen Parteiensystem bei im Bundestag vertretenen Parteien bislang nicht zu registrieren. Doch ungeachtet dessen gibt es gerade auf der radikalen Rechten eine starke Tendenz zu einem Freund-Feind-Denken, bei dem das Politische als unversöhnliche und keinen Kompromiss duldende Auseinandersetzung deklariert wird. Dabei ist gerade die parlamentarische Demokratie auf Kommunikationsformen angewiesen, in denen legitime Meinungsverschiedenheiten mit Respekt vor der Ansicht des politisch Andersdenkenden ausgetragen werden.

Nun bemüht auch die AfD NS-Vergleiche. [Thüringens AfD-Chef Björn Höcke, Mann des rechten Flügels in der Partei](#), haben die deutschlandweiten Demonstrationen gegen seine Partei jetzt an NS-Fackelmärsche erinnert.

Auch diese Seite instrumentalisiert die Geschichte für den politischen Meinungskampf. Für den Wissenschaftler sind solche platten Verweise untauglich.

Besteht durch diese politisch motivierten NS-Vergleiche von allen Seiten nicht die Gefahr, die historischen Verbrechen der Nationalsozialisten zu verharmlosen?

Wie gesagt, das ist eine Frage der politischen Einschätzung. Sie überschreitet meine Kompetenz als Geschichtswissenschaftler. Grundsätzlich halte ich es aber nicht für illegitim, historische Analogien zu bemühen. Wenn man sie aber nicht sachgemäss einsetzt, nutzen sie sich schnell ab und verfehlen ihr Ziel.

Aber geht dieser Tage der Bezug auf die NS-Zeit vielen Deutschen nicht zu leicht von der Hand? So haben jetzt [Teilnehmer der landesweiten Demonstrationen gegen die AfD](#) weisse Rosen verteilt und sich damit in die Tradition der gleichnamigen Widerstandsgruppe gegen den Nationalsozialismus gestellt. Diese bezahlte für ihren Widerstand mit ihrem Leben. Das muss heute niemand fürchten.

Natürlich setzt, wer heute im liberalen Rechtsstaat demonstriert, anders als in der NS-Zeit nicht sein Leben aufs Spiel. Das versteht sich doch von selbst. Insofern sind solche Analogien unpassend. Gleichzeitig lässt es mich als Staatsbürger nicht kalt, wenn Hunderttausende spontan auf die Strasse gehen, um für die Demokratie und gegen Rechtsextremismus zu demonstrieren. Allem Anschein nach wurde das nicht von der Parteipolitik organisiert, sondern kam direkt aus der Zivilgesellschaft. Ich unterstütze dieses zivilgesellschaftliche Engagement gegen Rechtsradikalismus ausdrücklich und aus vollem Herzen.

Gibt es aus Sicht des Historikers denn Anlass zur Sorge? Wiederholt sich Weimar gerade? Auch diese Frage wird in deutschen Debatten ja regelmässig gestellt.

Als Historiker bin ich immer sehr vorsichtig mit Analogien. Geschichte wiederholt sich nicht. Der Verweis auf die Weimarer Republik ist systematisch dann ertragreich, wenn er auf krisenhafte Zuspitzungen in einem demokratischen System verweist. Die grosse Frage ist: Was passiert, wenn sich immer mehr Wähler vom demokratischen Verfassungsstaat abwenden und Parteien ihre Stimme geben, die die Prinzipien einer liberalen Demokratie nicht verinnerlicht haben? Nicht zuletzt daran ist die erste deutsche Demokratie gescheitert. Die Weimarer Republik ist schliesslich nicht von aussen erobert worden. Es gab auch keinen Militärputsch. Vielmehr ist die Weimarer Demokratie daran gescheitert, dass Millionen von Deutschen in freien Wahlen der NSDAP ihre Stimme gaben und dass dadurch erst deren Parteiführer in die Lage versetzt wurde, das höchste Regierungsamt anzustreben.

Davon ist die AfD trotz hohen Umfragewerten weit entfernt. Ihre Wähler sind zudem mit der Art unzufrieden, wie die Demokratie in Deutschland funktioniert, nicht mit der Demokratie an sich. Das zeigen jedenfalls Umfragen.

Diese Menschen mögen das so empfinden. Es gibt aber schon viele Bürger, die das komplexe politische System der Bundesrepublik nicht verstanden und verinnerlicht haben. Davon unabhängig gibt es aber strukturell erhebliche Unterschiede zu Weimar. Das Parteiensystem ist anders, die politischen Institutionen der Bundesrepublik sind intakt. Vor allem sitzen an den entscheidenden Stellen – und hier darf man das Wort benutzen – lupenreine Demokraten, die zum Kompromiss fähig sind. Das war in Weimar anders.

Der deutsche Meinungsforscher Manfred Güllner von Forsa hat Ende des vergangenen Jahres gesagt, dass die AfD derzeit mehr Stimmen habe als die NSDAP 1930. Er wollte damit auch zum Ausdruck bringen, dass die AfD ihre grosse Zeit noch vor sich haben könnte. Schliesslich legten die Nationalsozialisten danach nochmals massiv zu.

Die NSDAP hatte bei der Reichstagswahl am 14. September 1930 18,3 Prozent erreicht. In Umfragen liegt die AfD schon längere Zeit deutlich darüber. Insofern stimmt das rein quantitativ. Es gibt jedoch einen ganz entscheidenden Unterschied, was das Parteiensystem anbelangt. Die NSDAP konnte deswegen expandieren und 1932 über 37 Prozent erreichen, weil die ländlich-protestantische Bevölkerung parteipolitisch verwaist war. Die NSDAP hatte also ein Potenzial, sich zu erweitern, weil das Parteiensystem der Weimarer Republik dies zulies. Das Parteiensystem der Bundesrepublik ist völlig anders.

Inwiefern?

Die Unionsparteien sind da vor allem zu nennen. CDU und CSU, die liberal-konservative Parteien sind, haben Wähler über Jahrzehnte gebunden und diszipliniert. Die Expansionsfähigkeit der AfD ist, was die Eroberung politisch auf Wanderschaft befindlicher Milieus anbelangt, schon von daher begrenzt.

Das gelingt der Union nach der Linksverschiebung unter Angela Merkel aber immer schlechter. Daran ändern auch [die Korrekturversuche des CDU-Chefs Merz](#) nur bedingt etwas. Insofern gibt es auch heute eine Repräsentationslücke, in die die AfD vorgestossen ist.

Aber die Union bleibt im deutschen Parteiensystem zentral. Die Integrationskraft der klassischen altbundesrepublikanischen Parteien erschöpft sich zwar dann, wenn viele Wähler nicht in der Logik eines westdeutschen Parteiensystems sozialisiert wurden. Doch zugleich haben mittlerweile weite Teile der Bevölkerung einen Migrationshintergrund und sind insofern für eine Partei, in der völkische Vorstellungen nicht zur politischen Ächtung führen, kaum erreichbar. Eine so gemischte und bunte Gesellschaft gab es in der Weimarer Republik nicht. Die Vorstellungen von einer ethnisch homogenen Volksgemeinschaft setzen einer Partei, die solche Ideen pflegt oder gutheisst, schon von daher Grenzen in der Wählerschaft.

Die AfD hat jetzt den Vorwurf, dass sie eine ethnisch homogene Gesellschaft wolle, entschieden zurückgewiesen. Sie mache keinen Unterschied zwischen Deutschen mit und solchen ohne Migrationshintergrund.

Ich bin kein AfD-Experte. Ich kann mich nur zu der Frage äussern, inwieweit Vorstellungen von völkischer Homogenität historisch gesehen in Deutschland mehrheitsfähig waren.

Und? Waren sie das?

Wenn man sich die NSDAP anschaut, steht ausser Frage, dass sie eine extrem rassistische und antisemitische Partei war. Schaut man sich aber die Wahlkampagnen der Partei an, besonders die erfolgreichste zur Reichstagswahl im Juli 1932, wird man feststellen, dass das Thema Antisemitismus nicht im Vordergrund stand. Die NSDAP hat zwar auch damals kein Hehl aus ihrer brutal antisemitischen Weltanschauung gemacht. Im Vordergrund standen im Wahlkampf aber Arbeitsbeschaffung und die Krise der Republik. Eine Partei kann also einen harten ideologischen Kern haben, diesen aber hinter anderen Themen, die sie ins Zentrum stellt, verbergen. Beim Wähler ist er dann nicht ausschlaggebend.

Tatsächlich zeigen Umfragen aus dem vergangenen Jahr, dass mehr als zwei Drittel der Deutschen den Staat für überfordert hielten. In keiner Bevölkerungsgruppe war dieses Gefühl so gross wie bei den Wählern der AfD.

Wenn der Eindruck von Staatsversagen entsteht, dann können rechtspopulistische Kräfte daraus in starkem Masse Honig saugen. Deutschland vollzieht gerade mit Wucht nach, was man aus den Niederlanden, Schweden, Dänemark, Frankreich und anderen europäischen Staaten mit liberaler Tradition kennt. Der Aufstieg der AfD zeugt davon, dass sich die sozial-moralischen Milieus der alten Bundesrepublik aufgelöst haben. Deswegen ist es möglich, sehr heterogene Wählergruppen im Protest gegen ein vermeintliches Staatsversagen zusammenzuführen. Gleichzeitig gibt es immer mehr Konkurrenten um dieselben Wähler. Das zeigt

die [Partei Gründung der ehemaligen Linkenpolitikerin Sahra Wagenknecht](#). Auch das begrenzt die AfD. In Weimar war dies anders.

Zur Person

Kenner des Aufstiegs der NSDAP

Wolfram Pyta, Jahrgang 1960, ist Professor für neuere Geschichte an der Universität Stuttgart. Der Aufstieg des Nationalsozialismus in der Weimarer Republik zählt zu seinen Forschungsschwerpunkten. Er legte unter anderem ein vielbeachtetes Werk über den Reichspräsidenten Paul von Hindenburg vor. Zuletzt erschien von ihm und Nils Havemann eine Monografie über den CDU-Politiker Alfred Dregger.

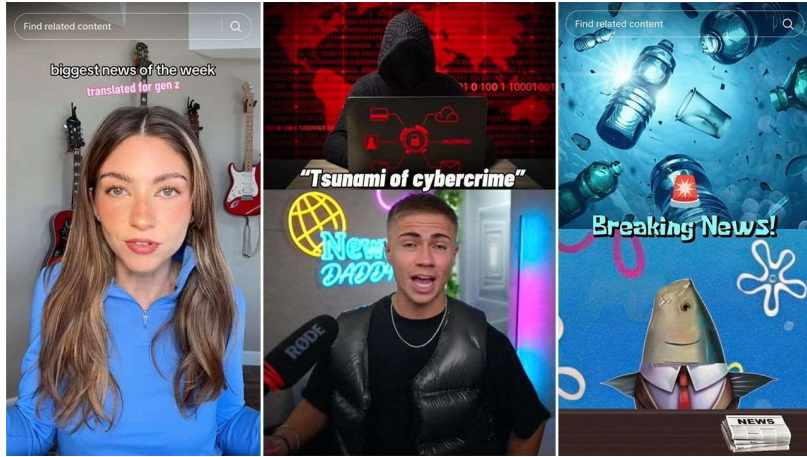
29 January (The Economist)

[The rise of the TikTok news anchor \(economist.com\)](https://www.economist.com)

Breaking news

The rise of the TikTok news anchor

A hoard of pocket Cronkites will read the papers and tell you, like, what they say



Getting hooked... on no-nonsense newsimage: tiktok

Jan 25th 2024 | NEW YORK

“Breaking news: it looks like there is some weird stuff going on in America.” Welcome to the news on TikTok. Before we dwell on how and when it is appropriate to start a sentence with “breaking news”, let’s cross now to our correspondent, who is a cartoon fish, with a story about a “Potential Diabetes Cure!” (3.4m views). Next, “News Daddy” (a boy called Dylan) will read out details of a hotel explosion in Texas to some of his 10.3m followers, thankfully from the safety of his home studio in Britain; “Nah 2024 needs to chill...i need some sleep,” the description reads. In our final segment, a college student is primed to run through the pages of the New York Times (the Iowa caucus is “just tea, it’s gossip”).

Each of these videos comes from a cohort of amateur anchors who take the business of delivering the news extremely seriously. They are the presenters, researchers and producers rolled into one. Their uploads on everything from product recalls to the war in Gaza caricature traditional news reports, aggregate them—and compete with them. News Daddy’s follower count exceeds that of the flagship TikTok accounts of the New York Times, the Washington Post and the Daily Mail combined. The handful of influencers your correspondent (who is not a cartoon fish) met have over half a billion likes on all of their videos between them.

“I’m more interested in watching someone who’s fun to watch than a stuffy monotone news reporter,” says Alex Kellerman, who dresses up as a bedraggled anchor every day to film a roundup of the “f*ckin’ news” (“I give you news...but always do your own research and fact-checking!”). He says the format found overnight success after he “accidentally” uploaded a test video in September about lethal flooding in Libya, using details from mainstream outlets covering the disaster on other parts of the internet. Mr Kellerman doesn’t describe himself as a journalist, but he claims to have been “one of the first people to report [the story] on TikTok”.

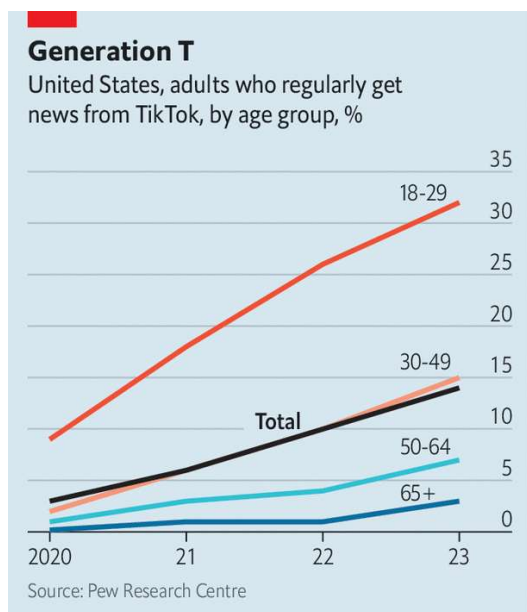


image: the economist

And that’s what matters, because in 2020, 9% of Americans aged between 18 and 29 told a Pew poll that they regularly got their news on the platform; by 2023 that number had risen to 32% (see chart). Capturing this generation’s attention is a delicate balance: “It has to be short, it has to be fast,” says Jessica Burbank, a creator and freelance journalist who has grown a loyal Gen Z audience through “translating” the biggest stories of the week to them by “taking away all of the nonsense”.

Large follower counts are giving creators the chance to build upon existing stories. “People almost have this false sense of respect for you or something. It’s odd,” notes Julie Urquhart, who says the popularity of her crime and celebrity-news account has helped her land interviews with people linked to the stories she makes her videos about. “I think because you’re on social media, not, you know, like a news person who’s going to twist things maybe.”

Free from the constraints of editorial processes and executive boards, news creators believe their appeal lies in a quality that mainstream outlets lack: authenticity. “Most traditional news is devoid of emotion,” reckons Josh Helfgott, who has earned the attention of millions of followers making clips about LGBT news stories. “I believe that what catches my audience’s attention is when they see my passion behind the story.” Publishers around the world are all too aware of this shift; over half of those recently surveyed by the Reuters Institute for the Study of Journalism said that they plan to devote more effort into putting stories on TikTok this year.

Before everyone starts workshopping ways to deliver the news in a chill and relatable lilt, take a moment for some optimism. As Gallup reports the lowest amount of trust in American mass media since 2016, it seems that creators have merely figured out how to tune people back in to news stories that outlets have been reporting on the whole time, just in ways that feel more relevant and real to young internet users. That can be a good thing. So long as you choose not to think too much about comments that read, “I get my news from him, and the fish”.

With a busy election year ahead, TikTok newscasters will have much to work with. Expect to see many more of them co-opting the headlines to increase their followings, be the first to post about it, entertain people, ask why no one is talking about a thing, go viral—and spread the news. ■

This article appeared in the United States section of the print edition under the headline "Pocket Cronkites"

29 January (The Guardian)

[A musical tour of Berlin: from Wagner's epic opera to techno raves](#) | [Berlin holidays](#) | [The Guardian](#)

A musical tour of Berlin: from Wagner's epic opera to techno raves

In our new series, we explore a city through its musical landmarks and songs. First stop, Germany's hip, historic capital, home to trailblazing clubs and inspiration for Dietrich and Bowie

[Chris Moss](#)

Mon 29 Jan 2024 08.00 CET



A bus passes the Berlin Wall, heading for the Philharmonie, home of the Philharmoniker. Photograph: John Haile/Alamy

Music soundtracks our travels, kills time and distracts, entertainingly. In Berlin, which has more than 300 train stations and where you can see everything panoramically from the overhead S-Bahn, a well-loaded smartphone or MP3 player turns a journey into a film with a score.

I have more records related to Berlin than to any other city. I can't help feeling the city should have a nexus or mother venue where all the currents cross – a musical equivalent of the mighty Berlin Hauptbahnhof, opened in 2006, a powerful symbol of reunification.

But which artists would play there?

For a child of the 1970s, it would be easy to start, and end, with David Bowie. But Berlin is more interesting than any single artist. The city was on the old German classical music circuit. Weber's *Der Freischütz*, considered the first romantic German opera, premiered in 1821 at the Schauspielhaus – known today as [Konzerthaus Berlin](#).

The Berliner Philharmoniker was founded in 1882 and is based at the extraordinary, asymmetrical, tent-like [Philharmonie Berlin](#). The orchestra's first ever recording, of Wagner's *Parsifal*, was conducted by Alfred Hertz in 1913. The hisses and crackles reflect the rudimentary technology; musicians crammed themselves into a tiny room to sit as close as possible to a gigantic recording horn.

Berlin's cabaret songbook is, unsurprisingly, extensive. The most famous entry is Dietrich's *Falling in Love Again*

The Weimar Republic had its headquarters at the [Reichstag](#), though the mythological narrative wishes it were run from cabarets and dive bars. Tourists search in vain for Weimar decadence, which was short-lived and hugely exaggerated. As for finding the haunts vaguely alluded to in Christopher Isherwood's novels *Mr Norris Changes Trains* (1935) and *Goodbye to Berlin* (1939), as Isherwood said to Bowie: "People forget that I'm a very good fiction writer."

At the end of 1930, after several moves, Isherwood settled into a flat, at Nollendorfstrasse 17 in the Schöneberg district, which he shared with the British war correspondent Jean Ross, the model for Sally Bowles in his fiction – and, ultimately, the musical – Cabaret.



Marlene Dietrich in the film *The Blue Angel*, set in one of Berlin's many cabarets in the 1920s. Photograph: Paramount/Allstar

There were 38 cabarets in Berlin in the early 1920s. Possibly, Isherwood caught a show called Tingel-Tangel that took place in the [Theater des Westens](#) (Kantstrasse 12). Marlene Dietrich and Josephine Baker performed there. Berlin's cabaret songbook is, unsurprisingly, extensive. The most famous entry is Dietrich's *Ich bin von Kopf bis Fuss auf Liebe eingestellt* (Falling in Love Again is the English version), recorded in both languages for the 1930 film [The Blue Angel](#), which was shot at the [Babelsberg film studio](#) in nearby Postdam. Danish tenor Max Hansen – who founded the *Kabarett der Komiker* – recorded lots of cheeky show songs, including *Meine liebe Lola* and *War'n Sie schon mal in mich verliebt?*, which satirised [Hitler as a homosexual](#).

The Nazis deemed much art and culture *Entartete* – degenerate. Jewish music was banned. During the 1930s, Lithuanian Hirsch Lewin ran a “Hebrew Bookstore” at Grenadierstrasse 28 (now Almstadtstrasse 10) – the building is still there – and devoted the rest of his time to recording klezmer songs and releasing them on his *Semer* label. The Nazis trashed his shop and destroyed many of the shellacs and original plates but, in 2016, [an international ensemble](#) released a selection of songs on the Berlin-based [Piranha](#) label. Scholem Baith is a gutsy call-and-response number that packs as much punch as any Dietrich ditty.

Iggy Pop's *The Passenger* is a hymn to the Berlin S-Bahn, which he took almost every day

Hitler loved Wagner and hated jazz, experimental music and Romany folk. In studies of Nazi propaganda, an oft-cited song is Swedish-born Zarah Leander's 1942 hit *Ich weiss, es wird einmal ein Wunder gescheh'n* (I Know That Someday a Miracle Will happen), recorded at Lindström Studios (Schlesische Strasse 26).

During the Soviet era, East Berlin musicians played it safe to avoid the censor or worse. German easy listening, or *schlager*, was safe terrain and the DDR's state-sanctioned *Amiga* label churned out hundreds of albums full of tunes such as Ilja Glusgal's 1950 *Nein Nein Nein* – which you can imagine soundtracking a Stasi raid in a black comedy. The [DDR Museum](#) has an extensive collection of albums from the era. As the influence of jazz and big band waned, *schlager* became cheesier, full of crooners and ersatz country and western acts; it's sometimes considered the precursor of the kitsch-camp Eurovision shtick. German audiences love it; last year Berlin's Mercedes-Benz Arena hosted its 25th *Schlager Nacht*. This year's “good mood music” festival will fall on [16 November](#).

The careers of Lou Reed, David Bowie and Iggy Pop crisscrossed time and again. Reed was the first to go to Berlin – mentally speaking. His 1973 album *Berlin* is about a couple sundered by drug addiction and violence. The title track evokes a bierkeller-cum-cabaret atmosphere. Reed said he thought of the city as the “home of German film noir and expressionism”, but he also saw the Berlin Wall – now [memorialised](#), a [museum](#) and an [art gallery](#) – as a metaphor for a broken relationship.



David Bowie performing on the Low/Heroes 1978 World Tour. Photograph: Gai Terrell

Did the concept album inspire David Bowie and Iggy Pop to try the real thing? The former said he went there to get away from LA and cocaine-induced psychosis. The story of how he recorded three landmark albums that would subsequently be grouped as the Berlin Trilogy is long and complex, and many songs from *Low* (1977), “Heroes” (1977) and *Lodger* (1979) evoke the city and the cold war east. The title track from “Heroes” (also released in German as “Helden”), with its image of lovers by the wall and guns shooting above their head, has become one of Bowie’s best-loved songs. *Low*’s *Subterraneans* was first recorded in Los Angeles for the film *The Man Who Fell to Earth* (which, in the end, [didn’t use his material](#)). He told *Record Mirror* in 1977 that the song was about those left in East Berlin “after the separation – hence the faint jazz saxophones representing the memory of what it was”.

Iggy Pop’s [The Passenger](#) (from 1977’s *Lust for Life*) may be an ironic commentary on working with Bowie. You can also hear it as a car-ride song, on a “winding ocean drive”. But the German photographer and former partner of the singer, Esther Friedman, told *Zeit* magazine that it was “a hymn to the Berlin S-Bahn”. Pop “took the S-Bahn almost every day,” she said. “The journeys inspired him to write the song, especially the route out to [Wannsee](#).” Bowie and Pop recorded at the Hansa Tonstudio at Köthener Strasse 38, a few doors south of the Berlin Wall – as this [map](#) showing the course of the wall illustrates. Many other artists followed suit, including Depeche Mode, U2 and Boney M.

Also in 1977, the Sex Pistols made a brief trip to Berlin, which inspired their frenetic single [Holidays in the Sun](#). There were no lovers kissing by the wall in the Berlin of Johnny Rotten (AKA John Lydon) – the song opens with the sound of marching jackboots and the line “A cheap holiday in other people’s misery”. [Lydon later said](#): “I loved Berlin. I loved the wall and the insanity of the place. The communists looked in on the circus atmosphere of West Berlin, which never went to sleep.”

Berlin’s underground in the 1970s and 80s ranged across DIY arts scenes, squatter activism and junky culture

Nico, who worked with Reed on the first *Velvet Underground* album, played her last concert at West Berlin’s [Planetarium](#) in June 1988. Born Christa Päffgen in Cologne, she grew up in Berlin and sold undies at the [KaDeWe](#) department store. Nico is buried in the [Grunewald-Forst cemetery](#).

Berlin’s underground in the 1970s and 80s ranged across DIY arts scenes, squatter activism and junky culture – with heroin users congregating in Bahnhof Zoo (as seen in the 1981 cult film [Christiane F](#), soundtracked by Bowie). Tangerine Dream was one of the most enduring bands (despite regular lineup changes) to come out of the scene. They played huge concerts in West Berlin and became one of the first big-name acts to play in East Berlin. Their 31 January 1980 gig at the [Palast der Republik](#), the home of the DDR parliament (since demolished), was heavily bootlegged.



Nico in 1987 performing in Berlin, where she grew up and is buried. Photograph: Ullstein Bild/Getty Images

Radical music, attuned to Berlin's ruinous wasteland, would come from [Einstürzende Neubauten](#), the West Berlin industrial/experimental rock band whose lead singer/screamer is Blixa Bargeld – a key member of both the Bad Seeds and the Birthday Party. *Steh auf Berlin* (Wake Up Berlin), from their debut album *Kollaps*, is a classic piece of trash-thrash noise performed on anti-instruments made from scrap metal and building tools.

Easier on the ear was the punky synth-pop that came out of Neue Deutsche Welle (NDW) – the New German Wave. Nena's *99 Luftballons*, an international hit in English, was its mainstream zenith. I remember a friend unveiling a Dutch compilation album titled [Die Neue Deutsche Welle Ist Da Da Da](#) in 1982 that I thought the ultimate in transgressive imported coolness. A lot of the music on the album sounds like Kraftwerk speeded up and made pogo-able, or at least suitable for that Andy McCluskey skipping dance. Some of the best Berlin-based NDW, punk and metal bands were mixed by Harris Johns at his studio Music Lab Berlin studio in the back yard of Tempelhofer Ufer 10.



Famous techno club Berghain, housed in a former power station. Photograph: DPA Picture Alliance/Alamy

A lot of venues have come and gone, Kreuzberg's [SO36](#), where Einstürzende, as well as Die Toten Hosen, Throbbing Gristle and the Dead Kennedys ran amok, is still standing, though I can't see Bargeld turning up for the Monday rollerdiscos. The club's Gayhane, a monthly "QueerOriental Dancefloor" night, is legendary.

[Tresor](#), which opened in 1991, was one of the first clubs to bring Detroit techno to the city and continues to host big-name DJs. [Berghain](#), another big club, occupies a former power station off monumental socialist boulevard Karl-Marx-Allee. The former [Tempelhof](#) airport, built in the modernist-meets-monumental style favoured by the Third Reich, used to host raves. Berlin's zero-curfew rule, said to have its roots in West Berlin's [liberal attitudes](#) to nightlife, makes it a draw for techno tourists. Detroit-born DJ Rolando keeps up the transatlantic alliance; his remix of *Expo 2000* pays homage to Düsseldorf-based Kraftwerk, whose influence on many of the above-mentioned acts has been well documented. Berghain resident Ben Klock's *Subzero* sounds like a retro-futuristic train on tracks of ice and is a perfect way to end our S-Bahn odyssey.